



# Ville de Tournai

## Conseil Communal

Procès-verbal de la séance publique du 16 septembre 2013

**PRESENTS** : M. R.DEMOTTE, Président de l'Assemblée; M. P-O.DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale  
Mme L.DEDONDER, M. P.ROBERT, Mme L.LIENARD, MM. V.BRAECKELAERE, A.BOITE, T.BOUZIANE, Echevins;  
Mme R.DESENCLOS-LECLERCQ, M. J-M.VANDENBERGHE, Mme M-C.LEFEBVRE, M. G.LECLERCQ, Mme M.WILLOCQ, MM. R.DELVIGNE, J-L.CLAUX, J-L.VIEREN, D.SMETTE, B.MAT, Mme H.CLEMENT-COUPLET, M. J.DEVRAY, Mme S.LIETAR, MM. B.LAVALLEE, E.VANDECAVEYE, Mmes C.GUISSET-LEMOINE, B.DEWAELE, H.LELEU, L.BARBAIX, D.CLAEYSSSENS, MM. X.DECALUWE, L-D.CASTERMAN, Mme C.LADAVID, MM. A.MELLOUK, G.DENONNE, Conseillers communaux;  
M. D.COUPPEZ, Secrétaire communal.

**Excusés**: Messieurs les Conseillers communaux J-M.DE PESSEMIER, C.MICHEZ, G.HUEZ, L.COUSAERT

Madame la Première Echevine MC.MARGHEM et Monsieur le Conseiller communal A.PESIN entrent en séance au point 2.

Le Conseil communal est réuni sur convocation du Collège communal remise à domicile le 6 septembre 2013.

## **SEANCE PUBLIQUE**

Monsieur le **Président** de l'Assemblée ouvre la séance publique à 19 heures 50 et dépose sur le bureau du Conseil communal le procès-verbal de la séance publique du 1<sup>er</sup> juillet 2013, en précisant que si aucune observation n'est formulée au cours de la présente séance, il sera considéré comme adopté.

Madame la Première Echevine **MC.MARGHEM** et Monsieur le Conseiller communal **A.PESIN** entrent en séance.

### **1. Communications**

Le **Conseil communal** prend connaissance :

- 1) du courrier daté du 6 mai 2013 de Madame la Ministre de la Culture, Fadila LAANAN, décidant de classer, avec la qualification de trésor, le mobilier funéraire de la tombe 10 du cimetière mérovingien du quartier Saint-Brice conservé au sein du Musée d'Archéologie de Tournai;
- 2) de l'information suivante : "en séance du 7 juin 2013, le Collège communal a pris la décision de passer un marché de fournitures (livre précieux) par procédure négociée sans publicité, dans le cadre de la reconstitution des dommages de guerre destinés à la Bibliothèque.

En séance du 1<sup>er</sup> juillet 2013, le Conseil communal a pris acte de la décision prise par le Collège communal le 7 juin 2013.

La vente publique a eu lieu en date du 15 juin 2013 à la Librairie THE ROMANTIC AGONY à Bruxelles et Madame la responsable de la Bibliothèque communale a signalé que l'achat n'avait finalement pas pu se faire pour cause de surenchères lors de la vente publique".

- 3) que le règlement d'ordre intérieur du Conseil communal approuvé en séance du 27 mai 2013 n'a fait l'objet d'aucune remarque de la part de l'Autorité de tutelle. Le délai de contrôle de la Tutelle expirait le 26 août 2013 et, sur base de l'article L3122-6 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, le règlement d'ordre intérieur du Conseil communal peut être considéré comme approuvé. Après sa publication (5 jours à dater du 12 septembre 2013), il sera d'application à partir du jeudi 19 septembre 2013.

Monsieur le **Président** de l'Assemblée informe les Conseillers communaux que 4 questions orales seront examinées en fin de séance :

- Salle gérée par l'ASBL paracommunale "Sports, culture et loisirs kainois" (B.MAT)
- Hall culturo-sportif dit SATTA à Templeuve, quelles perspectives à court et moyen termes (J-M.VANDENBERGHE)
- Enquête commodo et incommodo en vue de la vente de gré à gré de la cure du Mont Saint-Aubert. Quid de l'avenir du Mont !!! (M.WILLOCQ)
- Quartier cathédral (C.LADAVID)

## 2. Commission cycliste. Règlement d'ordre intérieur. Approbation.

Monsieur l'Echevin **A.BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

La Commission cycliste existe depuis 1995.

Le 25 mars 2010, le Collège communal a validé les nouveaux principes de fonctionnement de la Commission cycliste et de sa sous-commission technique tels qu'approuvés par les membres de la Commission Cycliste le 9 mars 2010.

Le 17 janvier 2012, la Commune de Tournai était sélectionnée comme commune pilote Wallonie cyclable et le 26 mars 2012 vous approuviez les termes de la convention cadre entre la Wallonie et la Ville de Tournai relative à la mise en œuvre de son Plan communal cyclable.

Cette convention nécessite la mise en place d'une Commission consultative communale Vélo qui a pour mission d'assurer une concertation de la commune avec les Directions régionales de la Planification de la Mobilité et des Déplacements doux et de coordonner la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation du Plan Communal cyclable. Elle examine les programmes de travail et les rapports d'avancements avant leur transmission à la Wallonie.

Elle se réunit lorsque la Ville juge le plus opportun dans la mise en œuvre de son programme de travail, et au minimum trois fois par an.

Jusqu'à ce jour, la Commission consultative communale vélo était établie sur base des membres de la Commission cycliste. Il apparaît cependant que le nombre de participants à cette Commission (58 personnes) est trop important et n'est pas gérable lors des réunions notamment dans le cadre de discussions techniques.

Suite à ce constat, le 14 juin 2013, le Collège communal a validé la composition de la nouvelle Commission consultative communale Vélo.

Cette décision implique de travailler dorénavant avec deux Commissions, la Commission cycliste et la Commission consultative communale Vélo, et de modifier les principes de fonctionnement de la Commission cycliste à inclure dans un règlement d'ordre intérieur.

Il vous appartient dès lors d'approuver les termes du règlement d'ordre d'intérieur de la Commission cycliste."

Madame la Conseillère communale **C.LADAVID** regrette que la Commission consultative communale d'Aménagement du Territoire et de Mobilité (CCATM) ne soit plus représentée au sein de la Commission consultative cycliste.

Monsieur l'Echevin de la Mobilité **A.BOITE** rappelle qu'un rapport de la Commission cycliste est prévu à l'attention de la CCATM et ne voit aucune objection à ce qu'un représentant de la CCATM assiste aux réunions de ladite Commission cycliste.

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

#### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu la décision du Collège communal du 25 mars 2010 validant les nouveaux principes de fonctionnement de la Commission cycliste et de sa sous-commission technique tels que décrits dans le procès-verbal de la réunion de la Commission cycliste du 9 février 2010 et tels qu'approuvés par les membres de la Commission cycliste du 9 mars 2010;

Vu sa décision du 26 mars 2012 approuvant les termes de la convention cadre entre la Wallonie et la Ville de Tournai relative à la mise en œuvre de son Plan communal cyclable;

Vu la décision du Collège communal du 14 juin 2013 validant la composition de la nouvelle Commission consultative communale Vélo impliquant la désignation de deux représentants de la Commission cycliste ne faisant pas partie du Groupe de Recherche et d'Action des Cyclistes Quotidiens (GRACQ);

Considérant que cette décision implique de travailler dorénavant avec deux Commissions, à savoir la Commission cycliste et la Commission consultative communale vélo et de modifier les principes de fonctionnement de la Commission cycliste à inclure dans un règlement d'ordre intérieur;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

#### **DECIDE :**

d'approuver les termes du règlement d'ordre d'intérieur de la Commission cycliste, à savoir :

### 1. Membres de la Commission

Toute nouvelle personne voulant devenir membre de la Commission cycliste devra faire acte de candidature en justifiant ses motivations.

L'absence injustifiée d'un membre durant 8 réunions consécutives fera qu'il sera considéré comme démissionnaire.

### 2. Présidence

La présidence de la Commission cycliste est assurée par l'Echevin qui a la mobilité dans ses attributions.

### 3. Secrétariat

Le secrétariat de la Commission cycliste est assuré par le Service Mobilité.

### 4. Lignes d'actions

- promotion de l'usage du vélo et de son image
- intégration de l'usage du vélo dans la gestion globale des déplacements sur le territoire communal
- promotion des espaces partagés et développement de l'intermodalité vélo/train et vélo/bus
- sensibilisation en matière de sécurité, d'éducation et d'accueil des cyclistes
- impulsion et relais en matière d'aménagements et d'entretien d'infrastructures favorisant l'usage du vélo
- mise en œuvre d'une plate-forme de dialogue « vélo » avec les citoyens
- visite d'expériences concrètes

### 5. Compétence

- rendre un avis au Collège communal sur des propositions, projets et sur toutes questions qui lui sont soumises en matière de circulation cycliste
- soumettre au Collège communal des projets et propositions permettant de :
  - \* Promouvoir l'usage du vélo et de son image
  - \* Intégrer l'usage du vélo dans la gestion globale des déplacements sur le territoire communal
  - \* Promouvoir les espaces partagés et le développement de l'intermodalité vélo/train et vélo/bus
  - \* Sensibiliser les citoyens en matière de sécurité, d'éducation et d'accueil des cyclistes
  - \* Bénéficier d'aménagements et d'entretien d'infrastructures favorisant l'usage du vélo
  - \* Mettre en œuvre une plate-forme de dialogue « vélo » avec le citoyen

### 6. Experts

La Commission cycliste peut, d'initiative, appeler en consultation des experts ou personnes particulièrement informées

### 7. Fréquence des réunions

La Commission cycliste se réunira trimestriellement avec une fréquence minimale de deux fois par an.

### 8. Procès-verbaux des réunions

Les avis émis par la Commission sont motivés. Ils sont inscrits dans un procès-verbal signé par le président et le secrétaire de la Commission.

Le procès-verbal est envoyé aux membres de la Commission qui ont la possibilité de réagir par écrit dans les huit jours à dater de l'envoi des documents.

Il est soumis à l'approbation lors de la réunion suivante et est ensuite porté à la connaissance du Collège communal. En cas de décision urgente, le procès-verbal peut être soumis au Collège communal avant approbation de la Commission cycliste.

Les comptes-rendus de la Commission cycliste sont publics et consultables sur le site Internet de la Commune.

9. Retour d'information

La Commission cycliste est toujours informée des avis ou des décisions prises par les Autorités locales sur les dossiers qu'elle a eu à connaître.

10. Commission consultative communale d'Aménagement du Territoire et de la Mobilité (CCATM)

Un rapport des points abordés par la Commission cycliste et qu'elle juge utiles sera présenté trimestriellement à la Commission consultative communale d'Aménagement du Territoire et de Mobilité

11. Commission consultative communale vélo

La Commission consultative communale vélo, comme indiqué dans la convention cadre entre la Wallonie et la Ville de Tournai relative à la mise en œuvre de son Plan Communal cyclable adoptée par le Conseil communal en séance du 26 mars 2012, a pour mission d'assurer une concertation de la commune avec la Direction régionale de la Planification de la Mobilité et la Direction régionale des Déplacements doux et de coordonner la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation du Plan communal cyclable. Elle examine les programmes de travail et les rapports d'avancement avant leur transmission à la Wallonie.

Elle se réunit lorsque la commune le juge le plus opportun dans la mise en œuvre de son programme de travail, et au minimum trois fois par an. Les réunions font l'objet d'un ordre du jour envoyé aux membres au plus tard une semaine à l'avance et d'un compte-rendu faisant ressortir les éventuelles différences de point de vue, dont le projet est communiqué aux membres au plus tard une semaine après la réunion.

Le compte-rendu de la réunion est approuvé lors de la réunion suivante.

Elle est composée des représentants :

- \* du Collège communal : M. Armand BOITE, Echevin des Travaux et de la Mobilité
- \* des services communaux concernés (Travaux, Urbanisme, Mobilité, Conseiller en Mobilité, Police locale,...)
- \* de la Direction de la Planification de la mobilité de la Direction générale opérationnelle Mobilité et Voies Hydrauliques [Direction générale opérationnelle 2.11 (DGO2.11)]
- \* du Manager vélo régional (DGO1.71 – Direction des Déplacements doux)
- \* de la Direction territoriale de la Direction générale opérationnelle Routes et Bâtiments du Service public de Wallonie (SPW) (DGO1)
- \* du GRACQ (deux représentants)
- \* de la Commission Cycliste (deux représentants non représentants du GRACQ)
- \* des Services et/ou administrations jugés utiles en fonction de l'ordre du jour.

3. Police de roulage. Règlement complémentaire communal.

Après lecture des rapports introductifs du Collège communal par Monsieur l'Echevin  
**A.BOITE :**

- 1) Tournai, rue Morel : création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.
- 2) Tournai, rue Aimable Dutrieux : création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.

- 3) Tournai, rue de la Justice : création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.
- 4) Tournai, chaussée de Douai : création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.
- 5) Tournai, avenue des Frères Haghe : création d'une zone de chargement et de déchargement.
- 6) Tournai, rue du Chantier : réglementation du stationnement le long de la prison.
- 7) Tournai, rue du Four Chapitre : réglementation de la circulation et du stationnement.

Monsieur le Conseiller communal **X.DECALUWE** souhaiterait une concertation entre les forces de l'ordre, le Collège et le Conseil pour trouver une solution visant à autoriser les riverains de la zone 20 km/heure à stationner devant leur garage.

Monsieur le **Président** de l'Assemblée invitera le Collège communal à revenir devant le Conseil communal avec des propositions argumentées face à cette problématique.

- 8) Tournai, rue des Orfèvres : réglementation de la circulation et du stationnement.
- 9) Ere, carrefour formé par la rue de l'Eglise Saint-Amand, la rue de Willemeau, la rue des Pères et la rue du Château d'Ere : création de quatre passages pour piétons.
- 10) Gaurain-Ramecroix, bretelle RN52 : réglementation de la circulation des véhicules de plus de 10 tonnes.
- 11) Blandain, carrefour formé par la place de la Gare avec les rues du Touquet et Alexandre Joveneau : création de trois passages pour piétons.

Monsieur le Conseiller communal **J-M.VANDENBERGHE** sollicite le traçage rapide du passage pour piétons. Monsieur le **Président** de l'Assemblée dit que ce traçage est fonction de l'approbation par l'Autorité de tutelle.

Monsieur le Conseiller communal **J-M.VANDENBERGHE** sollicite des contrôles réguliers à Blandain pour les chauffeurs qui se garent sur la piste cyclable."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend les délibérations suivantes :

#### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu l'article 2 de l'Arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière (pour les règlements portant sur les voiries communales ou provinciales);

Vu l'Arrêté royal du 1<sup>er</sup> décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'Arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation;

Considérant la demande de l'ASBL COSEDI sise 9 rue Morel à 7500 Tournai, qui sollicite un emplacement de stationnement pour personnes handicapées face à son bâtiment;

Considérant que l'institution est dans les conditions requises par le Service public de Wallonie pour bénéficier d'un tel emplacement;

Considérant l'avis favorable du Service de Police;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

#### **DECIDE :**

Article 1<sup>er</sup> : dans la **rue Morel à Tournai, face au n° 9**, un emplacement de stationnement est réservé aux personnes handicapées.

Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9a avec pictogramme des handicapés et flèche montante « 6 m ». L'emplacement sera délimité au sol par des lignes blanches avec reproduction du sigle

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du Service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'Arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des Lois relatives à la police de la circulation routière.

\*\*\*\*\*

#### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu l'article 2 de l'Arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière (pour les règlements portant sur les voiries communales ou provinciales);

Vu l'Arrêté royal du 1<sup>er</sup> décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'Arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation;

Considérant la demande d'un riverain domicilié 39 rue Aimable Dutrieux à 7500 Tournai, qui sollicite un emplacement de stationnement pour personnes handicapées face à son domicile;

Considérant que l'intéressé est dans les conditions requises par le Service public de Wallonie pour bénéficier d'un tel emplacement;

Considérant l'avis favorable du Service de Police;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

#### **DECIDE :**

Article 1<sup>er</sup> : dans la **rue Aimable Dutrieux à Tournai**, un emplacement de stationnement est réservé aux personnes handicapées **face au n° 39**.

Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9a avec pictogramme des handicapés et flèche montante « 6 m ». L'emplacement sera délimité au sol par des lignes blanches avec reproduction du sigle

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du Service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'Arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des Lois relatives à la police de la circulation routière.

\*\*\*\*\*

#### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu l'article 2 de l'Arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière (pour les règlements portant sur les voiries communales ou provinciales);

Vu l'Arrêté royal du 1<sup>er</sup> décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'Arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation;

Considérant la demande d'un riverain domicilié rue de la Justice, 16 à 7500 Tournai, qui sollicite un emplacement de stationnement pour personnes handicapées face à son domicile;

Considérant que l'intéressé est dans les conditions requises par le Service public de Wallonie pour bénéficier d'un tel emplacement;

Considérant l'avis favorable du Service de Police;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du Collège communal;



A l'unanimité;

### **DECIDE :**

Article 1<sup>er</sup> : dans la **rue de la Justice à Tournai, face au n° 16**, un emplacement de stationnement est réservé aux personnes handicapées.

Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9a avec pictogramme des handicapés et flèche montante « 6 m ». L'emplacement sera délimité au sol par des lignes blanches avec reproduction du sigle

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du Service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'Arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des Lois relatives à la police de la circulation routière.

\*\*\*\*\*

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu l'article 2 de l'Arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière (pour les règlements portant sur les voiries communales ou provinciales);

Vu l'Arrêté royal du 1<sup>er</sup> décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'Arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation;

Considérant la demande d'un riverain domicilié chaussée de Douai, 28 à 7500 Tournai, qui sollicite un emplacement de stationnement pour personnes handicapées face à son domicile;

Considérant que l'intéressé est dans les conditions requises par le Service public de Wallonie pour bénéficier d'un tel emplacement;

Considérant l'avis favorable du Service de Police;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

## DECIDE :

Article 1<sup>er</sup> : dans la **chaussée de Douai à Tournai, face au n° 28**, un emplacement de stationnement est réservé aux personnes handicapées.

Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9a avec pictogramme des handicapés et flèche montante « 6 m ». L'emplacement sera délimité au sol par des lignes blanches avec reproduction du sigle

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du Service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'Arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des Lois relatives à la police de la circulation routière.

\*\*\*\*\*

## LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu l'article 2 de l'Arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière (pour les règlements portant sur les voiries communales ou provinciales);

Vu l'Arrêté royal du 1<sup>er</sup> décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'Arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation;

Considérant la demande d'une société commerciale, qui sollicite une zone de chargement et de déchargement face au n° 32 avenue des Frères Haghe à Tournai

Considérant l'avis favorable du Service de Police et du Service Mobilité;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

## DECIDE :

Article 1<sup>er</sup> : dans l'**avenue des Frères Haghe à Tournai**, le stationnement est interdit **du côté pair, le long du n° 32**, du lundi au vendredi, de 8 à 18 heures, sur une distance de 18 mètres.

Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E1 avec panneau additionnel reprenant la mention « DU LUNDI AU VENDREDI – DE 8 A 18 heures » et flèche montante « 18 m ».

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du Service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la Démocratie locale et de la

Décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'Arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des Lois relatives à la police de la circulation routière.

\*\*\*\*\*

### LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu l'article 2 de l'Arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière (pour les règlements portant sur les voiries communales ou provinciales);

Vu l'Arrêté royal du 1<sup>er</sup> décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'Arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation;

Considérant la demande du responsable de la sécurité et des travaux à la prison de Tournai, qui sollicite le retraçage des emplacements de stationnement à la rue du Chantier à Tournai;

Attendu que le stationnement le long de la prison, côté rue du Chantier à Tournai, n'a jamais été réglementé;

Considérant l'avis favorable du Service de Police compétent et du Service Mobilité;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

### DECIDE :

Article 1<sup>er</sup> : dans la **rue du Chantier à Tournai**, un parking est établi perpendiculairement le long du mur d'enceinte de la prison.

Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9a.

Article 2 : sur ce parking, le premier emplacement localisé à droite de l'ancienne entrée est réservé pour le stationnement des personnes handicapées.

Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9a avec pictogramme des handicapés.

Article 3 : sur ce parking, le deuxième emplacement localisé à droite de l'ancienne entrée est réservé pour le stationnement des Services de Police.

Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9a avec additionnel « POLICE ».

Article 4 : dans le rue du Chantier à Tournai, du côté opposé à la prison, le stationnement est interdit le long du parking supérieur de la prison.

Cette mesure sera matérialisée par la pose d'un signal E1 avec flèche montante.

Article 5 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du Service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'Arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des Lois relatives à la police de la circulation routière.

\*\*\*\*\*

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu l'article 2 de l'Arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière (pour les règlements portant sur les voiries communales ou provinciales);

Vu l'Arrêté royal du 1<sup>er</sup> décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'Arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation;

Considérant la réouverture prochaine à la circulation et du stationnement de la rue du Four Chapitre à Tournai dans le cadre du projet de revitalisation intégrée du cœur de ville;

Considérant les mesures antérieures relatives au stationnement dans la rue du Four Chapitre à Tournai;

Considérant le rapport du Service de Police compétent;

Considérant l'avis favorable du Service Mobilité;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du Collège communal;

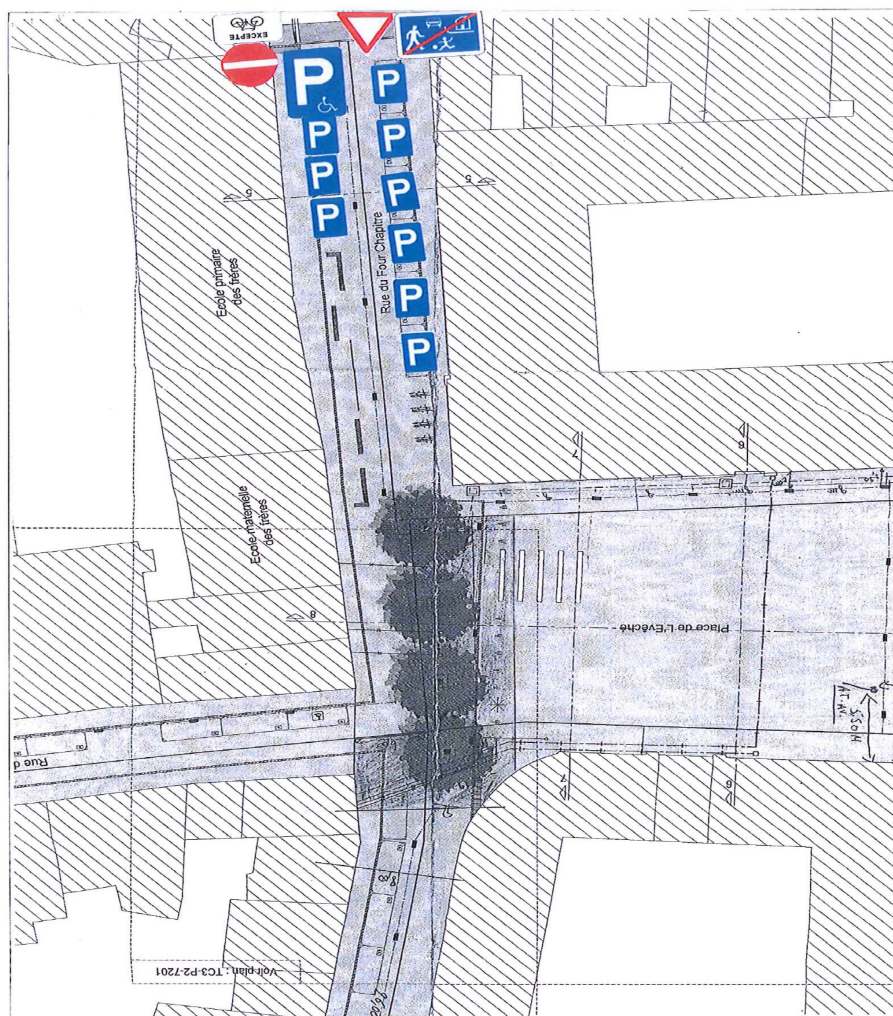
A l'unanimité;

### **DECIDE :**

Article 1<sup>er</sup> : dans la **rue du Four Chapitre à Tournai**, les mesures antérieures relatives au stationnement prises en séance des 7 juillet 1997, 22 septembre 2003, 31 janvier 2005 et 5 septembre 2005 sont abrogées.

Article 2 : dans la rue du Four Chapitre à Tournai, une zone résidentielle est établie. La circulation et le stationnement sont organisés en conformité avec le plan de détail ci-après.  
- du côté impair, le stationnement est organisé parallèlement à la chaussée le long du bâtiment de l'école des Frères (3 emplacements de stationnement)

- du côté pair, le stationnement est organisé parallèlement à la chaussée le long de l'ancien Hôtel des Pères (6 emplacements de stationnement)
- un emplacement de stationnement pour personnes handicapées est placé côté impair le long du bâtiment de l'Ecole des Frères.



Ces mesures seront matérialisées par le placement de signaux F12a et F12b, B1, E9a avec pictogramme des handicapés et flèche montante « 6 m » et les marques au sol appropriées.

Article 3 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du Service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'Arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des Lois relatives à la police de la circulation routière.

\*\*\*\*\*

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu l'article 2 de l'Arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière (pour les règlements portant sur les voiries communales ou provinciales);

Vu l'Arrêté royal du 1<sup>er</sup> décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'Arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation;

Considérant la réouverture prochaine à la circulation et au stationnement de la rue des Orfèvres à Tournai dans le cadre du projet de revitalisation intégrée du cœur de ville;

Considérant les mesures antérieures relative au stationnement dans la rue des Orfèvres à Tournai;

Considérant le rapport du Service de Police;

Considérant l'avis favorable du Service Mobilité;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

#### **DECIDE :**

Article 1<sup>er</sup> : dans la **rue des Orfèvres à Tournai**, les mesures antérieures relatives au stationnement prises en séance des 28 février 2000, 28 février 2005 et 5 septembre 2005 sont abrogées.

Article 2 : dans la rue des Orfèvres à Tournai, une zone résidentielle est établie.

La circulation et le stationnement sont organisés en conformité avec le plan de détail ci-après.

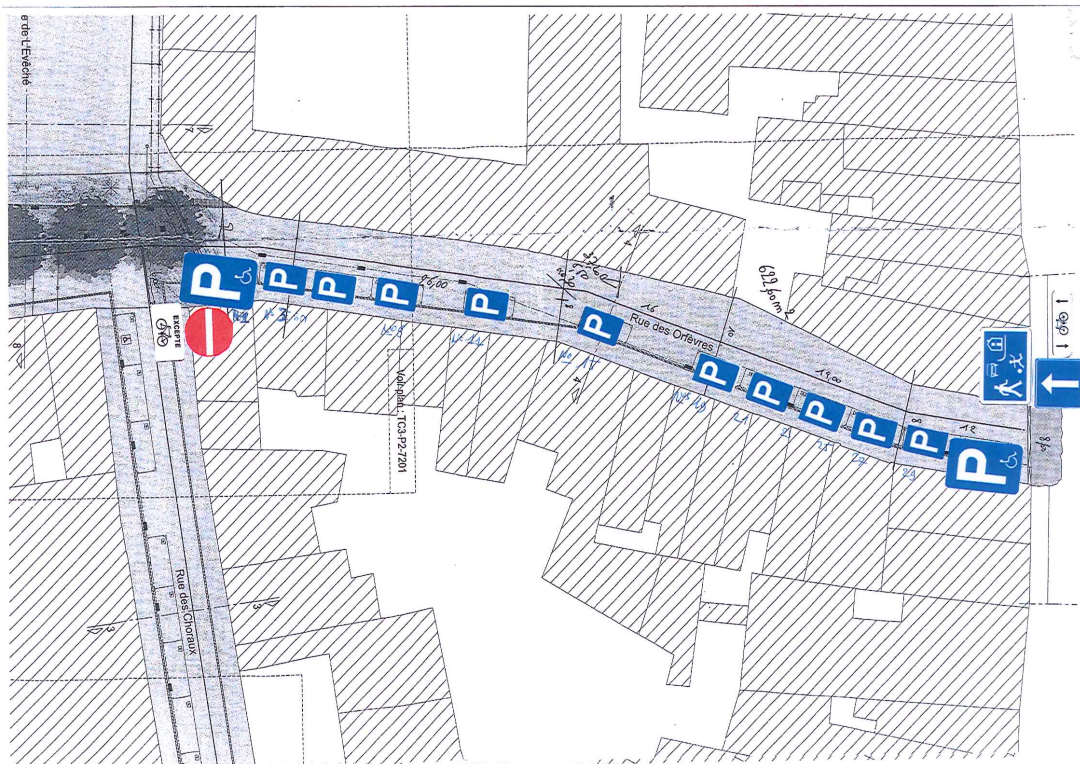
- du côté impair, le stationnement est organisé parallèlement à la chaussée :

- \* entre les numéros 3 et 9 (3 emplacements de stationnement)
- \* face au numéro 11 (1 emplacement de stationnement)
- \* face au numéro 15 (1 emplacement de stationnement)
- \* entre les numéros 19 et 29 (5 emplacement de stationnement)

Soit un total de 10 emplacements de stationnement

- deux emplacements de stationnement pour personnes handicapées sont placés côté impair face aux numéros 1 et 31





Ces mesures seront matérialisées par le placement de signaux F12a et F12b, B1, E9a avec pictogramme des handicapés et flèche montante « 6 m » et les marques au sol appropriées.

Article 3 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du Service Public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'Arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des Lois relatives à la police de la circulation routière.

\*\*\*\*\*

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu l'article 2 de l'Arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière (pour les règlements portant sur les voiries communales ou provinciales);

Vu l'Arrêté royal du 1<sup>er</sup> décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'Arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation;

Considérant l'interpellation des habitants du village d'Ere qui souhaitent, pour des raisons de sécurité au niveau de la chaussée Romaine à Ere, que soient retracés les passages pour piétons au carrefour de la rue du Château d'Ere, de la rue des Pères, de la rue de Willemeau et de la rue de l'Eglise Saint-Amand;

Considérant que ces passages pour piétons situés dans le bas de la chaussée Romaine sont effacés et qu'ils n'ont pas fait l'objet d'un règlement complémentaire de roulage;

Considérant l'avis favorable du Service de Police de Tournai et du Service Mobilité;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

#### **DECIDE :**

Article 1<sup>er</sup> : dans la **rue de Willemeau à Ere**, un passage pour piétons est établi à son débouché avec la rue des Pères.

Cette mesure sera matérialisée par les marques appropriées au sol.

Article 2 : dans la **rue du Château d'Ere à Ere**, un passage pour piétons est établi à son débouché avec la rue de l'Eglise Saint-Amand.

Cette mesure sera matérialisée par les marques appropriées au sol.

Article 3 : dans la **rue des Pères à Ere**, un passage pour piétons est établi à son débouché avec la rue de Willemeau.

Cette mesure sera matérialisée par les marques appropriées au sol.

Article 4 : dans la **rue de l'Eglise Saint-Amand à Ere**, un passage pour piétons est établi à son débouché avec la rue de Willemeau.

Cette mesure sera matérialisée par les marques appropriées au sol.

Article 5 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du Service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'Arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des Lois relatives à la police de la circulation routière.

\*\*\*\*\*

#### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu l'article 2 de l'Arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière (pour les règlements portant sur les voiries communales ou provinciales);

Vu l'Arrêté royal du 1<sup>er</sup> décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'Arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation;



Considérant sa délibération du 8 septembre 1986 interdisant la circulation des véhicules de plus de 10 tonnes, excepté circulation locale, sur la branche reliant la N52 (Route Gaurain-Ramecroix – Bruyelle) et la N7 (chaussée de Bruxelles), comme figuré sur le plan annexé au dossier;

Considérant que cette décision avait été prise pour pallier les dangers et nuisances provoqués par la circulation sur la N7 des poids lourds chargés de pierrailles au départ de la Compagnie des Ciments Belges (CCB) à Gaurain-Ramecroix;

Attendu qu'en 1986, la sucrerie de Fontenoy n'existait pas;

Attendu que cette interdiction de circulation pour les plus de 10 tonnes est aujourd'hui préjudiciable aux nombreux camions et tracteurs avec benne venant de la sucrerie et devant aboutir à la Nationale 7 pour ensuite emprunter les chemins du district de Gaurain;

Attendu que pour rejoindre cette Nationale 7, ces véhicules lourds doivent actuellement emprunter la rue du Jonc, route inadaptée à ce charroi, tourner à droite en direction de Leuze-en-Hainaut et faire ensuite demi-tour quelques mètres plus loin s'ils veulent se diriger vers Tournai;

Considérant que ces manœuvres engendrent de l'insécurité sur la Nationale 7;

Considérant l'avis favorable du Service de Police du district de Gaurain, du Service Mobilité et du Service public de Wallonie, Département du Réseau du Hainaut et du Brabant Wallon, Direction des Routes de Mons;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie régionale;

Sur proposition du Collège communal;

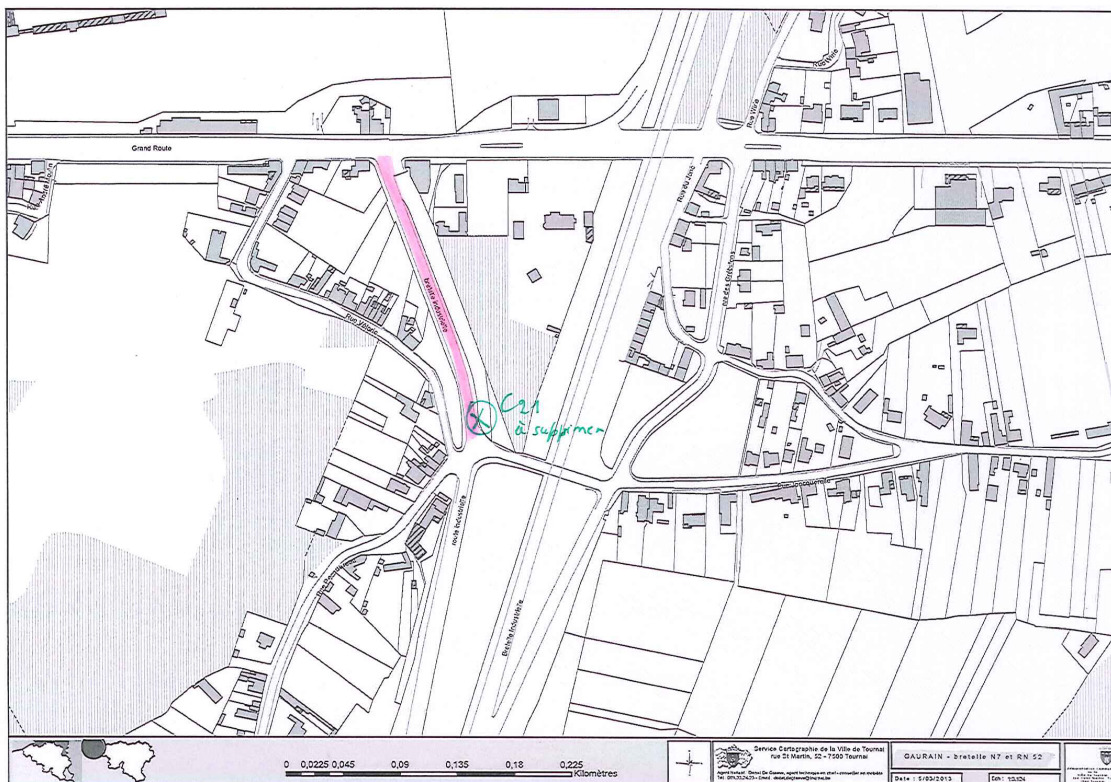
A l'unanimité;

### **DECIDE :**

Article 1<sup>er</sup> : la délibération du 8 septembre 1986 interdisant la circulation des véhicules de plus de 10 tonnes, excepté circulation locale, sur la **branche reliant la N52 (Route Gaurain-Ramecroix – Bruyelle) et la N7 (chaussée de Bruxelles)** est abrogée.

La signalisation inhérente à cette mesure sera enlevée.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du Service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'Arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des Lois relatives à la police de la circulation routière.



\*\*\*\*\*

## LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu l'article 2 de l'Arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière (pour les règlements portant sur les voiries communales ou provinciales);

Vu l'Arrêté royal du 1<sup>er</sup> décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'Arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation;

Considérant l'interpellation d'un couple de riverains lors d'une rencontre avec le Service de Police du district de Templeuve concernant l'absence de passage protégé pour piétons au droit du carrefour avec la rue Alexandre Joveneau et la place de la Gare à Blandain;

Considérant qu'il existe un passage pour piétons dans la rue Alexandre Joveneau, mais dont les marques au sol ne sont presque plus visibles et qui n'a pas fait l'objet d'un règlement complémentaire ;

Attendu que, de plus, le marquage existant n'est pas conforme aux prescriptions prévues dans le Code du gestionnaire qui stipule que, sur les routes où la vitesse maximale autorisée est inférieure ou égale à 70 km/heure, les bandes doivent avoir une longueur d'au moins 3 m;

Considérant le rapport du Service de Police estimant que, pour garantir la sécurité des piétons au droit du carrefour formé par les rues du Touquet, Alexandre Joveneau et la place de la Gare, des passages protégés pour piétons pourraient être installés dans ces trois rues;

Considérant l'avis favorable du Service de police compétent et du Service Mobilité;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

#### **DECIDE :**

Article 1<sup>er</sup> : dans la **rue du Touquet à Blandain**, un passage pour piétons est établi face au n° 8.

Cette mesure sera matérialisée par les marques appropriées au sol.

Article 2 : dans la **rue Alexandre Joveneau à Blandain**, un passage pour piétons est établi face au n° 1.

Cette mesure sera matérialisée par les marques appropriées au sol.

Article 3 : sur la **place de la Gare à Blandain**, un passage pour piétons est établi à hauteur de l'immeuble n° 8, au coin de la rue du Touquet et de la place de la Gare.

Cette mesure sera matérialisée par les marques appropriées au sol.

Article 4 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du Service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'Arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des Lois relatives à la police de la circulation routière.

#### **4. Templeuve. Nouvelle voirie. Dénomination. Approbation.**

Monsieur l'Echevin **A.BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Le Logis tournaisien a sollicité une nouvelle appellation pour la voirie du lotissement en cours de construction à Templeuve, entre la rue de Tournai, les rues Camille Dépinoy et Léon Herbo (bien cadastré 30<sup>ème</sup> division, section D, n° 1098 d, 1070 v, 1101 a, 1102 b, 1097 s3, 1097 v3).

De l'avis du Service de Police, il est plus cohérent de ne donner qu'une nouvelle dénomination en fonction de l'implantation des immeubles autour de la voirie.

La nouvelle commission de toponymie créée le 28 décembre 2012 s'est réunie ce lundi 26 août 2013 sous la présidence de Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale.

Le procès-verbal de cette réunion a été établi comme suit :

"Ils se sont prononcés unanimement sur le nom de l'artiste-peintre templeuvois, Jules SCHELSTRAETE, personnalité locale attachante présente par ses œuvres figuratives

raffinées et colorées dont des études de fleurs et fruits et des vues de Templeuve aux cismaises de nombreuses maisonnées (voir documentation annexée)."

Vu la configuration du lieu, les membres de la Commission suggèrent d'y apposer au moins quatre plaques et, autant que faire se peut, d'y ajouter quelques éléments explicatifs, une expérience que la Commission souhaiterait voir généraliser par la suite afin de sensibiliser les passants à l'histoire et la culture locale."

La plaque sera donc réalisée comme suit :

rue Jules Schelstraete (1896-1965) Artiste-peintre templeuvois connu
---

Nous vous proposons d'approuver cette nouvelle dénomination."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Considérant que le LOGIS TOURNAISIEN a sollicité une nouvelle appellation pour la voirie du lotissement en cours de construction à Tournai (Templeuve) entre la rue de Tournai, les rues Camille Dépinoy et Léon Herbo (bien cadastré 30<sup>ème</sup> division, section D, n° 1098 d, 1070 v, 1101 a, 1102 b, 1097 s3, 1097 v3) ;

Considérant que de l'avis du Service de Police, il est plus cohérent de ne donner qu'une nouvelle dénomination en fonction de l'implantation des immeubles autour de la voirie;

Considérant que la nouvelle commission de toponymie créée le 28 décembre 2012 s'est réunie ce lundi 26 août 2013 sous la présidence de Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale;

Vu le procès-verbal de cette réunion, dont les termes suivent :

" Ils se sont prononcés unanimement sur le nom de l'artiste-peintre templeuvois, Jules SCHELSTRAETE, personnalité locale attachante présente par ses œuvres figuratives raffinées et colorées dont des études de fleurs et fruits et des vues de Templeuve aux cismaises de nombreuses maisonnées (voir documentation annexée);

Vu la configuration du lieu, les membres de la Commission suggèrent d'y apposer au moins quatre plaques et, autant que faire se peut, d'y ajouter quelques éléments explicatifs, une expérience que la Commission souhaiterait voir généraliser par la suite afin de sensibiliser les passants à l'histoire et la culture locale.";

Considérant que la plaque sera donc réalisée comme suit :

rue Jules Schelstraete (1896-1965) Artiste-peintre templeuvois connu
---

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

**DECIDE :**

d'appeler rue Jules Schelstraete la nouvelle voirie du lotissement en cours de construction à Templeuve, entre la rue de Tournai, les rues Camille Dépinoy et Léon Herbo.

#### 5. Règlement Général de Police. Dispositions relatives aux horaires d'enlèvement des ordures ménagères. Modifications. Approbation

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale **P-O.DELANNOIS** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

L'article 175 § 2 du Règlement général de Police de la Ville de Tournai fixant les lieux et horaire des collectes périodiques des déchets ménagers impose aux riverains de déposer leurs sacs-poubelle le jour de la collecte et au plus tôt à 6 heures du matin.

La violation de cet article est sanctionnée d'amendes administratives d'un montant compris entre 25,00 € et 250,00 € en vertu de l'article 240, 3° du Règlement général de Police de la Ville de Tournai.

Dans un esprit de conciliation entre l'intérêt général qui justifie, d'une part, que la durée des dépôts de sacs-poubelle sur la voie publique en vue de leur collecte hebdomadaire soit la plus courte possible et, d'autre part, le souhait de nombreux citoyens de pouvoir légalement déposer leurs sacs-poubelle la veille de la collecte, il paraît opportun de modifier le règlement de manière à leur permettre de déposer les sacs-poubelle la veille mais pour autant que ce dépôt s'effectue au plus tôt à 20 heures.

Il convient, dès lors, de modifier l'article 175 § 2 du Règlement général de Police de la Ville de Tournai de manière à permettre aux riverains de déposer leurs sacs-poubelle la veille du jour de la collecte au plus tôt à 20 heures.

En conséquence, nous vous proposons de modifier l'article 175 § 2 du Règlement général de Police de la Ville de Tournai de manière à permettre le dépôt des sacs-poubelle la veille du jour de la collecte au plus tôt à 20 heures et de libeller le paragraphe 2 de l'article précité comme suit :

«§ 2. Au jour de collecte fixé par le Collège communal et au plus tôt la veille dudit jour à 20 heures, les riverains déposent leurs récipients de collecte devant leur habitation respective, au long des façades à voirie ou des murets des façades de manière à ne pas gêner la circulation et à être parfaitement visibles de la rue.  
Il est interdit de placer des déchets à côté ou sur le récipient de collecte.  
Au cas où une voirie publique de par son état ou suite à une circonstance particulière ne serait pas accessible aux véhicules de collecte à l'heure habituelle de passage, le Bourgmestre peut obliger les riverains à placer leurs sacs dans une autre rue ou à un coin de rue accessible le plus proche de leur habitation.»

Nous vous invitons, Mesdames, Messieurs, à marquer votre accord sur les modifications à apporter au Règlement général de Police."

Madame la Conseillère communale **M-C.LEFEBVRE** se montre favorable à la fois sur la flexibilité de l'heure de dépose des sacs-poubelle sur la voie publique et sur l'application de sanctions administratives :

"Toutefois, j'aimerais que la réflexion soit poussée plus loin et notamment sur la possibilité, pour ceux qui vivent en appartement de déposer les sacs sur le domaine public, à un endroit prévu à cet effet."

Monsieur l'**Echevin délégué** à la fonction maïorale, par ailleurs Président de l'Intercommunale de Propreté Publique (IPALLE), se montre prudent sur le placement de poubelles collectives sur le domaine public eu égard aux nuisances olfactives. Il insiste plutôt sur la possibilité d'acheter des sacs de petite contenance.

Madame la Conseillère communale **M.WILLOCQ** demande par ailleurs que les jours de collecte soient revus pour éviter que la collecte d'immondices ne s'effectue pas au Mont Saint-Aubert lorsqu'un lundi est férié.

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Considérant que l'article 175 § 2 du Règlement général de Police de la Ville de Tournai fixant les lieux et horaire des collectes périodiques des déchets ménagers impose aux riverains de déposer leurs sacs-poubelle le jour de la collecte et au plus tôt à 6 heures du matin;

Considérant que la violation de cet article est sanctionnée d'amendes administratives d'un montant compris entre 25,00 € et 250,00 € en vertu de l'article 240, 3° du Règlement général de Police de la Ville de Tournai;

Considérant que dans un esprit de conciliation entre l'intérêt général qui justifie d'une part, que la durée des dépôts de sacs-poubelle sur la voie publique en vue de leur collecte hebdomadaire soit la plus courte possible et, d'autre part, le souhait de nombreux citoyens à pouvoir légalement déposer leurs sacs-poubelle la veille de la collecte, il paraît opportun de modifier le règlement de manière à leur permettre de déposer les sacs-poubelles la veille, mais pour autant que ce dépôt s'effectue au plus tôt à 20 heures;

Considérant qu'il convient, dès lors, de modifier l'article 175 § 2 du Règlement général de Police de la Ville de Tournai de manière à permettre aux riverains de déposer leurs sacs-poubelle la veille du jour de la collecte au plus tôt à 20 heures;

Considérant l'article 119 de la nouvelle Loi communale et les articles L1122-30 et L1133-2 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

### **DECIDE :**

de remplacer le contenu du paragraphe 2 de l'article 175 du Règlement général de Police par la disposition suivante :

«§ 2. Au jour de collecte fixé par le Collège communal et au plus tôt la veille dudit jour à 20 heures, les riverains déposent leurs récipients de collecte devant leur habitation respective, au long des façades à voirie ou des murets des façades de manière à ne pas gêner la circulation et à être parfaitement visibles de la rue.  
Il est interdit de placer des déchets à côté ou sur le récipient de collecte.  
Au cas où une voirie publique de par son état ou suite à une circonstance particulière ne serait pas accessible aux véhicules de collecte à l'heure habituelle de passage, le Bourgmestre peut obliger les riverains à placer leurs sacs dans une autre rue ou à un coin de rue accessible le plus proche de leur habitation.».

#### **6. Plan stratégique de Sécurité et de Prévention. Prolongation (second semestre 2013). Approbation.**

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale **P-O.DELANNOIS** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Le Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention (PSSP) a été conclu à Tournai pour une première période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2007 au 31 décembre 2010. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011, ce Plan a été reconduit par semestre à trois reprises, suivies d'une prolongation d'une année.

L'opportunité de bénéficier d'un subside permettant le maintien des projets développés dans le Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention se présente de nouveau à la Ville de Tournai pour une période allant du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 2013.

Concernant ce second semestre 2013, il n'y a pas lieu de modifier le contenu puisque les objectifs, résultats et indicateurs demeurent identiques.

Pour rappel, outre un axe de coordination, 11 phénomènes sont traités par le Plan tournaisien actuel, à savoir :

- le cambriolage
- le vol de et dans les véhicules
- le vol à la tire
- le vol par ruse
- le vol de vélos
- le vol à l'étalage
- la violence dans les transports en commun
- la violence intrafamiliale
- la délinquance juvénile
- le décrochage scolaire
- les nuisances sociales.

Le subside proposé par le Service public fédéral de l'Intérieur pour le Plan stratégique de Sécurité et de Prévention allant du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 2013 s'élève à un montant total (inchangé) de 266.506,20 € réparti comme suit :

- 252.047,00 € pour le Plan stratégique de Sécurité et de Prévention
- 11.567,36 € pour l'allocation « gardiens de la Paix contingent complémentaire Activa 346 »
- 2.891,84 € pour l'allocation « gardiens de la Paix dispositif 90 Activa ».

Il appartient à votre Assemblée d'approuver la prolongation du Plan stratégique de Sécurité et de Prévention pour la période allant du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 2013."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention (PSSP) conclu entre le Service public fédéral de l'Intérieur et la Ville de Tournai;

Vu le courrier électronique du 4 juillet 2013 adressé à la Ville de Tournai par le SPF de l'Intérieur visant à l'informer de la prolongation du Plan stratégique de Sécurité et de Prévention 2007-2010 pour une période allant du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 2013;

Considérant que le courrier précité donne la faculté d'adapter ou non le contenu du Plan stratégique de Sécurité et de Prévention au niveau des phénomènes, objectifs, résultats et indicateurs;

Considérant que le Plan du premier semestre 2013 ne doit pas être modifié quant aux phénomènes, objectifs, résultats et indicateurs et que, dans ce cas, la Ville doit uniquement mentionner qu'il s'agit d'une « prolongation pure et simple du PSSP courant du 1<sup>er</sup> juillet 2012 au 30 juin 2013 » quant au contenu;

Considérant que cette prolongation du Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention permettra à la Ville de Tournai de bénéficier d'un subside de 211.365,00 € en frais de personnel et de 40.682,00 € en frais de fonctionnement, soit un total de 252.047,00 € pour la période allant du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 2013;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

### **APPROUVE :**

la prolongation du Plan stratégique de Sécurité et de Prévention de la Ville de Tournai pour la période allant du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 2013 et dont les termes suivent :

#### **"Entre d'une part :**

L'Etat représenté par le Ministre de l'Intérieur, établi rue de la Loi, 2 à 1000 Bruxelles et le Ministre de l'Emploi, établi rue Ernest Blérot 1 à 1070 Bruxelles, ci-après dénommé l'Etat,

#### **et d'autre part :**

La Ville de Tournai représentée par le Conseil communal, pour lequel interviennent l'Echevin délégué à la fonction maïorale, Monsieur Paul-Olivier DELANNOIS et M. Didier COUPEZ, Secrétaire communal, agissant en exécution d'une décision du Conseil communal du 16 septembre 2013, ci-après dénommée la Ville.

Agissant en exécution de la décision du Conseil des Ministres du 26 avril 2013.

#### **Est convenu ce qui suit :**

### **DISPOSITIONS GENERALES**



1. Sur base du Plan stratégique de Sécurité et de Prévention et eu égard aux dispositions de l'Arrêté royal et sous réserve des crédits disponibles, un montant de **266.506,20 €** est attribué à la Ville de Tournai.

Le montant de 252.047,00 € est alloué au Plan stratégique de Sécurité et de Prévention (PSSP);

Le montant de 11.567,36 € est alloué aux gardiens de la paix contingent complémentaire Activa 346;

Le montant de 2.981,84 € est alloué aux gardiens de la paix dispositif 90 Activa.

2. Le présent contrat entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2013 et se termine le 31 décembre 2013.
3. Les autorités locales s'engagent à utiliser les subsides de l'Etat fédéral de la manière la plus efficace et la plus efficiente, conformément aux dispositions de l'Arrêté royal du 12 juin 2013 et à fournir à la demande toute information utile sur l'affectation de ces subsides, à permettre tout contrôle et à prêter toute l'assistance nécessaire en la matière.

## **1. DISPOSITIF DE COORDINATION**

### **1.1. Objectifs généraux**

*Mettre en place, promouvoir et piloter une politique de prévention locale intégrée et intégrale.*

*Mettre en œuvre le Plan stratégique de Sécurité et de Prévention.*

### **1.2. Objectifs stratégiques**

*1.2.1. Assurer le bon fonctionnement administratif, logistique et financier du Plan et le suivi avec les Autorités subsidiaires.*

#### **Objectifs opérationnels**

*Recruter le personnel nécessaire et compétent.*

#### **Résultats attendus**

- Recrutement de l'ensemble du personnel prévu dans les 6 mois suivant la conclusion du Plan.
- Mise en place d'une procédure interne en matière de recrutement du personnel dans les 6 mois.
- Remplacement du personnel dans les 3 mois de leur départ.

#### **Indicateurs**

- Existence d'un profil de fonction pour tout le personnel.
- Existence d'un comité de sélection.
- Mise en place d'une procédure de recrutement du personnel.
- Nombre de recrutements effectifs dans les 6 mois suivant la conclusion du Plan / Nombre de recrutements prévus.
- 80 % des remplacements réalisés dans les 3 mois du départ.

*Assurer la formation adéquate du personnel.*

#### **Résultats attendus**

- Mise en place d'un programme de formation adéquat pour le premier semestre du Plan.
- Mise en place d'une procédure relative aux choix de formation pour le premier semestre du Plan
- Participation du personnel à une formation, session d'information, colloque.

### **Indicateurs**

- Existence d'un programme de formation.
- Existence d'une procédure relative au choix des formations.
- Une participation de chaque membre du personnel à des formations, sessions d'information, colloques,...

*Réaliser les investissements nécessaires au bon déroulement des initiatives prévues au plan.*

### **Résultats attendus**

- Investissements nécessaires réalisés dans le timing prévu.

### **Indicateurs**

- 100 % des investissements prévus sont réalisés.

*Assurer la communication avec l'Autorité subsidiaire*

### **Résultats attendus**

- Transmission de toute information relative au Plan à l'Autorité subsidiaire dans les délais et sous la forme requise.

### **Indicateurs**

- Toutes les informations relatives au Plan sont transmises à l'Autorité subsidiaire dans les délais et sous la forme requise.

*Assurer une politique cohérente d'intégration des stagiaires.*

### **Résultats attendus**

- Intégration des stagiaires au sein des équipes durant toute la durée du Plan.
- Evaluation continue des prestations des stagiaires.

### **Indicateurs**

- Nombre de stagiaires accueillis > ou = à 8 par an.
- Nombre d'évaluations de stages réalisées avec les institutions scolaires > ou = à 8 par an.

*1.2.2. Assurer une synergie entre les différentes actions de prévention communales et une articulation avec la prévention policière zonale.*

### **Objectifs opérationnels**

*Mettre en place des structures de coordination spécifiques au Plan.*

### **Résultats attendus**

- Constitution du Conseil Consultatif de Prévention (CCP) dans les 3 mois suivant la conclusion du Plan.
- Réunions du CCP 3 fois/an.
- Préparation et suivi du Conseil consultatif de Prévention au cours des 3 mois suivant la conclusion du Plan.
- Constitution du Comité de pilotage dans les 3 mois suivant la conclusion du plan.
- Réunion du Comité de pilotage 6 fois.
- Préparation et suivi du Comité de pilotage au cours des 3 mois suivant la conclusion du Plan.
- Mise en place de réunions internes mensuelles de coordination.

### **Indicateurs**

- Respect des directives réglementaires concernant la constitution du CCP.
- Nombre de réunions du CCP > ou = à 3.
- Existence et envoi d'un ordre du jour du Conseil consultatif de Prévention aux participants dans les 3 semaines précédant la séance plénière.
- Procès-verbal des séances du CCP réalisé et envoyé aux participants dans les 15 jours qui suivent la réunion.
- Respect des directives réglementaires concernant la constitution du Comité de pilotage.
- Nombre de réunion du Comité de pilotage > ou = à 6 par an.
- Existence et envoi d'un ordre du jour du Comité de pilotage aux participants dans les 2 semaines précédant la séance plénière.
- Procès-verbal des séances du CCP réalisé et envoyé aux participants dans les 10 jours qui suivent la réunion.
- Nombre de réunions mensuelles internes de coordination > ou = à 12.

*Participer aux structures de concertation existantes*

### **Résultats attendus**

- Participation du fonctionnaire de prévention à un conseil zonal de sécurité.

### **Indicateurs**

- Un procès-verbal de séance du Conseil zonal de sécurité atteste de la présence du fonctionnaire de prévention à la réunion.

*Mettre en place des partenariats adéquats et pertinents*

### **Résultats attendus**

- Collaboration étroite et régulière avec la zone de police du Tournaisis via l'Observatoire de la criminalité au cours de la mise en œuvre du plan.
- Développement d'un réseau de partenaires au cours de la mise en œuvre du Plan.

### **Indicateurs**

- Détachement d'une personne du Service de Prévention 2 fois par semaine à l'Observatoire de la criminalité.
- Existence de tableaux, graphiques et rapport annuel sur base des chiffres relevés à l'Observatoire de la criminalité mis à la disposition du Service de Prévention.
- Existence d'un réseau de partenaires au cours de la mise en œuvre du Plan.

#### *1.2.3. Assurer un processus d'évaluation permanente du Plan*

### **Objectifs opérationnels**

*Développer des outils d'accompagnement et de suivi*

### **Résultats attendus**

- Réalisation d'outils d'accompagnement et de suivi dans les 3 mois suivant la conclusion du Plan.

### **Indicateurs**

- Existence dans les 3 mois de la conclusion du Plan d'outils d'accompagnement et de suivi.

*Mise à jour du Diagnostic Local de Sécurité (DLS)*

### **Résultats attendus**

- Actualisation du DLS.

### **Indicateurs**

- Production d'un état des lieux relatif au DLS

*Répondre aux demandes de rapports d'évaluation de la part de l'Autorité subsidiaire.*

### **Résultats attendus**

- Mise à jour des tableaux de bord fournis par l'Autorité subsidiaire.
- Réalisation de rapports dans le respect des directives réglementaires (délai/forme/structure/contenu).

### **Indicateurs**

- Tenue à jour des tableaux dans le respect des directives réglementaires (délai/forme/structure/contenu).
- Production de rapports d'évaluations intermédiaires et finales requis par l'Autorité subsidiaire dans le respect des directives réglementaires (délai/forme/structure/contenu)

*Mise en place de structures de concertation propres à l'évaluation.*

### **Résultats attendus**

- Mise en place de réunions internes semestrielles relatives à l'évaluation.

### **Indicateurs**

- Nombre de réunions relatives à l'évaluation > ou = à 2.

#### *1.2.4. Assurer une information à la population.*

### **Objectifs opérationnels**

*Développer des outils spécifiques de communication concernant les initiatives prises au niveau local en matière de prévention.*

### **Résultats attendus**

- Réalisation de supports de communication spécifiques au niveau local dans les 3 mois suivant la conclusion du Plan.
- Diffusion de ces derniers au travers des canaux de communication existants au niveau local.

### **Indicateurs**

- Existence de supports de communication dans les 3 mois suivant la conclusion du Plan.
- Existence de minimum 2 canaux de communication (site Internet, brochure,).

*Assurer une visibilité des Services de prévention.*

### **Résultats attendus**

- Identification spécifique du Service communal de Prévention au sein des autres services communaux.
- Visibilité du bâtiment hébergeant le Service de Prévention.

### **Indicateurs**

- Présence effective du Service de Prévention au sein de l'organigramme communal.
- Nombre d'outils mis en place pour le rendre plus visible par le public > ou = à 2.

## **2. CAMBRIOLAGE**

Le cambriolage est un phénomène très présent sur le territoire tournaisien.

En effet, un peu moins de 40 % des vols répertoriés sont des vols relatifs aux habitations. De plus, nous constatons un manque de conscientisation de la population face aux mesures préventives à prendre. Un travail de sensibilisation spécifique doit être entrepris auprès de la population à propos des attitudes et gestes à poser afin de diminuer le risque d'être victime d'un cambriolage.

Les façons d’opérer des malfaiteurs, leur prédilection pour certain préjudices et les risques qu’ils encourent sont autant de sujets d’information à dispenser de manière constructive et non alarmiste auprès de la population.

Une équipe composée d’un ouvrier, d’une licenciée en communication et d’une criminologue, tous trois conseillers en techno-prévention, travaillent sur ce phénomène.

## **2.1. Objectifs généraux**

*2.1.1. Prévenir, détecter et limiter le cambriolage et /ou le sentiment d’insécurité y relatif.*

## **2.2. Objectifs stratégiques**

*2.2.1. Diminuer les comportements à risque*

### **Objectifs opérationnels**

*Conseiller les propriétaires et les locataires privés de l’entité de TOURNAI quant aux mesures préventives adaptées à leurs comportements et à leurs habitations.*

### **Résultats attendus**

- Conscientisation des propriétaires et des locataires privés de l’entité de TOURNAI informés face aux risques et aux conséquences d’un cambriolage.
- Accès à l’information sur les mesures individualisées en matière de prévention des comportements à risques pour les habitants de l’entité.

### **Indicateurs**

- Nombre d’actions collectives organisées en vue de conseiller les propriétaires et les locataires privés de l’entité de TOURNAI > ou = à 2 par an.
- 10 % des demandes reçues suite à des informations collectives à destination des propriétaires et les locataires privés de l’entité de TOURNAI ont fait l’objet d’une action individuelle.
- Pourcentage des contacts individuels établis par rapport au nombre de feuillets rentrés sur base d’un relais policier (procès-verbaux, contacts, changements de domicile, etc.) > ou = 75 %.

*Conseiller les propriétaires de l’entité de TOURNAI quant aux mesures préventives adaptées à leurs habitations.*

### **Résultats attendus**

- Existence de prises de mesures organisationnelles préventives adaptées en fonction du type de biens (propriétaires, locataires ou autres de bâtiments privés ou publics).

### **Indicateurs**

- Pourcentage de prises de mesures organisationnelles préventives suite aux actions individuelles sur base d’un nouveau contact après 6 mois > ou = à 10 %.

### *2.2.2. Agir sur les circonstances et l'environnement criminogènes*

#### **Objectifs opérationnels**

*Informar les propriétaires et les locataires privés de l'entité de TOURNAI par rapport aux faiblesses de leurs habitations.*

#### **Résultats attendus**

- Conscientisation des propriétaires et des locataires de l'entité de TOURNAI face aux risques et aux conséquences d'un cambriolage.

#### **Indicateurs**

- Pourcentage des demandes par rapport au nombre de brochures distribuées à la population > ou = à 10 %.
- Nombre d'actions collectives organisées en vue de conseiller les propriétaires et les locataires de l'entité de TOURNAI > ou = 2 par an.

*Conseiller individuellement les habitants de l'entité en leur donnant des conseils préventifs adaptés à leurs habitations.*

#### **Résultats attendus.**

- Accès à des mesures individualisées en matière de prévention des comportements à risques.
- Existence de prises de mesures préventives adaptées en fonction du type de biens (propriétaires, locataires ou autres de bâtiments privés ou publics).

#### **Indicateurs.**

- Pourcentage de personnes recontactées par rapport au nombre de personnes ayant reçu une visite > ou = à 80 %.
- Pourcentage de contacts individuels établis par rapport au nombre de feuillets rentrés sur base d'un relais policier (procès-verbaux, contacts, changements de domicile, etc.) > ou = à 75 %.
- Pourcentage de prises de mesures organisationnelles préventives suite aux actions individuelles sur base d'un nouveau contact après 6 mois > ou = à 10 %.

### *2.2.3. Promouvoir une approche intégrée et intégrale.*

#### **Objectifs opérationnels.**

*Développer les actions partenaires avec la zone de police du Tournaisis sur la prévention des cambriolages.*

#### **Résultats attendus**

- Rencontres régulières avec les représentants de la Police locale du Tournaisis en matière de prévention du cambriolage au minimum 2 fois durant le Plan.
- Collaboration systématique des agents de la police locale du Tournaisis en matière de prévention du cambriolage.

### **Indicateurs**

- Nombre de réunions partenariales avec la police du Tournaisis > ou = 2.
- Existence des PV des réunions partenariales avec la police locale du Tournaisis en matière de prévention des cambriolages : oui / non.
- Effectivité d'une collaboration de la police locale du Tournaisis à chaque demande du Service de Prévention : oui/non.
- Pourcentage de collaborations de la police du Tournaisis par rapport au nombre de demandes du service de prévention > ou = à 50 %.

*2.2.4. Diminuer les effets négatifs liés à la victimisation.*

### **Objectifs opérationnels**

*Ecouter et conseiller les victimes de cambriolage.*

### **Résultats attendus.**

- Systématisation de visites postinfractionnelles pour diminuer les effets négatifs tant psychologiques que matériels liés à la victimisation.

### **Indicateurs**

- Effectivité de la systématisation de visites postinfractionnelles par le procès-verbal de cambriolage : oui / non.
- Pourcentage de visites postinfractionnelles effectué > ou = à 40 %.

## **3. VOL DE ET DANS LES VEHICULES**

Le vol de véhicules reste un des phénomènes les plus répandus sur le territoire tournaisien.

Différents aspects doivent être pris en considération dans ce type de phénomène :

- la situation géographique de Tournai : territoire étendu, centre-ville très concentré, proximité de la frontière française, population française très présente, nombreux étudiants.
- les véhicules préjudiciés sont très variés : voitures, camionnettes, remorques.
- beaucoup de vols découlent de négligences ou de mauvaises habitudes (pour les vols dans les voitures essentiellement).
- parking souvent mal éclairé et/ou isolé.

Une équipe composée d'un ouvrier, d'une licenciée en communication et d'une criminologue, tous trois conseillers en techno-prévention, travaille sur ce phénomène. Une équipe de gardiens de la paix participe aussi au traitement de cette problématique.



### **3.1 Objectifs généraux**

*3.1.1. Prévenir, détecter et limiter le vol de et dans les véhicules et/ou le sentiment d'insécurité y relatif.*

### **3.2 Objectifs stratégiques**

*3.2.1. Diminuer les comportements à risque.*

#### **Objectifs opérationnels.**

- Organiser des campagnes de sensibilisation sur le thème de la prévention des vols de et dans les véhicules adaptées au profil des propriétaires et utilisateurs de véhicules.

#### **Résultats attendus**

- Organisation de séances d'information des comportements à risques en matière de vol de et dans les véhicules au profit des propriétaires et utilisateurs de véhicules.

#### **Indicateurs.**

- Nombre de séances de sensibilisation sur les comportements à risques organisées au profit de la population tournaisienne > ou = 3 par an.

*Informez la population des gestes et attitudes à adopter pour diminuer les comportements à risques dans le cadre de la prévention des vols de et dans les véhicules.*

#### **Résultats attendus.**

- Information de la population des gestes et attitudes à adopter pour diminuer les comportements à risques dans le cadre de la prévention des vols de et dans les véhicules.

#### **Indicateurs.**

- Nombre d'actions collectives organisées en vue de conseiller les propriétaires de véhicules de l'entité de Tournai > ou = 2 par an.

### *3.2.2. Agir sur les circonstances et l'environnement criminogènes.*

#### **Objectifs opérationnels.**

*Etablir une présence sur le terrain dans les lieux répertoriés comme étant "à risques" pour le vol de et dans les véhicules.*

#### **Résultats attendus.**

- Présence dissuasive des gardiens de la paix dans les lieux sensibles de manière la plus fréquente possible suivant les effectifs disponibles.

#### **Indicateurs.**

- Présence de gardiens de la paix dans les lieux publics : au moins 2 jours par semaine dans les lieux sensibles sur base des chiffres de l'Observatoire de la criminalité.
- Présence effective de gardiens de la paix pour empêcher les vols de et dans les véhicules lors de manifestations ou d'événements publics sur le territoire de Tournai.
- Pourcentage du nombre d'heures prestées dans le cadre de la prévention du vol de et dans les véhicules de gardiens de la paix par rapport aux prestations de l'effectif total ou  $\geq 25 \%$ .

### *3.2.3. Donner des conseils préventifs adaptés aux circonstances et à l'environnement criminogènes dans la problématique des vols de et dans les véhicules.*

#### **Résultats attendus.**

- Distribution de conseils préventifs adaptés aux circonstances et à l'environnement criminogènes dans la problématique des vols de et dans les voitures.

#### **Indicateurs.**

- Pourcentage de demandes préventives liées au vol de et dans les voitures reçues par rapport aux nombres de personnes abordées  $>$  ou  $= 5 \%$ .

### *3.2.4. Promouvoir une approche intégrée et intégrale.*

#### **Objectifs opérationnels.**

*Développer des actions partenariales avec la zone de Police du Tournaisis en matière de prévention du vol de et dans les véhicules.*

#### **Résultats attendus.**

- Etendre l'organisation de nos actions préventives dans le cadre de la prévention du vol de et dans les véhicules accessibles à toute la population fréquentant le territoire tournaisien en partenariat avec la zone de police du Tournaisis avant la fin du Plan.
- Collaboration systématique des agents de la police locale du Tournaisis en matière de prévention du vol de et dans les véhicules.

### **Indicateurs.**

- Nombre d'actions partenariales avec la police du Tournaisis > ou = 2.
- Existence de comptes-rendus des actions partenariales avec la police locale du Tournaisis en matière de prévention des cambriolages : oui/non.
- Effectivité d'une collaboration des agents de police locale du Tournaisis à chaque demande du Service de Prévention : oui/non.
- Pourcentage de collaborations de la police locale du Tournaisis par rapport au nombre de demandes du Service de Prévention > ou = à 50 %.

## **4. VOL A LA TIRE.**

Le vol à la tire est présent dans les centres commerciaux (ou simplement dans les grandes surfaces) lors d'événements drainant des foules (fêtes, manifestations publiques culturelles, marchés hebdomadaires) ou simplement sur la voie publique.

Dans la plupart des cas, les victimes ne se rendent pas compte du fait immédiatement et se sentent dès lors encore plus coupables de ce qu'elles considèrent comme une négligence.

Une équipe composée d'un ouvrier, d'une licenciée en communication et d'une criminologue, tous trois conseillers en techno-prévention, travaille sur ce phénomène.

### **4.1. Objectifs généraux.**

*4.1.1. Prévenir, détecter et limiter le vol à la tire et / ou le sentiment d'insécurité y relatif.*

### **4.2. Objectifs stratégiques**

*4.2.1. Promouvoir une approche intégrée et intégrale.*

### **Objectifs opérationnels.**

*Maintenir les partenariats avec les acteurs de terrain susceptibles d'être confrontés ou d'agir sur ce phénomène sur le territoire de Tournai.*

### **Résultats attendus.**

- Rencontre avec les partenaires dans le domaine de la prévention des vols à la tire.

### **Indicateurs**

- Nombre de rencontres avec les partenaires dans le domaine de la prévention des vols à la tire > ou = 2 sur la durée du plan.

#### 4.2.2. Diminuer les comportements à risque

##### **Objectifs opérationnels.**

- *Conseiller la population fréquentant les espaces commerciaux et les manifestations publiques en leur donnant des conseils préventifs adaptés à leurs propres comportements et ce, à la demande des organisateurs ou des gérants.*

##### **Résultats attendus.**

- Conscientisation de la population fréquentant des espaces commerciaux ou rassemblée lors de manifestations publiques (en fonction de la catégorie d'âge) face aux risques et aux conséquences d'un vol à la tire.

##### **Indicateurs.**

- Disponibilité du Service face à 50 % des demandes d'organismes de manifestations publiques ou de gérants d'espaces commerciaux concernant des informations ou des conseils sur les risques et les conséquences d'un vol à la tire.

## **5. VOL PAR RUSE.**

Ce phénomène touche particulièrement les personnes de plus de 70 ans et habitant souvent seules.

Le préjudice est généralement important. Un sentiment de culpabilité très fort est lié à ce type de phénomène, car la victime a, la plupart du temps, donné des indications sur les objets de valeur se trouvant dans la maison.

Une équipe composée d'un ouvrier, d'une licenciée en communication et d'une criminologue, tous trois conseillers en techno-prévention, travaille sur ce phénomène.

### **5.1. Objectifs généraux**

- 5.1.1. Prévenir, détecter et limiter le vol par ruse et/ou le sentiment d'insécurité y relatif.*

## **5.2. Objectifs stratégiques**

### *5.2.1. Diminuer les comportements à risque*

#### **Objectifs opérationnels**

*Dispense aux personnes âgées de conseils préventifs adaptés à leurs propres comportements dans leurs habitations.*

#### **Résultats attendus.**

- Conscientisation des personnes âgées face aux risques et aux conséquences d'un vol par ruse.
- Facilitation de l'accès à l'information pour les personnes âgées de l'entité.
- Accès à des mesures individualisées en matière de prévention des comportements à risques.

#### **Indicateurs**

- Nombre de démarches du Service effectuées à l'attention des personnes âgées dans le domaine du vol par ruse > ou = 2 sur la durée du plan.
- Nombre d'actions collectives à destination des personnes âgées de l'entité (demandes de visite, de conseils, d'explications, ...) > ou = à 2.
- Réponse à 20 % des demandes de mesures individualisées en matière de prévention des comportements à risques.

### *5.2.2. Agir sur les circonstances et l'environnement criminogènes.*

#### **Objectifs opérationnels.**

*Conseiller les personnes âgées par rapport aux faiblesses de leurs habitations.*

#### **Résultat attendu.**

- Existence de prises de mesures préventives adaptées aux habitations et au mode de vie des personnes âgées.

#### **Indicateurs.**

- Pourcentage de prises de mesures préventives par les personnes âgées conseillées sur base d'un nouveau contact après 6 mois > ou = à 5 %.

### *5.2.3. Promouvoir une approche intégrée et intégrale.*

#### **Objectifs opérationnels.**

*Développer les actions partenariales avec la zone de police du Tournaisis en matière de prévention du vol par ruse sur le territoire de la zone de police.*

#### **Résultats attendus.**

- Rencontres régulières avec les représentants de la police locale du Tournaisis en matière de prévention du vol par ruse au minimum une fois sur la durée du Plan.

#### **Indicateurs.**

- Nombre de rencontres partenariales avec la police du Tournaisis sur la thématique du vol par ruse > ou = 2.

### *5.2.4. Diminuer les effets négatifs liés à la victimisation.*

#### **Objectifs opérationnels.**

*Offrir une écoute aux personnes âgées impliquées dans un vol par ruse.*

#### **Résultats attendus.**

- Systématisation des visites postinfractionnelles chez les victimes âgées pour diminuer les effets négatifs tant psychologiques que matériels liés à la victimisation.
- Réalisation d'une visite post-infractionnelle chez les personnes âgées ayant été victimes et en ayant fait la demande.

#### **Indicateurs.**

- Effectivité de la systématisation de visite postinfractionnelle : oui/non.
- 60 % des personnes âgées victimes de vol par ruse et demandeuses ont fait l'objet d'une visite postinfractionnelle.

*Conseiller les personnes âgées impliquées dans un vol par ruse.*

#### **Résultats attendus.**

- Dispense de conseils en vue de diminuer les effets négatifs de la victimisation des personnes âgées impliquées dans un vol par ruse.

#### **Indicateurs.**

- Pourcentage de visites postinfractionnelles effectuées par rapport au nombre de procès-verbaux de vol par ruse > ou = à 30 %.

## **6. VOL DE VELOS**

Le vol de deux-roues et plus particulièrement de vélos est en constante augmentation depuis plusieurs années sur le territoire de Tournai.

Une équipe composée d'un ouvrier, d'une licenciée en communication et d'une criminologue, tous trois conseillers en techno-prévention, travaille sur ce phénomène.

### **6.1. Objectifs généraux**

*6.1.1. Prévenir, détecter et limiter le vol de vélos et/ou le sentiment d'insécurité y relatif.*

### **6.2. Objectifs stratégiques.**

*6.2.1. Diminuer les comportements à risque*

#### **Objectifs opérationnels.**

*Informers les propriétaires de vélos des gestes et attitudes à adopter pour diminuer les comportements à risques dans le cadre de la prévention des vols de deux-roues.*

#### **Objectifs attendus.**

- Information des utilisateurs de deux-roues des gestes et attitudes à adopter pour diminuer les comportements à risques dans le cadre de la prévention des vols de deux-roues.

#### **Indicateurs.**

- Nombre de séances d'information sur les comportements à risques organisées au profit des utilisateurs de deux-roues de l'entité de Tournai > ou = 10 par an.

*6.2.2. Dissuader les auteurs potentiels d'infraction.*

#### **Objectifs opérationnels.**

Organiser des actions préventives sur le thème de la prévention du vol de deux-roues sur le territoire de la zone de police du Tournaisis.

#### **Résultats attendus.**

- Organisation d'actions préventives en matière de vol de deux-roues au profit des utilisateurs de deux-roues.

#### **Indicateurs.**

- Nombre d'actions collectives (opérations de gravure) organisées en vue de conseiller les utilisateurs de deux-roues de la zone de police du Tournaisis > ou = 15 par an.

## **7. VOL A L'ETALAGE.**

Le vol à l'étalage représente près de 35 % des faits de vol relatifs aux commerces.

Il s'agit de vols déclarés auxquels il convient d'ajouter les faits qui ne sont pas déclarés suite à l'intervention des commerçants ou des agents de sécurité.

Une équipe composée d'un ouvrier, d'une licenciée en communication et d'une criminologue, tous trois conseillers en techno-prévention, travaille sur le phénomène.

### **7.1. Objectifs généraux**

*7.1.1. Prévenir, détecter et limiter le vol à l'étalage et/ou le sentiment d'insécurité y relatif.*

### **7.2. Objectifs stratégiques**

*7.2.1. Diminuer les comportements à risque*

#### **Objectifs opérationnels.**

*Informar les commerçants sur les comportements suspects.*

#### **Résultats attendus.**

- Conscientisation des commerçants de l'entité de Tournai face aux risques et aux conséquences d'un vol à l'étalage ainsi que face à des comportements suspects.

#### **Indicateurs.**

- Nombre d'actions menées en vue de conseiller les commerçants de l'entité de Tournai > ou = 2 sur la durée du Plan.

## **8. VIOLENCE DANS LES TRANSPORTS COMMUNS**

Le cadastre « agressivité » des transports en commun est un répertoire d'incidents ayant un lien avec les transports en commun.

Ce dernier met en évidence un besoin de présence dissuasive d'agents dans les bus sur certaines lignes suite à des incidents dans ceux-ci. Ce besoin est confirmé par les chauffeurs.

Le questionnaire soumis aux responsables des transports en commun a confirmé la présence d'agressivité constante de la part des conducteurs et des utilisateurs des transports.

Au volant, les conducteurs d'autobus ressentent bien ces attitudes agressives généralisées au sein de la circulation et principalement dans le centre-ville.

La moindre contrariété d'un conducteur engendre des altercations verbales et parfois physiques.



Quant à l'agressivité des utilisateurs des transports en commun, quelques jeunes ont des chiens reconnus dangereux et ne tolèrent pas que les conducteurs leur imposent une muselière. Ils tentent souvent de frauder et n'admettent pas que les conducteurs les interpellent pour leur faire payer leurs places.

En résumé, des violences verbales, comportementales et physiques sont constatées de manière régulière dans les bus. Il peut s'agir d'insultes vis-à-vis des chauffeurs, des contrôleurs ou entre jeunes, mais aussi d'attitudes insolentes ou agressives, de conflits entre jeunes ou intergénérationnels.

Enfin, cette violence se traduit parfois par des faits de vandalisme dans le bus ou au niveau du matériel appartenant à la Société de Transport en Commun du Hainaut (TEC) (abri, banc,...).

Une équipe de prévention travaille sur ce phénomène.

## **8.1. Objectifs généraux.**

*8.1.1. Prévenir, détecter et limiter la violence dans les transports en commun et/ou le sentiment d'insécurité y relatif.*

## **8.2. Objectifs stratégiques**

*8.2.1. Agir sur les circonstances et l'environnement criminogènes.*

### **Objectifs opérationnels.**

*Assurer une présence régulière de gardiens de la paix dans les transports en commun sur les lignes à risques, en vue de prévenir les incidents, le vandalisme et la violence par le dialogue et la médiation des gardiens de la paix avec les jeunes lors des trajets scolaires.*

### **Résultats attendus.**

- Présence dissuasive des gardiens de la paix en vue d'agir sur les incidents, le vandalisme et la violence sur les lignes à risques, en dialoguant avec les jeunes lors des trajets scolaires du lundi au vendredi.

### **Indicateurs.**

- Présence des gardiens de la paix dans les bus au moins 3 jours par semaine pendant les périodes scolaires sur les lignes à risques.

*Accompagner préventivement les chauffeurs sur les lignes à risques lors des trajets scolaires.*

### **Résultats attendus.**

- Accompagnement préventif et dissuasif des chauffeurs à leur demande lors de périodes sensibles du lundi au vendredi.

### **Indicateurs.**

- Pourcentage d'envois de gardiens de la paix par rapport au nombre de demandes de chauffeurs sur les lignes > ou = à 25 %.

*Accueillir les utilisateurs des bus de manière conviviale afin d'agir sur les comportements à risques et sur le sentiment d'insécurité ressenti par certains utilisateurs lors de trajets scolaires*

### **Résultats attendus.**

- Accueil convivial des utilisateurs de bus pour agir sur leur sentiment d'insécurité.

### **Indicateurs.**

- Accueil positif des gardiens de la paix par les utilisateurs sur base d'une enquête de satisfaction réalisée par le TEC.

#### *8.2.2. Promouvoir une approche intégrée et intégrale.*

### **Objectifs opérationnels.**

*Maintenir les partenariats existants dans le cadre de la violence dans les transports en commun sur le territoire de l'entité tournaisienne.*

### **Résultats attendus.**

- Rencontre au moins une fois par mois avec les représentants des transports en commun en matière de prévention de la violence dans les transports en commun.

### **Indicateurs.**

- Nombre de rencontres partenariales avec les représentants des transports en commun sur la thématique de la violence dans les transports en commun > ou = 10.
- Existence de feed-back des réunions partenariales en matière de prévention de la violence dans les transports en commun : oui/non.

## **9. NUISANCES SOCIALES**

Nous traiterons, dans les quartiers sociaux plus touchés par le problème, les nuisances sociales liées aux relations conflictuelles (intrafamiliales ou pas) qui dégénèrent ou qui risquent de dégénérer.

Ces nuisances sociales, manifestations publiques d'une relation conflictuelle que les protagonistes sont incapables de résoudre pacifiquement, résident dans le développement de délits et d'incivilités et créent un sentiment d'insécurité au sein du quartier.

L'intervention visera à prévenir et réduire le développement des nuisances sociales avant une éventuelle intervention de la police et/ou de la justice.

Deux éducateurs agiront à mi-temps et seront formés à cet effet.

Le phénomène de nuisances sociales sera vu également dans cette partie du Plan stratégique comme étant celui qui vise les incivilités dans des espaces publics (pris au sens large du terme en englobant aussi bien les parcs, les voies publiques de l'entité, les parkings publics,...).

Les dégradations, vandalisme, manque de propreté, dépôt clandestin de déchets,... sont également visés par les actions mises en place. Une attention particulière sera accordée à ces aspects du phénomène aux abords des écoles.

Globalement, il s'agit de sécuriser certains lieux publics afin que les citoyens se réapproprient ces espaces et de continuer au renforcement de la cohésion sociale. Une équipe de prévention travaille sur ce phénomène.

### **9.1. Objectifs généraux.**

*9.1.1. Prévenir, détecter et limiter les nuisances sociales et/ou le sentiment d'insécurité y relatif.*

### **9.2. Objectifs stratégiques.**

*9.2.1. Agir sur les circonstances et l'environnement criminogènes.*

#### **Objectifs opérationnels.**

*Créer des espaces de communication et de rencontre.*

#### **Résultats attendus.**

- Existence d'un espace de rencontre et de communication dans chaque quartier ciblé.
- Rencontre des jeunes et moins jeunes au sein de l'espace.

### **Indicateurs.**

- Effectivité d'un espace de rencontre et de communication au sein de chaque quartier.
- Lors de chaque rencontre intergénérationnelle au sein de l'espace, il faut que chaque catégorie de personnes (jeune/moins jeune) soit représentée à hauteur d'au moins 10 %.

*Offrir une écoute ponctuelle aux personnes des quartiers ciblés étant impliquées dans un conflit ou craignant de l'être.*

### **Résultats attendus.**

- Présence hebdomadaire d'au moins un éducateur à l'écoute des habitants dans chaque quartier ciblé.

### **Indicateurs.**

- Présence hebdomadaire d'au moins un éducateur à l'écoute des habitants dans chaque quartier ciblé : oui/non.

*Créer un espace de facilitation de la communication entre personnes impliquées dans des relations conflictuelles.*

### **Résultats attendus.**

- Formation du personnel concerné aux techniques de la facilitation de la communication au cours du Plan.
- Visite des services similaires dans d'autres villes.
- Transfert des relations conflictuelles se manifestant par des nuisances publiques (que sont la violence, le vandalisme, les insultes, les incivilités, les tapages, ...) hors de la sphère publique en vue d'un règlement pacifique.

### **Indicateurs.**

- Formation effective du personnel concerné aux techniques de la facilitation de la communication au cours du Plan : oui/non.
- Visite effective des services similaires dans d'autres villes.
- Nombre de relations conflictuelles traitées hors de la sphère publique par rapport au nombre de relations conflictuelles constatées : minimum 30 %.

*Orienter si nécessaire les personnes en relation conflictuelle vers des organismes spécialisés (Justice de Paix, plannings familiaux, ...)*

### **Résultats attendus.**

*Orientation adéquate des personnes, si nécessaire vers des organismes spécialisés.*

### **Indicateurs.**

- 80 % d'orientation des situations le nécessitant dès que possible vers les organismes compétents.

*Présence de gardiens de la paix aux abords des écoles lors de l'affluence des élèves et des parents afin de limiter les nuisances sociales.*

### **Résultats attendus.**

- Présence dissuasive des gardiens de la paix aux abords des écoles lors de l'affluence des élèves et des parents aux heures scolaires pour agir sur leur sentiment d'insécurité.
- Répondre aux demandes de présence pour des problèmes de nuisances sociales faites par les directions d'école.

### **Indicateurs.**

- Présence des gardiens de la paix aux abords des établissements scolaires au minimum 4 x/semaine en période scolaire.
- Envoi des gardiens de la paix suite à la demande d'une école pour des problèmes de nuisances sociales aux abords de l'établissement scolaire.
- 75 % de réponses favorables aux demandes de présence faite par les directions d'écoles pour des problèmes de nuisances sociales.
- 80 % de satisfaction des directions d'école par rapport à la présence de gardiens de la paix aux abords de leur établissement scolaire sur base d'un questionnaire.

*Agir sur les nuisances sociales dans les espaces publics (parcs, voie publique, quartiers sensibles, ...) par la présence dissuasive des gardiens de la paix.*

### **Résultats attendus**

- Prévention des nuisances sociales dans les espaces publics par la présence des gardiens de la paix du lundi au vendredi.

### **Indicateurs**

- Présence des gardiens de la paix dans les espaces publics au minimum 2 x/semaine.

*Servir de relais entre les autorités communales et les sites concernés par les nuisances sociales telles que les dégradations, du vandalisme, des déféctuosités, etc.*

### **Résultats attendus.**

- Relais des constats vers les Services communaux dans les 10 jours suivant les constats.
- Réaction des Services communaux dans les 20 jours suivant le signalement des nuisances sociales par les gardiens de la paix.

### **Indicateurs.**

- 95 % des constats transmis vers les services compétents dans les 10 jours.
- 10 % de réactions des Services communaux dans les 20 jours qui suivent les constats de nuisances par les gardiens de la paix

#### *9.2.2. Promouvoir une approche intégrée et intégrale.*

### **Objectifs opérationnels**

*Définir clairement les rôles de chacun des acteurs de terrain (sociétés de logements sociaux, police de proximité, éducateurs de rue, éducateurs de quartier, ...) susceptibles d'être confrontés ou d'agir sur le traitement des nuisances sociales nées de relations conflictuelles dans les quartiers ciblés.*

### **Résultats attendus.**

- Création d'une méthodologie précisant les rôles des divers acteurs de terrain susceptibles d'être confrontés ou d'agir sur le traitement des nuisances sociales nées de relations conflictuelles dans les quartiers ciblés.

### **Indicateurs.**

- Création effective d'une méthodologie précisant les rôles des divers acteurs de terrain susceptibles d'être confrontés ou d'agir sur le traitement des nuisances sociales nées de relations conflictuelles dans les quartiers ciblés.

*Poursuivre les réunions partenariales avec la zone de police du Tournaisis sur les nuisances sociales.*

### **Résultats attendus.**

- Poursuite de réunions partenariales avec la zone de police du Tournaisis sur les nuisances sociales.

### **Indicateurs**

- Nombre de réunions partenariales dans le cadre des nuisances sociales avec la police du Tournaisis > ou = 2.

*Poursuivre les partenariats existants avec les établissements scolaires bénéficiant des services des gardiens de la paix.*

### **Résultats attendus.**

- Poursuite des partenariats existants avec les établissements scolaires bénéficiant de services des gardiens de la paix dans le cadre des nuisances sociales.

### **Indicateurs.**

- Maintien du partenariat existant au cours des 6 mois de la mise en œuvre du Plan.
- Nombre de contacts avec les établissements scolaires bénéficiant des services des gardiens de la paix dans le cadre des nuisances sociales > ou = 2.
- 80 % de satisfaction des directeurs d'écoles concernant les services prestés par les gardiens de la paix sur base d'un questionnaire de satisfaction.

## **10. VIOLENCE INTRAFAMILIALE.**

### **10.1. Objectifs généraux.**

*10.1.1. Prévenir, détecter et limiter la violence intrafamiliale et/ ou le sentiment y relatif.*

### **10.2. Objectifs stratégiques**

*10.2.1. Promouvoir une approche intégrée et intégrale.*

### **Objectifs opérationnels.**

*Participer aux réunions, concertations et conférences organisées par les acteurs institutionnels locaux.*

### **Résultats attendus.**

- Rencontres des professionnels travaillant dans le domaine des violences intrafamiliales en vue de se tenir au courant de l'évolution du phénomène et de sa prise en charge sur le territoire.

### **Indicateurs.**

- Participation à une réunion, concertation ou conférence locale > ou = à 2.

## **11. DELINQUANCE JUVENILE**

Prévention de la délinquance juvénile des jeunes vivant au sein de quartiers ciblés par le D.L.S. (Diagnostic Local de Sécurité) où sont cumulées des conditions sociales, familiales et éducatives propices au développement des comportements à risques tels que la violence, les fugues, la toxicomanie ou la petite délinquance.

Une équipe éducative présente au sein des quartiers ciblés s'impliquera dans le traitement de ce phénomène.

## **11.1 Objectifs généraux.**

*11.1.1. Prévenir, détecter et limiter la délinquance juvénile et/ou le sentiment d'insécurité y relatif.*

## **11.2. Objectifs stratégiques**

*11.2.1. Favoriser la resocialisation des jeunes en difficultés.*

### **Objectifs opérationnels**

*Etablir une présence sur le terrain dans les quartiers ciblés.*

### **Résultats attendus.**

- Présence régulière d'au moins un éducateur dans chaque quartier ciblé.

### **Indicateurs.**

- Présence au moins trois jours par semaine d'au moins un éducateur dans chaque quartier ciblé : oui/non

*Informar les jeunes de 12 à 18 ans se réunissant dans les lieux publics des quartiers ciblés de la présence des éducateurs dans le quartier, de leur rôle et des services qu'ils proposent.*

### **Résultats attendus.**

- Les jeunes de 12 à 18 ans fréquentant les lieux publics des quartiers ciblés sont informés durant toute la durée du Plan de la présence des éducateurs dans le quartier, de leur rôle et des services qu'ils proposent.

### **Indicateurs.**

- 50 % des jeunes de 12 à 18 ans des quartiers ciblés et rencontrés par les éducateurs ont été informés de la présence et du rôle des éducateurs ainsi que des services qu'ils proposent.

*Mettre en place des moments d'écoute, d'échange et de dialogue pour les jeunes de 12 à 18 ans présents dans les quartiers ciblés.*

### **Résultats attendus.**

- Réponses adaptées aux besoins identifiés lors de l'écoute, l'échange et le dialogue durant toute la durée du Plan.
- Les jeunes sont dirigés durant toute la durée du Plan, si nécessaire vers les dispositifs extérieurs au Plan, correspondant à leurs besoins.

### **Indicateurs**

- 80 % des jeunes ont reçu une réponse pour chaque besoin identifié.
- 20 % des jeunes des quartiers ciblés, contactés par le personnel du Plan, ont été orientés vers les autres dispositifs.



*Offrir aux jeunes de 12 à 18 ans présents dans les quartiers ciblés un lieu d'accueil quasi-quotidien avec des éducateurs.*

**Résultats attendus.**

- Existence durant toute la durée du Plan d'un lieu d'accueil, d'écoute et d'échange quasi-quotidien pour les jeunes de 12 à 18 ans habitant ou fréquentant les quartiers ciblés.

**Indicateurs**

- Existence d'un lieu d'accueil pour les jeunes de 12 à 18 ans présents dans les quartiers ciblés : oui/non

*Faire participer les jeunes de 12 à 18 ans des quartiers ciblés à des activités collectives éducatives adaptées aux problématiques rencontrées.*

**Résultats attendus**

- Les jeunes de 12 à 18 ans, avec qui les éducateurs ont établi un contact, s'impliquent durant toute la durée du Plan dans les activités collectives éducatives proposées.

**Indicateurs**

- 5 % des jeunes des quartiers ciblés rencontrés sont impliqués dans les activités collectives éducatives organisées.

*11.2.2. Promouvoir une approche intégrée et intégrale*

**Objectifs opérationnels**

*Etablir des synergies entre les divers dispositifs présents sur le terrain des quartiers ciblés*

**Résultats attendus**

- Rencontrer au minimum 10 fois les divers partenaires concernés par l'une des problématiques liées au phénomène ciblé.

**Indicateurs**

- Nombre de rencontres avec les divers partenaires : minimum 10 rencontres.

## **12. DECROCHAGE SCOLAIRE**

### **12.1 Objectifs généraux**

*12.1.1. Prévenir, détecter et limiter le décrochage scolaire et/ou le sentiment d'insécurité y relatif*

### **12.2. Objectifs stratégiques**

*12.2.1. Agir sur les circonstances et l'environnement criminogènes*

#### **Objectifs opérationnels**

*Sensibiliser les acteurs sociaux et scolaires à la problématique du décrochage scolaire.*

#### **Résultats attendus**

- Réunions de sensibilisation au décrochage scolaire avec les futurs enseignants.
- Réunions dans les écoles afin d'informer le personnel éducatif et les enseignants de nos actions.

#### **Indicateurs**

- 2 réunions de sensibilisation au décrochage scolaire réalisées à destination des étudiants de dernière année en pédagogie.
- 2 réunions d'information dans les écoles partenaires concernant nos actions.

*Sensibiliser les familles à leur importance dans l'éducation des enfants.*

#### **Résultats attendus**

- Participation des parents aux réunions organisées par le Centre de soutien scolaire.
- Prise de contact avec les familles lors de l'inscription de l'enfant au Centre de soutien scolaire, dans les semaines qui suivent son inscription au Centre et quand la situation de l'enfant le nécessite.
- Sensibilisation des familles qui ont envoyé de leur propre initiative leurs enfants au Centre de soutien scolaire.

#### **Indicateurs**

- Nombre de réunions de parents organisées > ou = à 3.
- 90 % des familles ont été contactées dans les 12 semaines suivant l'inscription de l'enfant.
- 75 % des familles ont été contactées dans les 20 jours suivant une situation qui le nécessitait.
- 30 % des enfants fréquentant le Centre de soutien scolaire ont été envoyés par les familles de leur propre initiative.

*Rentrer en contact avec les jeunes en décrochage scolaire au sein du quartier du Maroc.*

### **Résultats attendus**

- Présence en rue pendant les heures scolaires une fois par semaine au sein du quartier du Maroc.

### **Indicateurs**

- Nombre de jours de présence par semaine pendant les heures scolaires dans le quartier du Maroc : au moins un.

#### *12.2.2. Favoriser la resocialisation des jeunes en difficultés*

### **Objectifs opérationnels**

*Mettre en place des lieux d'accueil pour les enfants et les adolescents en difficultés scolaires/et ou de familles fragilisées socialement.*

### **Résultats attendus**

Existence de lieux d'accueil dans les Centres de soutien scolaire et dans les Maisons de quartier pour les enfants et adolescents présentant des difficultés scolaires et/ou sociales.

### **Indicateurs**

- Existence d'un lieu d'accueil dans les Centres de soutien scolaire et dans les Maisons de quartiers : oui/non.
- Ouverture des lieux d'accueil pour enfants et adolescents quatre jours par semaine : oui/non.

*Encadrer au niveau scolaire, éducatif et psychosocial, des enfants et adolescents après l'école et pendant les vacances scolaires au moyen d'activités de soutien scolaire, de suivi personnel et d'activités visant la socialisation.*

### **Résultats attendus**

- Participation régulière des enfants et adolescents inscrits dans les Centres de soutien scolaire ou les Maisons de quartier, aux activités de soutien scolaire, éducatives ou d'expression.
- Visite au domicile d'adolescents ne fréquentant plus les cours et ne se rendant pas aux entretiens proposés par le Centre psycho-médico-social (PMS).

### **Indicateurs**

- Pourcentage d'enfants inscrits dans le Centre de soutien scolaire de Marvis et participant aux activités régulièrement > ou = à 70 %.
- Pourcentage d'enfants inscrits dans le Centre de soutien scolaire du Maroc et participant aux activités régulièrement > ou = à 70 %.
- Pourcentage d'adolescents inscrits dans les Maisons de quartier et participant aux activités régulièrement > ou = à 40 %.

- Pourcentage d'adolescents rencontrés à domicile suite au constat de non fréquentation des cours et/ou ne se rendant pas aux entretiens proposés > ou = à 70 %.

*Favoriser l'implication des parents dans l'éducation de leurs enfants.*

### **Résultats attendus**

- Rencontre des familles des enfants et des adolescents présentant des difficultés scolaires ou des signes de décrochage scolaire par le biais de réunions de parents (enfants) ou d'entretiens en famille (adolescents).

### **Indicateurs**

- Pourcentage de familles d'enfants suivis au Centre de soutien scolaire rencontrées lors des réunions de parents ou à la demande de l'équipe > ou = à 70 %.
- Existence d'entretien avec les parents d'adolescents suivis : oui / non.

*Orienter les adolescents en rupture scolaire et présentant d'autres problématiques sociales ou psychologiques vers les partenaires spécialisés du réseau local.*

### **Résultats attendus**

- Orientation des enfants et adolescents présentant d'autres troubles associés au décrochage scolaire dans les 60 jours suivant le constat vers le service spécialisé compétent.

### **Indicateurs**

- Pourcentage des dossiers où un constat d'orientation vers un service spécialisé a été effectué et transmis à un service adapté à la problématique > ou = à 50 %.
- 50 % des enfants et adolescents ont été orientés dans les 60 jours vers le service compétent.

*Développer un projet scolaire ou personnel avec chaque adolescent pris en charge.*

### **Résultats attendus**

- Mise en place d'un projet scolaire ou social pour les enfants et adolescents pris en charge.

### **Indicateurs**

- Existence d'un projet scolaire, social pour les enfants et adolescents pris en charge et ce, pour toute la durée du Plan.
- Pourcentage d'adolescents inscrits dans un projet scolaire ou social par rapport au nombre total d'adolescents suivis > ou = à 50 %.

### *12.2.3. Promouvoir une approche intégrée et intégrale.*

#### **Objectifs opérationnels**

*Coordonner des actions locales et générales relatives au phénomène.*

#### **Résultats attendus**

- Organisation trimestrielle de l'atelier décrochage scolaire.

#### **Indicateurs**

- Réunions de l'atelier décrochage scolaire > ou = à 3.

*Organiser la concertation avec tous les partenaires pour des situations concrètes d'élèves en décrochage scolaire.*

#### **Résultats attendus**

- Organisation de réunions de concertation dans les établissements scolaires avec les équipes éducatives, PMS et l'assistante sociale ou le personnel éducatif du service.

#### **Indicateurs**

- Réunions de concertation au sein des écoles pour l'enseignement primaire : > ou = à 1.
- Réunions de concertation organisées au sein des écoles pour l'enseignement secondaire : > ou = à 4.

*Développer avec les partenaires des outils de travail communs sur le phénomène à destination des travailleurs sociaux et du personnel enseignant.*

#### **Résultats attendus**

- Développement de support informatif permettant la prévention et l'accompagnement en cas de situation de décrochage scolaire.
- Existence d'un support informatif à destination des travailleurs sociaux et du personnel enseignant au cours de la mise en œuvre du Plan.

#### **Indicateurs**

- Création avec les partenaires d'un support informatif sur le phénomène concerné.
- Distribution du support informatif sur le phénomène ciblé à 50 % des travailleurs sociaux et du personnel enseignant.

*Informar de notre action les partenaires « relais » dans les écoles et les institutions touchant des publics fragilisés.*

#### **Résultats attendus**

- Information des partenaires institutionnels concernant nos actions de prévention du décrochage scolaire deux fois durant le Plan.

### **Indicateurs**

- Réalisation de deux exposés à destination des partenaires institutionnels concernant le phénomène et la manière dont le décrochage scolaire est approché au sein du Plan.

*Participer à des réunions extérieures en vue de représenter la coordination locale relative au décrochage scolaire.*

### **Résultats attendus**

- Participation à des réseaux extérieurs en vue de représenter la coordination locale du décrochage scolaire.

### **Indicateurs**

- Nombre de participations à des assemblées formelles extérieures en vue d'exposer ou de débattre des approches de l'atelier « décrochage scolaire » et du travail au sein du Plan : > ou = à 1.

**Ce Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention a été signé à BRUXELLES le ...../...../.....**

**Chaque partie intéressée déclare avoir reçu un exemplaire signé."**

## **7. ASBL Tremplin 2000, Ville de Tournai et Logis tournaisien. Chantiers de rénovation du Logis tournaisien. Personnel. Convention tripartite. Approbation.**

Madame la Première Echevine **MC.MARGHEM** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

L'ASBL Tremplin 2000, qui compte parmi ses membres fondateurs la Ville de Tournai et le Centre public d'Action sociale (C.P.A.S.), a pour objets la préformation et l'insertion socioprofessionnelle de personnes peu qualifiées et en difficulté.

L'activité de l'ASBL Tremplin 2000 s'inscrit dans le cadre du Décret de la Région wallonne du 1<sup>er</sup> avril 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des organismes d'insertion socioprofessionnelle et des entreprises de formation par le travail.

Le Logis tournaisien dispose quant à lui d'un important potentiel de biens immobiliers à rénover susceptibles de servir de chantiers didactiques pour des stagiaires de l'ASBL dans le cadre de stages d'acculturation et/ou pratiques non rémunérés.

Par délibération du Conseil communal du 31 janvier 2005, une convention de partenariat entre la Ville et l'ASBL Tremplin 2000 a été approuvée en vue de soutenir la réalisation de l'objet social de l'ASBL Tremplin 2000.

Dans le cadre de ce partenariat, la Ville et l'ASBL Tremplin 2000 ont conclu le 8 juillet 2008 une convention par laquelle la Ville s'engageait à accueillir sur ses propres chantiers des stagiaires dans le cadre de stages d'acculturation et/ou pratiques non rémunérés.

En vue de répondre aux besoins de lieux de stage dans le chef de l'ASBL, le Logis tournaisien est prêt à accueillir sur ses chantiers des stagiaires de l'ASBL Tremplin 2000.

Un projet de convention de partenariat a été établi dont l'objet est de définir les nouvelles obligations et droits entre les partenaires précités et ce, dans le respect des recommandations de la Commission d'Agrément de la Région wallonne, notifiées le 18 avril 2008 par le Ministre de Tutelle de la formation professionnelle en Région wallonne.

Nous vous proposons, Mesdames, Messieurs, de marquer votre accord sur les termes du projet de convention de partenariat qui vous est soumis."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Considérant que l'ASBL Tremplin 2000, qui compte parmi ses membres fondateurs la Ville de Tournai et le Centre public d'Action sociale (C.P.A.S.), a pour objets la préformation et l'insertion socioprofessionnelle de personnes peu qualifiées et en difficulté;

Considérant que l'activité de l'ASBL Tremplin 2000 s'inscrit dans le cadre du Décret de la Région wallonne du 1<sup>er</sup> avril 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des organismes d'insertion socioprofessionnelle et des entreprises de formation par le travail;

Considérant que le Logis Tournaisien dispose quant à lui d'un important potentiel de biens immobiliers à rénover susceptibles de servir de chantiers didactiques pour des stagiaires de l'ASBL dans le cadre de stages d'acculturation et/ou pratiques non rémunérés;

Considérant sa délibération du 31 janvier 2005 approuvant la convention de partenariat entre la Ville et l'ASBL Tremplin 2000 en vue de soutenir la réalisation de l'objet social de l'ASBL Tremplin 2000;

Considérant que dans le cadre de ce partenariat, la Ville et l'ASBL Tremplin 2000 ont conclu le 8 juillet 2008 une convention par laquelle la Ville s'engageait à accueillir sur ses propres chantiers des stagiaires dans le cadre de stages d'acculturation et/ou pratiques non rémunérés;

Considérant qu'en vue de répondre aux besoins de lieux de stage dans le chef de l'ASBL, le Logis Tournaisien est prêt à accueillir sur ses chantiers des stagiaires de l'ASBL Tremplin 2000;

Considérant qu'un projet de convention de partenariat a été établi dont l'objet est de définir les nouvelles obligations et droits entre les partenaires précités et ce, dans le respect des recommandations de la Commission d'Agrément de la Région wallonne, notifiées le 18 avril 2008 par le Ministre de Tutelle de la formation professionnelle en Région wallonne;

Considérant les articles L1122-30 et L1222-1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

### DECIDE :

de marquer son accord sur le projet de convention de partenariat entre la Ville de Tournai, l'ASBL Tremplin 2000 et le Logis Tournaisien et dont les termes suivent :

#### " ENTRE

La Ville de Tournai représentée par M. .... et M. ...., en exécution d'une délibération du Conseil communal du 16 septembre 2013, ci-après dénommée « **la Ville** »

Le Logis Tournaisien représenté par .....

Ci après dénommé « **le Logis** »

L'ASBL TREMPLIN 2000 OISP N° agrément AGR/OISP-097, inscrite sous le numéro d'entreprise 0457.599.676, dont le siège est établi rue Raoul Van Spitael 29 à 7540 Kain et représentée par .....

ci-après dénommée « **l'ASBL** »

Il a été convenu ce qui suit :

#### PREAMBULE ET OBJET DE LA CONVENTION

L'ASBL, qui compte parmi ses membres fondateurs la Ville de Tournai et le Centre public d'Action sociale (C.P.A.S.), a pour objet la préformation et l'insertion socioprofessionnelle de personnes peu qualifiées et en difficulté.

L'activité de l'ASBL s'inscrit dans le cadre du Décret de la Région wallonne du 1<sup>er</sup> avril 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des organismes d'insertion socioprofessionnelle et des entreprises de formation par le travail.

Le Logis Tournaisien dispose d'un important potentiel de biens immobiliers à rénover susceptibles de servir de chantiers didactiques pour des stagiaires de l'ASBL dans le cadre de stages d'acculturation et/ou pratiques non rémunérés.

Par délibération du Conseil communal du 31 janvier 2005, une convention de partenariat entre la Ville et l'ASBL a été établie en vue de soutenir la réalisation de l'objet social de l'ASBL. Dans le cadre de ce partenariat, la Ville et l'ASBL ont conclu le 8 juillet 2008 une convention par laquelle la Ville s'engageait à accueillir sur ses propres chantiers des stagiaires dans le cadre de stages d'acculturation et/ou pratiques non rémunérés.

En vue de répondre aux besoins de lieux de stage dans le chef de l'ASBL, le Logis Tournaisien est prêt à accueillir sur ses chantiers des stagiaires de l'ASBL.

L'objet de la présente convention est de définir les nouvelles obligations et droits entre les partenaires précités et ce, dans le respect des recommandations de la Commission d'Agrément de la Région wallonne, notifiées le 18 avril 2008 par le Ministre de Tutelle de la formation professionnelle en Région wallonne.

En conséquence de quoi, les parties ont convenu ce qui suit :



## ARTICLE 1<sup>ER</sup> : OBLIGATION DU LOGIS

Le Logis s'engage à accueillir, sur ses chantiers de rénovation de biens immobiliers, des stagiaires de l'ASBL et ce, dans le cadre de stages d'acculturation et/ou pratiques non rémunérés.

Les stagiaires exerceront leur stage dans le cadre de conventions conformes à la réglementation Organisme d'Insertion socioprofessionnelle (OISP) et Formation régionale de l'Emploi (FOREM) et dont des modèles sont joints en annexe.

Le choix des chantiers qui accueilleront lesdits stagiaires relève de la compétence exclusive du Logis et se portera sur ceux localisés à Tournai centre ou dans sa périphérie immédiate ainsi que dans les endroits régulièrement desservis par les services de transports en commun et facilement accessibles.

La responsabilité du suivi technique desdits chantiers ainsi que leur approvisionnement en matériaux sont assurés par le Logis.

## ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS ET OBLIGATIONS DE L'ASBL

Dans le respect du Décret du 1<sup>er</sup> avril 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des organismes d'insertion socioprofessionnelle et des entreprises de formation par le travail et de ses arrêtés d'exécution, l'ASBL affectera gratuitement des stagiaires aux chantiers désignés conformément à l'article 1<sup>er</sup>. L'asbl assumera l'accompagnement pédagogique du projet en veillant tout particulièrement à l'encadrement desdits stagiaires sur le plan psychosocial et professionnel. A cet effet, les stagiaires bénéficieront d'une préformation technique et théorique au sein des ateliers didactiques ainsi qu'une formation générale, une remise à niveau, un accompagnement, un suivi psycho-social et une évaluation.

L'ASBL s'engage à transmettre chaque année à la Ville le rapport d'activités, les bilan et comptes de résultats ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière.

L'ASBL participera aux réunions du Comité d'Accompagnement auxquelles la Ville la conviera.

L'ASBL vérifie que soient correctement couverts par une assurance ad hoc la responsabilité civile des stagiaires et du personnel encadrant, ainsi que les accidents corporels pouvant survenir aux stagiaires et personnes d'encadrement de l'ASBL dans le cadre des stages prévus par la présente convention. Le cas échéant, l'ASBL s'engage à souscrire, à ses frais, la ou les assurances à cet effet.

## ARTICLE 3 : OBLIGATIONS ET ENGAGEMENTS DE LA VILLE

Dans la mesure de ses disponibilités, la Ville affecte un tuteur référent chargé de l'encadrement technique du stagiaire et de son évaluation dans le cadre des stages visés à l'article 1<sup>er</sup>. Le tuteur référent veillera également à contrôler la présence du stagiaire et au respect dans son chef des règles de sécurité.

Le tuteur référent travaillera en étroite collaboration avec le responsable pédagogique de l'ASBL.

Dans la mesure de ses disponibilités, la Ville veillera également à mettre à disposition de l'asbl, à concurrence d'un minimum de deux équivalents temps plein, des travailleurs qualifiés, attachés spécifiquement au projet « Tremplin 2000 » agréé sous la référence AGR/OISP\_097, pour la mise en œuvre de la formation technique et théorique au sein des ateliers didactiques de l'asbl. La Ville veillera à ce que les travailleurs précités disposent d'une expérience professionnelle et des qualités pédagogiques requises.

Ils exerceront la fonction de formateur sous l'encadrement pédagogique conjoint du président de l'ASBL et du directeur de l'ASBL, responsable pédagogique de l'OISP.

#### ARTICLE 4 : DUREE-RESILIATION

La présente convention sort ses effets à la date de sa signature et porte sur les exercices 2013 et 2014. Elle sera reconduite tacitement le 1<sup>er</sup> de chaque exercice ultérieur, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties au plus tard trois mois avant l'expiration de l'exercice en cours.

La Ville ou le Logis pourront cependant y mettre fin anticipativement en cas de manquements répétés dans le chef de l'ASBL à l'une de ses obligations telles que décrétées ci-avant.

Fait à Tournai en triple exemplaire, le .....".

#### 8. ASBL Cercle de Natation de Tournai, Ville de Tournai. Club house du site Aqua Tournai. Convention de concession de gestion. Ratification.

Madame la Première Echevine **MC.MARGHEM** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Le club house de l'Orient est une cafétéria-terrasse située sur le site de l'Orient en bordure du plan d'eau de la Carrière. Ce site dénommé « Aqua Tournai » regroupe la piscine communale de l'Orient, le camping communal, une aire de jeux, un étang de concours de pêche, un site nature géré par le Cercle des naturalistes de Belgique et une activité d'accrobranche.

Ce site a pour vocation d'être un service public de loisirs accessible à tous dans un cadre environnemental exceptionnel.

Le club house est un outil majeur pour le site de l'Orient. Il vient compléter l'offre faite sur le site aux citoyens et ce, en harmonie avec ce lieu à intérêt environnemental, touristique et ludique.

L'agent communal chargé d'exploiter le club house de l'Orient étant en arrêt de travail pendant la période estivale, le Collège communal est intervenu en urgence afin de continuer à garantir au public un service de qualité.

Les candidats intéressés par la reprise de l'exploitation du club house de l'Orient dans le cadre d'un contrat de concession de service conclue pour une durée déterminée, du 1<sup>er</sup> juillet au 30 septembre 2013, étaient :

- l'ASBL Royal Cercle de Natation de Tournai représentée par Mme CAUDRELIER et M. DROULEZ
- la SPRL le Quai 34 représentée par M. DELNESTE et M. DEGRES.

Les candidatures étaient similaires puisque la SPRL le Quai 34 et l'ASBL Royal Cercle de Natation de Tournai proposaient toutes deux une redevance fixe mensuelle de 400,00 € charges comprises à laquelle s'ajoutait une partie variable établie à 0,20 € sur les ventes de boissons ainsi qu'une rétribution sur les snacks, glaces, petite restauration et autres articles vendus.

Le choix s'est porté sur le Cercle de Natation de Tournai, qui est une association sans but lucratif subsidiée par la Ville. Cette concession temporaire de gestion pouvant être assimilée à un financement alternatif dans le cadre des objectifs sportifs du club.

Nous vous invitons à ratifier les termes de la convention de concession de gestion du club house de l'Orient établie entre le C.N.T. et la Ville."

Madame la Conseillère communale **C.LADAVID**, de visite sur place cet été, estime que la gestion par un club sportif s'inscrit dans une bonne dynamique. Et de s'inquiéter de l'évaluation prévue et des perspectives d'avenir de ce mode de gestion pour le Club House, autant que pour les autres halls sportifs.

Monsieur le **Président** de l'Assemblée rappelle que la période probatoire se termine le 30 septembre 2013. Quoi qu'il advienne, il faudra lancer un marché public comme précisé par le Service Juridique.

Monsieur le Conseiller communal **J-M.VANDENBERGHE** estime que ce mode de gestion d'un Club House est une bonne solution, également pour les clubs sportifs et ce, à l'image de la gestion du bar du Hall des Sports de la CET par l'Estudiantes.

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

#### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Considérant que le club house de l'Orient est une cafétéria-terrasse située sur le site de l'Orient en bordure du plan d'eau de la Carrière et que ce site dénommé « Aqua Tournai » regroupe la piscine communale de l'Orient, le camping communal, une aire de jeux, un étang de concours de pêche, un site nature géré par le Cercle des naturalistes de Belgique et une activité d'accrobranche;

Considérant que ce site a pour vocation d'être un service public de loisirs accessible à tous dans un cadre environnemental exceptionnel;

Considérant que le club house est un outil majeur pour le site de l'Orient et que cet outil vient compléter l'offre faite sur le site aux citoyens et ce, en harmonie avec ce lieu à intérêt environnemental, touristique et ludique;

Considérant que l'agent communal chargé d'exploiter le club house de l'Orient a vu son arrêt de travail prolongé pendant la période estivale et que le Collège communal est intervenu en urgence afin de continuer à garantir au public un service de qualité;

Considérant l'article L1222-3 alinéa 3 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation stipulant qu'en cas d'urgence impérieuse résultant d'événements imprévisibles, le Collège communal peut d'initiative exercer les pouvoirs du Conseil communal visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>;

Vu l'article 1712 du Code civil lequel stipule que « les baux des biens nationaux, des biens des communes et des établissements publics, sont soumis à des règlements particuliers »;

Considérant que les candidats intéressés par la reprise de l'exploitation du club house de l'Orient dans le cadre d'un contrat de concession de service conclu pour une durée déterminée, du 1<sup>er</sup> juillet 2013 au 30 septembre 2013, étaient :

- l'ASBL Royal Cercle de Natation Tournai représentée par Mme CAUDRELIER et M. DROULEZ
- la SPRL le Quai 34 représentée par M. DELNESTE Alexandre et M. DEGRES;

Considérant que les candidatures étaient similaires puisque la SPRL le Quai 34 et l'ASBL Royal Cercle de Natation de Tournai proposaient toutes deux une redevance fixe mensuelle de 400,00 € charges comprises, à laquelle s'ajoutait une partie variable établie à 0,20 € sur les ventes de boissons ainsi qu'une rétribution sur les snacks, glaces, petite restauration et autres articles vendus;

Considérant que le choix s'est porté sur le Cercle de Natation de Tournai qui est une association sans but lucratif subsidiée par la Ville;

Considérant que cette concession temporaire de gestion peut être assimilée à un financement alternatif dans le cadre des objectifs sportifs du club;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

#### **DECIDE :**

de ratifier les termes de la convention conclue entre l'ASBL Royal Cercle de Natation de Tournai (CNT) et la Ville de Tournai relative à l'exploitation du club house de l'Orient du 1<sup>er</sup> juillet au 30 septembre 2013 :

" Entre les soussignés :

La Ville de Tournai, domiciliée à 7500 Tournai, rue Saint-Martin, 52, représentée par son Collège communal au nom duquel agissent M. Paul-Olivier DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale, et M. Didier COUPEZ, Secrétaire communal, en exécution de la délibération du 28 juin 2013.  
ci-après dénommée « **la Ville** »,

**Et :**

L'ASBL Royal Cercle de Natation de Tournai dont le siège social est établi à la rue de Formanoir, 56 bis à 7520 Templeuve, et pour laquelle intervient M. DROULEZ Damien.  
ci-après dénommée « **le concessionnaire** »,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

#### Préambule :

Le club house de l'Orient est une cafétéria-terrasse située sur le site de l'Orient en bordure du plan d'eau de la Carrière. Ce site dénommé « Aqua Tournai » est propriété de la Ville de Tournai et regroupe la piscine communale de l'Orient, le camping communal, une aire de jeux, un étang de concours de pêche, un site nature géré par le Cercle des naturalistes de Belgique et une activité d'accrobranche exploitée par l'Entreprise Ecopark. Ce site a pour vocation d'être un service public de loisirs accessible à tous dans un cadre environnemental exceptionnel.

Géré par la Ville, ce club house est un outil majeur pour le site de l'Orient. Cet outil vient compléter l'offre faite sur le site aux citoyens et ce, en harmonie avec ce lieu à intérêt environnemental, touristique et ludique.

L'agent communal chargé d'exploiter le club house de l'Orient était en arrêt de travail pendant la période estivale. Afin de continuer à garantir au public un service de qualité, la Ville a confié à un tiers la gestion du club house jusqu'au 30 septembre 2013, date à laquelle prend fin la période estivale.

Le concessionnaire a accepté d'assurer cette gestion temporaire selon les modalités convenues ci après :

Vu l'article 1712 du Code civil, lequel stipule que « les baux des biens nationaux, des biens des communes et des établissements publics, sont soumis à des règlements particuliers. ».

Au sens de la présente convention, il y a lieu d'entendre par chef de Service, le gestionnaire des piscines communales, M. Jawad LAWRIZY. En cas d'absence, celui-ci sera remplacé par le chef de Service administratif, M. Yves DEBRABANDERE, ou toute autre personne dûment désignée à cet effet par décision du Collège communal.

### **Article 1<sup>er</sup> : objet de la convention**

#### **A. Description du bien mis en gestion**

La Ville concède au concessionnaire la gestion du club house de l'Orient, cafétéria-terrasse située sur le site de l'Orient, rue de l'Orient à Tournai, pour la période fixée par l'article 4 de la présente convention.

Ce lieu ainsi que l'état du matériel sont parfaitement connus du concessionnaire.

#### **B. Etat des lieux**

Un état des lieux est établi contradictoirement en présence du représentant de la Ville et du concessionnaire avant la première occupation du bien visé à l'article 1<sup>er</sup> de la présente convention.

#### **C. Acte faisant partie intégrante de la convention**

Le concessionnaire s'oblige à respecter le règlement de police en vigueur sur le site.

### **Article 2 : destination du bien mis en gestion**

La gestion du bien immobilier est concédée aux fins exclusives suivantes :

- cafétéria-terrasse proposant boissons, snacks, glaces et petite restauration
- la vente au nom et pour le compte de la Ville de Tournai des tickets donnant accès aux pédalos présents sur le plan d'eau de la carrière de l'Orient.

Toute autre destination est interdite sauf accord préalable et écrit de la Ville.

### **Article 3 : modalités d'exploitation**

Le concessionnaire s'engage à gérer le bien visé à l'article 1<sup>er</sup> dans le strict respect des lois en vigueur et de manière à offrir des prestations de qualité aux clients du club house et aux usagers du site de l'Orient, tout en assurant la viabilité économique et touristique de l'infrastructure.

Le concessionnaire veillera à ce que ces modalités d'exploitation s'intègrent à celles du site de l'Orient. Il s'interdira et interdira, en conséquence, toute activité, tout comportement ou toute ambiance musicale de nature à perturber la bonne gestion du site comme pôle touristique, ludique et environnemental.

La Ville et le prestataire s'engagent à collaborer positivement en vue d'atteindre l'objectif précité et à œuvrer en ce sens sur les bases suivantes :

- le concessionnaire a l'exclusivité des fournitures et de la vente en boissons, snacks, glaces et petite restauration. Il pourra toutefois être dérogé ponctuellement au droit d'exclusivité

sur décision du Collège communal, à l'occasion d'une activité organisée sur le site par la Ville ou avec son autorisation.

- le concessionnaire s'engage à transmettre à la Ville, à la fin de chaque mois, le chiffre d'affaires de l'exploitation et le détail des ventes, pièces justificatives à l'appui, et à répondre à toute demande d'information de la Ville à ce sujet.
- la Ville confie l'exploitation et la surveillance des pédalos à un agent titulaire du brevet supérieur de sauvetage aquatique et recyclé annuellement. Dans ce cadre-là, l'intervention du concessionnaire se limite à percevoir, sans prise de bénéfice, le prix des tickets d'accès aux pédalos au montant fixé par la Ville.

A la première demande du chef de Service et au moins une fois par semaine, l'intégralité des recettes provenant de la vente des tickets d'accès aux pédalos sera remise au chef de Service en vue de leur enregistrement dans la caisse communale. A cette occasion, le concessionnaire veillera à se faire remettre un reçu signé de la main du chef de Service mentionnant le montant de la somme remise.

- Le concessionnaire s'engage à mettre en place du personnel qualifié en suffisance, et ce afin de garantir les objectifs d'exploitation explicités dans la présente convention, dans le respect de la législation sur le travail.

#### **Article 4 : durée de la convention**

La présente concession est conclue pour une durée déterminée. Elle prend cours le 1<sup>er</sup> juillet 2013, prend fin le 30 septembre 2013 et n'est pas reconductible tacitement.

#### **Article 5 : horaires d'ouverture**

Le concessionnaire s'engage à assurer l'exploitation de la cafétéria visée à l'article 1<sup>er</sup> de la présente convention les mercredis, samedi, dimanche et jours fériés.

Les autres jours, le concessionnaire n'est tenu d'ouvrir la cafétéria au public que si la météo est favorable.

Les horaires d'ouverture sont fixés de 11 à 20 heures. Ceux-ci peuvent être revus d'un commun accord en fonction de la météo.

La Ville et le concessionnaire conviennent cependant que cette « flexibilité » ne peut s'apparenter à de l'inconstance et qu'en conséquence une certaine « régularité » doit être respectée de manière à ce que les horaires d'ouverture restent prévisibles pour la clientèle. Les fermetures devront être communiquées préalablement par contact téléphonique au chef de Service ou, en son absence, à son équipe administrative.

#### **Article 6 : redevance, participation au chiffre d'affaires et charges**

##### **A. Redevance et participation au chiffre d'affaires**

La présente concession est consentie et acceptée moyennant le paiement d'une redevance mensuelle calculée comme suit :

un fixe mensuel de 400,00 € charges comprises auquel s'ajoute une partie variable établie par produits vendus dans le mois concerné.

Le concessionnaire s'engage à verser sur le compte de la Ville la redevance calculée comme il est précisé ci-dessus à la fin de chaque mois et à communiquer au plus tard dans les 8 jours qui suivent son chiffre d'affaires avec toutes les pièces justificatives à l'appui. A défaut de paiement pour le quinze de chaque mois au plus tard, des intérêts de retard calculés au taux légal commercial seront dus de plein droit et sans mise en demeure.

## **B. Charges**

Les charges liées aux consommations énergétiques sont comprises dans le montant de la redevance fixé à l'article 6 A. de la présente convention.

Une ligne téléphonique (n° 069/23.57.40) et un abonnement à un opérateur sont mis à disposition du concessionnaire. Ceux-ci doivent impérativement rester en permanence opérationnels d'une part, pour le bon fonctionnement de la centrale de détection intrusion et de son module de communication et, d'autre part, pour pouvoir disposer sur le site d'une ligne téléphonique pour les urgences.

Les appels téléphoniques sortants seront refacturés au concessionnaire sur base des factures de l'opérateur actuel. Le concessionnaire s'engage à rembourser à la Ville le coût des appels sortants dans les 15 jours de la réception de la facture. A défaut de paiement dans un délai de quinze jours, des intérêts de retard calculés au taux légal commercial seront dus de plein droit et sans mise en demeure.

## **Article 7 : propreté, hygiène, entretien et réparations**

### **A. Propreté**

Le concessionnaire fera en sorte que le club house, en ce compris le mobilier et les vitres, soient à tout moment dans un état de propreté impeccable.

Le concessionnaire devra permettre en tout temps à la Ville de visiter les locaux accessibles au public ainsi que les locaux de préparation et de conservation des boissons et aliments pour y constater l'état d'entretien, de propreté et de gestion.

### **B. Hygiène**

Le concessionnaire s'engage à ce que toutes les règles d'hygiène ainsi que les dispositions légales et réglementaires relatives aux conditions d'exploitation des débits de boissons et de mise en vente d'aliments préparés sur place soient respectées strictement en tout temps [normes Agence fédérale de Sécurité de la Chaîne alimentaire (AFSCA)].

### **C. Entretien et réparation**

Le concessionnaire s'engage à gérer le lieu concédé en bon père de famille et à le tenir en bon état de réparation locative et d'entretien de toute nature ainsi qu'en parfait état de propreté.

Il s'engage à exploiter la cafétéria de manière raisonnée, notamment en matière de consommations d'eau et de dépenses énergétiques.

La Ville s'engage à prendre les mesures nécessaires au bon fonctionnement de la centrale détection intrusion et des chambre froide, chaudière et frigo-bars du club house de l'Orient.

## **Article 8 : modifications et améliorations apportées au bien**

Tous travaux, embellissements, améliorations, transformations du bien mis à disposition ne pourront être effectués qu'avec l'accord écrit de la Ville.

Sauf convention contraire à intervenir lors de la délivrance écrite de cet accord, ils seront acquis sans indemnité à la Ville qui conservera toutefois la faculté d'exiger le rétablissement des lieux dans leur pristin état.

### **Article 9 : responsabilité**

Le concessionnaire exploitera les locaux visés à l'article 1<sup>er</sup> sous sa responsabilité exclusive et à ses risques et périls et garantit la Ville contre toute action initiée par un tiers qui trouverait son origine dans l'exploitation visée par la présente.

Il est responsable des dégradations éventuelles occasionnées aux locaux et matériels.

La responsabilité de la Ville ne pourra jamais être recherchée en raison de son titre de propriété ou de la surveillance qu'elle entend exercer quant à l'entretien des lieux occupés, du chef de tout accident ou de tout dommage qui pourrait se produire soit dans le chef du concessionnaire soit dans le chef de tiers.

### **Article 10 : assurances**

Le concessionnaire assurera sa responsabilité découlant de ce qui résulte de l'article 9.

Il devra pouvoir justifier du paiement des primes en présentant les contrats et quittances aux services compétents de la Ville.

### **Article 11 : établissement de l'état des lieux de sortie et constatation des dommages locatifs éventuels**

Au plus tard le dernier jour ouvrable avant l'expiration de la présente convention, il sera procédé à un «état des lieux de sortie» sans indication de l'estimation des éventuels frais de remise en état.

L'estimation détaillée des dommages éventuels est ensuite dressée de commun accord entre toutes les parties intéressées sur base de l'état des lieux d'entrée et de sortie, des éventuels états des lieux intermédiaires et en tenant compte de la vétusté, de l'usure normale et des cas de force majeure qui auraient pu se produire. Cette estimation donnera lieu à l'établissement d'un « procès-verbal d'estimation des dommages locatifs », indiquant le montant des dégâts, T.V.A. comprise et le temps nécessaire pour la remise en état des locaux.

Le montant des dégâts figurant au «procès-verbal d'estimation des dommages locatifs» est à charge du prestataire.

### **Article 12 : cession et sous-location**

Sans autorisation préalable et écrite de la Ville, le concessionnaire n'est pas autorisé à céder, en tout ou en partie, les droits résultant de la présente convention ou à sous-louer le bien, en tout ou en partie.

### **Article 13 : litige**

Tout litige relatif à la validité, à l'interprétation, à l'exécution du présent contrat sera tranché par les tribunaux de l'arrondissement judiciaire de Tournai.



#### **Article 14 : protection des tendances idéologiques et philosophiques**

Conformément à l'article 4 de la Loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques, le prestataire s'abstiendra de quelque forme que ce soit de discrimination, d'exclusion, de restriction ou de préférence pour des motifs idéologiques ou philosophiques ayant pour effet d'annihiler ou de compromettre l'exercice des droits et libertés, l'agrégation ou le bénéfice de l'application des Lois, Décrets et Règlements.

Condition suspensive :

la présente convention est signée par le concédant sous la condition suspensive de l'accord du Conseil communal sur les termes et conditions y stipulés.

Fait à Tournai en deux exemplaires le .....

(Signatures précédées de la mention olographe "Lu et approuvé", et cachet commune/club).".

#### **9. ASBL Contrat de rivière Escaut-Lys. Protocole d'accord 2014-2016 et participation financière. Approbation.**

Madame la Première Echevine **MC.MARGHEM** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

La directive-cadre sur l'eau 2000/60/CE du Parlement européen établit un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau et impose, notamment, la mise en œuvre d'un plan de gestion de l'eau par bassin hydrographique.

Le décret relatif au livre II du Code de l'environnement constituant le Code de l'eau attribue aux contrats de rivière, en leur article D32, des missions d'information, de sensibilisation et de concertation ainsi que des missions techniques précises.

L'Arrêté du Gouvernement wallon du 13 novembre 2008 modifie le Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau relatif aux contrats de rivière (Moniteur belge du 22 décembre 2008).

Le contrat de rivière, protocole d'accord entre l'ensemble des acteurs publics et privés, est un outil permettant de concilier les multiples fonctions et usages des cours d'eau, de leurs abords et des ressources en eau du bassin.

Le territoire communal est situé à 92,84 % dans le sous-bassin hydrographique de l'Escaut-Lys.

La première phase de l'élaboration du contrat a consisté à réaliser un état des lieux du bassin (relevé des points noirs) et à rédiger une charte consensuelle ou protocole d'accord dont le contenu doit servir de base au contrat de rivière.

En sa séance du 29 juin 2009, vous avez approuvé l'adhésion de la Ville à l'ASBL Contrat de rivière Escaut-Lys et sa participation au financement de celle-ci pour un montant calculé au moyen d'un ratio population/superficie du territoire couvert par le contrat de rivière.

Le montant de la cotisation de la Ville de Tournai s'élevait à 11.647,06 € pour l'année 2013.

Ce montant a été porté à 12.078,54 € par an après révision et conformément à l'Arrêté du Gouvernement du 13 novembre 2008. Les crédits nécessaires à la dépense sont inscrits sous l'article 482/332-01 du budget extraordinaire 2013

Un nouveau protocole d'accord a été établi pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2014 au 31 décembre 2016, qui présente les engagements et les projets proposés par les membres de l'ASBL en vue :

- d'améliorer la gestion des milieux aquatiques et la gestion des ressources en eau
- de répondre aux objectifs de la directive cadre européenne sur l'eau
- de répondre aux objectifs plus locaux du contrat de rivière.

Le document a été réalisé sur base de l'inventaire des terrains et des données reprises dans le plan de gestion par bassin hydrographique de l'Escaut en Région wallonne et s'articule comme suit :

- une présentation des contrats de rivière et en particulier du contrat de rivière Escaut-Lys
- une présentation succincte du territoire rappelant, notamment, les différents usages locaux des cours d'eau et de leurs abords, ainsi que les pressions liées à ces derniers
- un rappel des différents éléments de valeur liés aux milieux aquatiques et à leur environnement dans le sous-bassin Escaut-Lys
- une présentation des objectifs et des domaines d'activités sur lesquels porte le programme d'actions
- le détail du programme d'actions adopté en concertation avec le comité de rivière. Ce dernier point reprend les projets des acteurs locaux et gestionnaires qui peuvent avoir un impact direct ou indirect sur l'eau, les projets qu'ils proposent pour répondre aux objectifs du CREL, de la directive-cadre européenne sur l'eau et des projets issus des groupes de travail.

Il appartient à votre Assemblée d'approuver le protocole d'accord 2014-2016 et la participation financière de la Ville qui s'élève à 12.078,54 € par an, du 1<sup>er</sup> janvier 2014 au 31 décembre 2016."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu la directive-cadre sur l'eau 2000/60/CE du Parlement européen établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau et imposant, notamment, la mise en œuvre d'un Plan de gestion de l'eau par bassin hydrographique;

Vu le Décret relatif au livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau qui attribue aux contrats de rivière, en leur article D32, des missions d'information, de sensibilisation et de concertation, ainsi que des missions techniques précises;

Vu l'Arrêté du Gouvernement wallon du 13 novembre 2008 modifiant le Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau relatif aux contrats de rivière (Moniteur Belge du 22 décembre 2008);

Considérant que le contrat de rivière, protocole d'accord entre l'ensemble des acteurs publics et privés, est un outil permettant de concilier les multiples fonctions et usages des cours d'eau, de leurs abords et des ressources en eau du bassin;

Considérant que 92,84 % du territoire communal est situé dans le sous-bassin hydrographique de l'Escaut-Lys;

Considérant que la première phase de l'élaboration de ce contrat a consisté à réaliser un état des lieux du bassin (relevé des points noirs) et à rédiger une charte consensuelle ou protocole d'accord, dont le contenu servira de base au contrat de rivière;

Vu sa délibération du 29 juin 2009 approuvant l'adhésion de la Ville à l'ASBL contrat de rivière Escaut-Lys et sa participation au financement de celle-ci pour un montant calculé au moyen d'un ratio population/superficie du territoire couvert par le contrat de rivière;

Considérant que le montant de la cotisation de la Ville de Tournai s'élevait à 11.647,06 € pour l'année 2013;

Considérant que ce montant a été porté à 12.078,54 € par an après révision et conformément à l'Arrêté du Gouvernement du 13 novembre 2008 et que les crédits nécessaires à la dépense sont inscrits sous l'article 482/332-01 du budget extraordinaire 2013;

Vu les termes du nouveau protocole d'accord pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2014 au 31 décembre 2016;

Considérant que ce protocole d'accord présente les engagements et les projets proposés par les membres de l'ASBL en vue :

- d'améliorer la gestion des milieux aquatiques et la gestion des ressources en eau
- de répondre aux objectifs de la directive cadre européenne sur l'eau
- de répondre aux objectifs plus locaux du contrat de rivière;

Considérant que le document a été réalisé sur base de l'inventaire de terrains et des données reprises dans le plan de gestion par bassin hydrographique de l'Escaut en Région wallonne et qu'il s'articule comme suit :

- une présentation des contrats de rivière et en particulier du contrat de rivière Escaut-Lys
- une présentation succincte du territoire rappelant, notamment, les différents usages locaux des cours d'eau et de leurs abords, ainsi que les pressions liées à ces derniers
- un rappel des différents éléments de valeur liés aux milieux aquatiques et à leur environnement dans le sous-bassin Escaut-Lys
- une présentation des objectifs et des domaines d'activités sur lesquels porte le programme d'actions
- le détail du programme d'actions adopté en concertation avec le comité de rivière.

Ce dernier point reprend les projets des acteurs locaux et gestionnaires qui peuvent avoir un impact direct ou indirect sur l'eau, les projets qu'ils proposent pour répondre aux objectifs du CREL, de la directive-cadre européenne sur l'eau et des projets issus des groupes de travail;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

#### DECIDE :

- **d'approuver** le protocole d'accord 2014-2016 pour le contrat de rivière Escaut-Lys reprenant l'état des lieux réalisé par l'ASBL et les actions proposées pour répondre aux objectifs de la directive-cadre européenne sur l'eau et du contrat de rivière;
- **de participer** au fonctionnement du contrat de rivière Escaut-Lys sur la période du nouveau protocole d'accord (1<sup>er</sup> janvier 2014 au 31 décembre 2016) pour un montant de 12.078,54 €

par an, calculé au moyen d'un ratio population/superficie du territoire couvert par le contrat de rivière.

10. ASBL Taxistop. Service de covoiturage « Carpoolplaza ». Contrat d'adhésion au portail à destination des communes. Approbation.

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale **P-O.DELANNOIS** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Nous souhaitons promouvoir le covoiturage au sein de l'Administration communale de Tournai.

Pour ce faire, il existe un service clé sur porte actuellement gratuit appelé « Carpoolplaza », géré par l'ASBL Taxistop, et permettant d'accéder à un portail Internet local de covoiturage.

L'avantage d'un portail local est d'avoir une visibilité immédiate des covoitureurs au départ du voisinage. Grâce à une carte interactive, il est possible de voir très rapidement que plusieurs personnes désirent partager la route. Une fois enregistré, il suffit au nouveau covoitureur de cliquer sur la carte pour avoir accès aux coordonnées des autres covoitureurs et ensuite d'arranger un trajet commun.

Nous vous proposons, dès lors, d'approuver le contrat d'accord d'adhésion à ce portail."

Le Conseil communal, l'unanimité, prend la délibération suivante :

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu la décision du Collège communal du 28 juin 2013 encourageant les agents de l'Administration communale à pratiquer le covoiturage au départ du parking de l'Esplanade de l'Europe ou de leur domicile;

Considérant qu'il existe un service clé sur porte actuellement gratuit appelé « Carpoolpaza », géré par l'ASBL TAXISTOP et permettant d'accéder à un portail internet local de covoiturage;

Considérant que l'avantage d'un portail local est d'avoir une visibilité immédiate des covoitureurs au départ du voisinage;

Considérant que grâce à une carte interactive, il est possible dès lors possible de voir très rapidement que plusieurs personnes désirent partager la route et, une fois enregistré, il suffit au nouveau covoitureur de cliquer sur la carte pour avoir accès aux coordonnées des autres covoitureurs afin d'arranger un trajet commun;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

**DECIDE :**

d'approuver le contrat d'adhésion au portail à destination les communes « Carpoolplaza », dont les termes suivent :

## ACCORD ENTRE LA COMMUNE DE TOURNAI ET TAXISTOP ASBL

" Entre d'une part

L'ASBL TAXISTOP francophone, avenue du Douaire, 6 à 1340 Ottignies [dans le cadre d'une mission confiée par la Région wallonne, Service Public de Wallonie - Direction générale opérationnelle 2 (DG02) Direction opérationnelle Mobilité et Voies hydrauliques – Direction de la Planification de la Mobilité),  
appelée ensuite "Taxistop",  
représentée par M. David VAN KESTEREN, directeur général,

et, d'autre part,

la Commune de Tournai, 52, rue Saint-Martin à 7500 Tournai  
représentée par M. Paul-Olivier DELANNOIS, Echevin Délégué à la fonction maïorale, et  
M. Didier COUPEZ, Secrétaire communal

Il est convenu ce qui suit :

### **1. Les obligations de Taxistop**

L'accord concerne l'accès à Carpoolplaza.

- 1.1. Taxistop accorde à la commune l'accès on-line à Carpoolplaza. Moyennant un accès à Internet, la nouvelle version du logiciel d'appariement Smartpool® permet aux citoyens de s'inscrire, de rechercher et d'imprimer eux-mêmes les coordonnées des partenaires potentiels on-line sans restriction.
- 1.2. Taxistop soutient la commune au niveau de la réalisation et du choix d'actions d'incitation appropriées destinées à stimuler le covoiturage parmi les citoyens. A cet effet, Taxistop est disponible pour répondre à toute question de la commune. En outre, un service d'assistance téléphonique auquel elle peut adresser toutes sortes de questions pratiques est mis sur pied (accessible tous les jours ouvrables entre 9 heures 30 et 17 heures).

### **2. Les obligations de la commune**

En échange de la mise à disposition du service proposé, la commune est chargée :

- 2.1. Deux fois par an, de faire la promotion du service de covoiturage Carpoolplaza (et en option d'un autre service de Taxistop repris ci-dessous) via son bulletin communal ou son site internet et d'en faire copie à Taxistop :

- La Centrale des Moins Mobiles
- Le Holidaysitting
- L'Echange de maisons
- Le service Schoolpool - le covoiturage vers l'école
- Le service de Bed & Breakfast / Location
- Eurostop - le covoiturage vers/de l'étranger

### **3. Durée de validité de l'accord**

La validité de l'accord commence à la date de la signature de celui-ci (la date de contrat) et est en vigueur pendant une période de 1 an. Il est prolongé par reconduction tacite, sauf s'il est révoqué comme décrit sous point 4.

### **4. Préavis**

L'accord peut être révoqué annuellement par les deux parties (à partir de la deuxième année) par e-mail à la partie adverse, au moins 2 mois avant la date anniversaire du contrat.

### **5. Coûts**

Les frais d'abonnement sont calculés sur une base forfaitaire de 200,00 € hors TVA par année. Cependant, suivant la politique actuelle de la Wallonie et grâce aux subsides qui nous sont accordés, ceux-ci ne seront pas facturés. En cas de changement, Taxistop s'engage à informer les communes minimum trois mois à l'avance via le site internet [www.carpoolplaza.be](http://www.carpoolplaza.be) et par e-mail.

### **6. Données de la commune**

Commune de : Tournai

Nom de la (des) personne(s) de contact dans la commune : Christine BERNARD et Donat DE GRAEVE, conseillers en mobilité

Adresse e-mail : [mobilite@tournai.be](mailto:mobilite@tournai.be)

Téléphone : 069 / 332.238-423

Zones postales de la commune à intégrer dans Carpoolplaza pour la recherche de partenaires :

7500-7501-7502-7503-7504-750-7520-7521-7522-7530-7531-7532-7533-7534-7536-7538-7540-7542-7543-7548-7600-7601-7602-7603-7604-7611-7618-7620-7621-7622-7623-7624-7640-7641-7642-7643-7700-7711-7712-7730-7740-7742-7743-7750-7760-7780-7781-7782-7783-7784-7800-7801-7802-7803-7804-7810-7811-7812-7822-7823-7830-7850-7860-7861-7863-7864-7866-7870-7880-7890-7900-7903-7904-7906-7910-7911-7912-7940-7941-7942-7943-7950-7971-7972-7973.

### **7. La confidentialité des données.**

Taxistop s'engage à traiter toute information introduite dans son fichier comme confidentielle et à ne pas la communiquer à un tiers sans un accord des personnes concernées. Ainsi, pour les données individuelles introduites dans Carpoolplaza, chaque citoyen a donné son accord formel pour que ses données soient transmises à un tiers, pour autant que cette transmission des données se limite au cadre habituel d'un service de covoiturage, à savoir la mise en adéquation de l'offre et de la demande.

### **8. Contestations.**

Les deux parties s'engagent à exécuter l'accord de bonne foi et à chercher un arrangement à l'amiable en cas de contestation. Tout différend surgissant entre les deux parties dans le cadre de cet accord et qui ne peut être réglé à l'amiable sera porté devant le tribunal compétent à Bruxelles."

11. Kain. Site de Tournai Expo. Exploitation d'une nouvelle station relais de télécommunication. Contrat de bail. Approbation.

Madame la Première Echevine **MC.MARGHEM** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

En séance du 1<sup>er</sup> juillet 1996, vous avez approuvé les termes du bail relatif à l'exploitation d'une station relais de radiocommunication sur le site de Tournai Expo, sise rue du Follet, 30 à 7540 Kain.

Pour l'année 2012, le loyer pour l'exploitation de la station relais de radiocommunication, avec un seul opérateur, s'élevait à 2.512,02 €.

L'opérateur a proposé de :

- remplacer le pylône actuel par un nouveau pylône qu'il partagerait avec deux autres opérateurs;
- conclure une nouvelle convention, dont les modalités sont les suivantes (mêmes modalités que la convention actuelle) :
  - \*aux termes de l'article 5 du nouveau projet de bail susmentionné, le loyer annuel indexé est fixé à 2.500,00 € par opérateur;
  - \*le nouveau contrat de bail est consenti à titre précaire pour une durée indéterminée et est révocable en tout temps par chacune des parties moyennant un préavis de 6 mois adressé par lettre recommandée;
  - \*le preneur s'engage aux termes de l'article 6 à garantir la Ville contre toute action en dommages et intérêts intentée par quiconque qui s'estimerait lésé par l'installation et le fonctionnement de la station relais.
  - \*à l'issue du bail, la propriété des ouvrages que le preneur aura effectués ou fait effectuer, en ce compris ceux visés à l'article 3 du contrat, passera gratuitement à la Ville, sauf si celle-ci préfère leur enlèvement et la remise dans son état primitif du bien donné en location et ce, aux frais et risques et périls du preneur.

En séance du 28 juin 2013, nous avons marqué notre accord de principe et approuvé, sous réserve de votre accord en séance du 16 septembre 2013, les termes du projet de bail relatif à l'exploitation d'une nouvelle station relais de radiocommunication sur le site de Tournai Expo, aux conditions suivantes :

1. réintégrer les clauses suivantes figurant dans le bail actuel :
  - définition de la notion d'ayants-droit du bailleur (préambule)
  - clause relative à l'installation par la Ville ou ses ayants droit d'installations similaires (fin de l'article 6)
  - clause relative aux intérêts (au taux de 10 %) dus en cas de retard dans le paiement du loyer annuel (article 5)
  - l'ASBL ORGA-EXPO sera signataire de la convention en qualité de partie intervenante (fin de l'article 13)

2. ajouter les clauses suivantes :
  - mettre à la charge exclusive du preneur tous les frais résultant de la convention (notamment frais d'enregistrement)
  - prévoir que le nouveau bail entrera en vigueur à la date du début des travaux relatifs à l'installation de la nouvelle station relais et abrogera le bail actuel à la même date.  
Ce qui implique que, pour le paiement du loyer, le principe suivant sera appliqué :  
pour 2013 jusqu'au début des travaux, paiement du loyer actuel (prorata temporis), et  
pour le reste de l'année, paiement du nouveau loyer (prorata temporis)
  - imposer au preneur l'obligation d'informer par écrit la Ville de la date de début des travaux
3. porter le loyer annuel indexé à 2.500,00 € par opérateur.

Nous vous invitons à approuver les termes du bail relatif à l'exploitation d'une nouvelle station relais de radiocommunication sur le site de Tournai Expo, rue du Follet 30 à 7540 Kain."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Considérant sa décision du 1<sup>er</sup> juillet 1996 d'approuver les termes du bail relatif à l'exploitation d'une station relais de radiocommunication pour les mobiles sur le site de Tournai Expo, rue du Follet, 30 à 7540 Kain;

Considérant que le loyer 2012 pour l'exploitation de la station relais de radiocommunication, avec un seul opérateur, s'élevait à 2.512,02 €;

Considérant que l'opérateur a proposé de :

- \* remplacer le pylône actuel par un nouveau pylône qu'il partagerait avec deux autres opérateurs.
- \* conclure une nouvelle convention, dont les modalités sont les suivantes :
  - aux termes de l'article 5 du nouveau projet de bail, le loyer annuel indexé est fixé à 2.500,00 € par opérateur
  - le nouveau contrat de bail est consenti à titre précaire pour une durée indéterminée et est révocable en tout temps par chacune des parties moyennant un préavis de 6 mois adressé par lettre recommandée
  - le preneur s'engage aux termes de l'article 6 à garantir la ville contre toute action en dommages et intérêts intentée par quiconque qui s'estimerait lésé par l'installation et le fonctionnement de la station relais.
  - à l'issue du bail, la propriété des ouvrages que le preneur aura effectués ou fait effectuer, en ce compris ceux visés à l'article 3 du contrat, passera gratuitement à la Ville, sauf si celle-ci préfère leur enlèvement et la remise dans son état primitif du bien donné en location et ce, aux frais, risques et périls du preneur;



Considérant la décision du Collège communal du 28 juin 2013 de marquer son accord, sous réserve de l'approbation du Conseil communal, sur les termes du projet de bail relatif à l'exploitation d'une nouvelle station relais de radiocommunication sur le site de Tournai Expo aux conditions suivantes :

1. réintégrer les clauses suivantes figurant dans le bail actuel :
  - définition de la notion d'ayants-droit du bailleur (préambule)
  - clause relative à l'installation par la Ville ou ses ayants droit d'installations similaires (fin de l'article 6)
  - clause relative aux intérêts (au taux de 10 %) dus en cas de retard dans le paiement du loyer annuel (article 5)
  - l'ASBL ORGA-EXPO et NO TELE seront signataires de la convention en qualité de partie intervenante (fin de l'article 13)
2. ajouter les clauses suivantes :
  - mettre à la charge exclusive du preneur tous les frais résultant de la convention (notamment frais d'enregistrement)
  - prévoir que le nouveau bail entrera en vigueur à la date du début des travaux relatifs à l'installation de la nouvelle station relais et abrogera le bail actuel à la même date.
  - Ce qui implique que, pour le paiement du loyer, le principe suivant sera appliqué : pour 2013 jusqu'au début des travaux, paiement du loyer actuel (prorata temporis), et pour le reste de l'année, paiement du nouveau loyer (prorata temporis)
  - imposer au preneur l'obligation d'informer par écrit la Ville de la date de début des travaux
3. porter le loyer annuel à 2.500,00 € (indexés) par opérateur;

Vu les articles L1122-20 et L1222-1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

### **DECIDE :**

d'approuver les termes du nouveau projet de bail à conclure entre la société Mobistar et la Ville relatif à l'installation, la mise en service, l'exploitation et l'entretien d'une station relais de radiocommunication équipée d'un nouveau pylône sur le site de Tournai Expo, rue du Follet 30 à 7540 Kain

Entre :

La Ville de Tournai représentée par M. Paul-Olivier DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale, et M. Didier COUPEZ, Directeur général, agissant en exécution d'une délibération du Conseil communal du 16 septembre 2013, ci-après dénommé « le bailleur »;

et

Mobistar SA, dont le siège social est établi à 1140 Bruxelles, 3 avenue du Bourget, n° d'entreprise TVA-BE 0456 810 810 RPM Bruxelles, ici représentée par Mme Nathalie GIELEN, partner management expert, ou par Mme Hélène VAN ZEEBROECK, partner management expert, ci-après dénommé « le preneur » :

IL A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIIT :

Le présent contrat a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le PRENEUR est autorisé à installer, mettre en service, exploiter et entretenir une nouvelle station relais de radiocommunication pour les mobiles, telle que décrite sur le plan figurant en annexe dans l'immeuble faisant l'objet de la présente convention.

"Par ayant droit du bailleur, il y a lieu d'entendre toute personne physique ou morale titulaire d'un droit quelconque de jouissance sur le site du hall Tournai Expo".

#### ARTICLE 1<sup>ER</sup> : OBJET

Ville de TOURNAI, 30, rue du Follet à 7540 Kain,  
Code site : 32052C1  
Type BTS station de base pour GSM et UMTS et LTE  
Nom négociateur : CASELLATO Vincent

Le contrat porte sur la mise à disposition :

- d'un local de  $\pm 15\text{m}^2$  situé dans l'emprise de l'immeuble au 1<sup>er</sup> étage et d'une surface de  $\pm 50\text{m}^2$  situé à l'extérieur du bâtiment dont l'implantation et les limites sont précisées au plan ci-annexé en vue d'y implanter des supports aériens (pylône) de 47 m de haut;
- du droit de passage pour les gaines et chemins de câble nécessaires à l'arrivée de l'énergie électrique et aux liaisons vers le réseau téléphonique commuté public ainsi que pour les câbles coaxiaux au départ du local (baies radios) vers les antennes;
- du droit d'accès des préposés, organes et autres du preneur aux emplacements pris en location.

#### ARTICLE 2 : DESTINATION DES LOCAUX PRIS EN LOCATION

Les locaux mentionnés ci-dessus sont strictement réservés à un usage technique et ne pourront être utilisés en bureau, stockage de marchandises ou réception de clientèle quelconque. Il est expressément précisé que l'usage autorisé au PRENEUR exclut l'application au bail de la loi sur les baux commerciaux.

La destination convenue est la mise en place par le PRENEUR d'équipements radio et d'appareillage électronique liés à son activité d'exploitant public de réseaux terrestres permettant l'établissement de radiocommunications entre les mobiles entre eux ou entre les mobiles et les abonnés du réseau téléphonique commuté public.

Toute autre destination est interdite au PRENEUR sans accord écrit du BAILLEUR.

### ARTICLE 3 : CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DES MATERIELS INSTALLES

La station relais qui sera installée comprendra :

- a) Un local technique (Shelter Mobistar), dont le plan figure en annexe (description à modifier éventuellement en fonction des installations)
  - des baies radios;
  - un ensemble de ventilation chauffage;
  - un répartiteur – un terminal de ligne;
  - l'éclairage et la protection incendie;
  - tout le matériel complémentaire nécessaire au bon fonctionnement des installations ;
- b) Les câbles nécessaires au fonctionnement de l'installation et les gaines et chemins de câble nécessaires à l'arrivée de l'énergie électrique et aux liaisons vers le réseau téléphonique commuté public ainsi que les câbles coaxiaux au départ du local vers les antennes.
- c) Un support aérien (pylône), dont le plan d'ouvrage et le plan de masse figurent en annexe.

Chaque partie s'engage à ne pas se créer de gêne mutuelle quant à l'installation et au fonctionnement de la station relais et à rechercher, le cas échéant, tout moyen permettant d'y remédier.

Les équipements relatifs à l'activité du PRENEUR devront être conformes aux normes et règlements en vigueur.

Tous équipements, installations et matériels établis par le PRENEUR demeurent sa propriété pendant toute la durée du bail. Le PRENEUR se réserve le droit de faire apposer sur les matériels et installations des avis énonçant son droit de propriété.

### ARTICLE 4 : PRISE D'EFFET

Le présent contrat est consenti à titre précaire pour une durée indéterminée et est révocable en tout temps par chacune des parties moyennant un préavis de 6 mois adressé par lettre recommandée. Le contrat prend cours dès le début des travaux.

Le PRENEUR communiquera par écrit au BAILLEUR la date précise du début des travaux.

Le PRENEUR fera son affaire d'obtenir toutes les autorisations légales nécessaires à l'installation et au fonctionnement des installations faisant l'objet du présent bail ainsi qu'à celles afférentes à l'exercice de ses activités.

Le préavis visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> sera réduit à 1 mois s'il est justifié par le non-respect dans le chef du PRENEUR des conditions et normes légales, sans rien excepté ni réservé, afférentes à l'installation et au fonctionnement des installations faisant l'objet du présent bail ainsi qu'à celles afférentes à l'exercice de ses activités.

## ARTICLE 5 : LOYERS

Le présent contrat est consenti et accepté moyennant le paiement d'un loyer annuel de 2.500,00 € (DEUX MILLE CINQ CENTS EUROS) par opérateur.

Le loyer est dû pour la première fois dans les 15 jours francs qui suivent le début des travaux à la station relais de télécommunication définitive par le PRENEUR. Ensuite le loyer sera payé annuellement par anticipation, au compte du BAILLEUR n° 091-0004055-10, à la date anniversaire de la signature de la présente convention, sans intervention du BAILLEUR, en mentionnant le code du site et la période.

Si le loyer n'est pas payé dans les 5 jours de son échéance, il produira de plein droit et sans mise en demeure un intérêt de 10 % l'an et ce, sans préjudice du droit du BAILLEUR de faire résilier le présent contrat.

Le loyer sera indexé annuellement en fonction de l'indice santé suivant la formule suivante :  
Nouveau loyer : 
$$\frac{\text{loyer de base} \times \text{nouvel indice}}{\text{indice de départ}}$$

L'indice de départ étant l'indice santé du mois précédant celui pendant lequel la convention a été conclue.

Le nouvel indice = indice santé du mois précédant celui de l'adaptation du loyer.

## ARTICLE 6 : OBLIGATIONS DES PARTIES

Le PRENEUR s'engage à :

- 1° effectuer à ses frais, risques et périls, tous les aménagements utiles à la destination convenue. Le plan des réalisations projetées devra être soumis pour accord au BAILLEUR et, avant tous travaux et/ou installations d'un quelconque élément;
- 2° supporter les inconvénients de l'exécution de tous travaux de grosses et menues réparations que le BAILLEUR jugerait nécessaire de faire en cours de bail, sans pouvoir prétendre à aucune indemnité ni diminution de loyer alors même que ces travaux dureraient plus de 40 jours;
- 3° garantir le BAILLEUR contre toute action en dommages et intérêts intentée par quiconque qui s'estimerait lésé par l'installation et le fonctionnement de la station relais décrite à l'article 3;
- 4° tenir les lieux mis à sa disposition en bon état de réparation locative et d'entretien de toute nature ainsi qu'en parfait état de propreté;
- 5° assurer l'entretien de l'installation technique dans les règles de l'art, à ses frais et sous sa seule responsabilité, de manière à ne créer aucun trouble de voisinage;
- 6° s'abstenir de tout ce qui pourrait troubler la tranquillité ou la sécurité du site et de son voisinage ou nuire à sa bonne tenue;
- 7° procéder au paiement de toutes taxes, loyers, impôts qui lui incombent ou pouvant lui incomber;
- 8° supporter tous les frais de consommation énergétique afférents au fonctionnement de la station relais décrite à l'article 3.

Le BAILLEUR s'engage à :

- 1°) Procéder aux réparations (gros œuvre) incombant légalement au propriétaire à l'exclusion de toute réparation afférente à la station relais décrite à l'article 3;
- 2°) Avertir le PRENEUR au moins deux mois à l'avance en cas de travaux nécessaires à l'entretien de l'immeuble, entraînant la suspension temporaire du fonctionnement de l'installation technique. Dans ce cas, le bailleur précisera également la durée d'indisponibilité et proposera au PRENEUR une alternative de remplacement d'une efficacité comparable à celle de l'installation technique;
- 3°) Rappeler à tout acquéreur éventuel de l'immeuble l'existence du présent bail, qui lui est opposable conformément aux dispositions de l'article 1743 du Code civil.

\* Installations techniques similaires :

Le BAILLEUR et/ou ses ayants droit auront la possibilité d'installer sur le site de Tournai Expo tous les équipements qu'ils jugeront utiles pour le bon fonctionnement de leurs services.

Toutefois, et pendant la durée des présentes, ils ne pourront pas créer sur le site de Tournai-Expo d'installations techniques susceptibles de brouiller les émissions et réceptions relatives à l'activité du PRENEUR, telle qu'elle est mentionnée dans l'exposé qui précède.

De même, si les installations techniques du PRENEUR gênaient les émissions et réceptions relatives à l'activité du BAILLEUR et/ou de ses ayants droit, le PRENEUR s'engage à trouver tout moyen technique pour y remédier, pour autant que les équipements techniques d'émission et réception relatifs à l'activité du BAILLEUR et/ou ses ayants droit soient conformes aux normes et règlements en vigueur.

#### ARTICLE 7 : ETAT DES LIEUX – AMENAGEMENT, MODIFICATIONS et RESTITUTION DES LIEUX

Avant la mise en service et l'exploitation de la nouvelle station, il sera dressé contradictoirement un état des lieux en double exemplaire, chaque partie supportant les frais de son propre expert ou, en cas d'expert unique, chaque partie en supportant la moitié. Sans préjudice de ce qui est prévu à l'article 6, 1° précité, le PRENEUR a le droit d'effectuer dans les lieux loués toute transformation utile à son entreprise à la condition de ne pas compromettre ni la sécurité ni la salubrité, ni l'esthétique du bâtiment et d'aviser au préalable le BAILLEUR par lettre recommandée de tous les changements projetés, en lui communiquant les plans et devis afin de lui permettre de s'y opposer, le cas échéant, pour de justes motifs. Le BAILLEUR qui, dans les 60 jours de la réception de l'avis dressé par le PRENEUR, ne lui a pas notifié par lettre recommandée qu'il s'oppose à l'exécution de ces transformations, est réputé y consentir.

Au cas où ces travaux seraient exécutés sans l'accord exprès ou tacite du BAILLEUR ou sans s'y conformer, le PRENEUR sera tenu de faire arrêter les travaux à la première injonction du BAILLEUR.

Le BAILLEUR a accès aux travaux. Il peut également y déléguer tous mandataires de son choix.

Au départ du PRENEUR, la propriété des ouvrages que le PRENEUR aura effectués ou fait effectuer, en ce compris ceux visés à l'article 3 des présentes, passera gratuitement au BAILLEUR, à moins que celui-ci ne préfère leur enlèvement et la remise dans son état primitif du bien donné en location et ce, aux frais, risques et périls du PRENEUR.

#### ARTICLE 8 : ASSURANCE

Le PRENEUR s'assurera contre les risques d'incendie, dégâts des eaux, risques locatifs et recours des voisins auprès d'une compagnie notoirement reconnue. Il assurera les risques propres à son exploitation/installation.

Le PRENEUR restera responsable de tous les dommages causés à un tiers et/ou au bailleur et/ou ses ayants droit imputables au PRENEUR en raison de l'installation et/ou du fonctionnement de l'installation technique sur/dans l'immeuble.

#### ARTICLE 9 : CHARGES DE FONCTIONNEMENT

Dans l'éventualité où le PRENEUR n'obtiendrait pas des services de distribution d'énergie électrique un branchement particulier, indépendant de celui du BAILLEUR, ce dernier autorisera le PRENEUR à s'alimenter à ses frais depuis un départ disponible de la station d'énergie Basse Tension avec pose d'un compteur divisionnaire lui permettant d'individualiser sa consommation d'énergie.

#### ARTICLE 10 : ACCES AUX LOCAUX

Le personnel du PRENEUR et/ou toute personne mandatés par lui, chargés de la maintenance, de même que le personnel des entreprises sous-traitantes ainsi que toute personne dont la présence dans les emprises du site sera liée à l'occupation et à l'utilisation du local et qui auront reçu l'agrément du PRENEUR, pourront entrer et circuler librement.

Le BAILLEUR garantit cet accès 24 heures/24 et ce, 7 jours sur 7, pour les besoins de la maintenance et de l'entretien des matériels.

#### ARTICLE 11 : ACCES A LA PLATEFORME

Le PRENEUR s'engage à donner gracieusement à NO TELE, la jouissance de la plateforme du haut du pylône afin d'y installer ses faisceaux de transmission. Un accord séparé reprenant les détails de ce point fera l'objet d'une convention entre NO TELE et MOBISTAR.

#### ARTICLE 12 :

Toute cession et/ou sous-location de tout ou partie de la présente convention sont interdites sans l'accord écrit du BAILLEUR.

#### ARTICLE 13 : INTERVENTION

Interviennent dans la présente convention :

L'ASBL NO TELE, ayant son siège social à la rue du Follet, 30 à 7540 Kain, constituée par acte sous seing privé du 3 février 1988, publié aux annexes du Moniteur Belge du 17 mars suivant, représentée par M. Claude TOCQUIN, Président du Conseil d'administration, et Jean-Pierre WINBERG, Directeur, tous deux nommés à ces fonctions aux termes de l'acte de constitution de l'association, agissant conformément à l'article 19 des statuts.

Laquelle intervenante, en raison des droits de jouissance qui lui ont été octroyés aux termes du bail daté du 4 juillet 1991, a pris connaissance de tout ce qui précède et déclare y donner son plein et entier accord.

L'ASBL Orga Expo, ayant son siège social à la rue du Follet, 30 à 7540 Kain, statuts coordonnés publiés aux annexes du Moniteur belge en date du 14 décembre 2005 et modifiés la dernière fois le 19 mars 2009 (modification publiée aux annexes du Moniteur Belge du 20 juillet 2009), représentée par M. Jean-Jacques CARBONNELLE, Président de l'ASBL Orga Expo, nommé à cette fonction lors de l'Assemblée générale du 29 juin 2012. Nomination publiée aux annexes du Moniteur Belge le 10 octobre 2012.

Laquelle intervenante, en raison de sa qualité de gestionnaire du hall Tournai Expo aux termes d'une convention de gestion conclue le 6 décembre 2005 et modifiée le 17 octobre 2011, a pris connaissance de tout ce qui précède et déclare y donner son plein et entier accord.

#### ARTICLE 14 : ABROGATION DE LA CONVENTION DU 15 OCTOBRE 1996

La présente convention remplace et abroge, à la date du début des travaux relatifs à l'installation de la nouvelle station relais, la convention signée par les mêmes parties le 15 octobre 1996.

#### ARTICLE 15 : ENREGISTREMENT

Les frais d'enregistrement de la présente convention sont à charge exclusive de la SA MOBISTAR qui supportera seule tous droits et amendes auxquels la convention donnerait ouverture.

Le présent bail est établi en autant d'exemplaires que de parties, plus un exemplaire destiné à l'enregistrement.

Pour accord".

#### 12. Marquain, rue des Couvreur. Convention de concession domaniale au profit de particuliers. Approbation.

Madame la Première Echevine **MC.MARGHEM** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Les propriétaires de l'immeuble sis à Marquain, rue des Couvreur, 8 ont introduit auprès de l'Administration communale une correspondance aux termes de laquelle ils sollicitent l'autorisation de percer un trou de trois mètres de large dans le muret longeant leur propriété afin d'y rentrer leurs véhicules.

Lors de l'examen de cette requête, le Service Patrimoine avait suggéré :

- que les demandeurs garent leurs véhicules dans le passage latéral situé sur la gauche de l'habitation
- ou que ce muret soit aliéné aux intéressés de façon à ce que les contraintes (entretien du muret, enlèvement de la végétation,...) incombant aux Services techniques de la Ville soient transférées aux demandeurs.

Les Services techniques ont émis un avis favorable pour le percement du muret et ont formulé des observations qui ont été incluses dans le projet de concession domaniale.

En séance du 5 avril 2013, nous avons décidé, sur base des avis émis par les différents Services sollicités :

\* d'autoriser les propriétaires de l'immeuble sis à Marquain, rue des Couvreur, 8 à :

- percer une ouverture de trois mètres de large dans la clôture de leur propriété ainsi que dans le muret communal longeant ladite propriété
- aménager une rampe d'accès sur le domaine public

\* de conclure une convention de concession domaniale dont les termes suivent :

- la concession domaniale est consentie à titre gratuit et à titre précaire
- la concession domaniale est révocable sans indemnité moyennant le préavis de 6 mois notifié par envoi recommandé
- tout manquement des concessionnaires à l'une des obligations résultant pour eux des dispositions de la concession domaniale entraînera la résolution de celle-ci de plein droit et sans sommation et ce sans préjudice du droit pour la Ville de Tournai de réclamer s'il échet des dommages et intérêts
- les concessionnaires devront à l'expiration de la convention, remettre à leurs frais les lieux dans leur pristin état
- les intéressés devront réaliser, à leurs frais exclusifs, les travaux d'aménagement selon les prescriptions émises par les Services techniques communaux, à savoir :
  - . les moellons démontés seront réutilisés afin de réaliser les retours de murs. Ces derniers auront la même hauteur que le muret existant.
  - . les dispositifs de drainage seront remis en place (un sur chaque retour).
  - . la rampe jusqu'à la limite de voirie (filet d'eau) aura une inclinaison de 2 %.
  - . un niveau en aval de la rampe sera prévu pour récupérer les eaux de ruissellement. Celui-ci sera raccordé dans l'égout public existant.
  - . suite au démontage des palissades en béton (privé), le demandeur s'assurera de la bonne stabilité des palissades conservés.
  - . le demandeur fera le nécessaire auprès des concessionnaires de voirie afin de déterminer exactement l'emplacement de leurs installations avant toute intervention.
  - . tous les travaux, sur le domaine public seront réalisés par une entreprise agréée en travaux routiers, conformément aux prescriptions du règlement communal de police et des clauses techniques du cahier des charges type « Qualiroutes ».
  - . le responsable du district sera informé lors des travaux sur le domaine public.
  - . le percement sera réalisé à partir de 3 mètres de la propriété voisine cadastrée ou l'ayant été section A n° 540 K.

Nous avons approuvé en séance du 21 juin 2013 les termes du projet de concession domaniale et les demandeurs n'ont formulé aucune remarque sur celui-ci.

Dès lors, nous vous prions d'une part, d'autoriser les particuliers à percer une ouverture de trois mètres de large dans la clôture de leur propriété ainsi que dans le muret longeant cette dernière et, d'autre part, de marquer votre accord sur les termes de la convention de concession domaniale relative à ce projet."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Considérant que des particuliers ont introduit auprès de l'Administration communale une correspondance aux termes de laquelle ils sollicitent l'autorisation de percer un trou de trois mètres de large dans un muret longeant leur propriété sise à Marquain, rue des Couvreur, 8;

Considérant qu'à cette requête, le Service Patrimoine avait suggéré :

- que les demandeurs garent leurs véhicules dans le passage latéral situé sur la gauche de l'habitation



- ou que ce muret soit aliéné aux intéressés de façon à ce que les contraintes (entretien du muret, enlèvement de la végétation,...) incombant aux Services techniques de la Ville soient transférées aux demandeurs;

Considérant que les Services techniques ont émis un avis favorable pour le percement du muret et ont formulé des observations qui ont été incluses dans le projet de concession domaniale;

Considérant qu'en sa séance du 5 avril 2013, le Collège communal a décidé, sur base des avis émis par les différents Services sollicités :

- \* sous réserve de l'obtention préalable des différentes autorisations nécessaires (notamment permis d'urbanisme) d'autoriser M. et Mme FORE Martin – DEPOORTERE Marie :
  - à percer une ouverture de 3 mètres de large dans la clôture de leur propriété sise à Marquain, rue des Couvreurs, 8, cadastrée ou l'ayant été section A, n° 550 G, ainsi que dans le muret communal longeant ladite propriété
  - à aménager une rampe d'accès sur le domaine public
- \* de conclure une convention de concession domaniale dont les modalités suivent :
  - la concession domaniale est consentie à titre gratuit et à titre précaire
  - la concession domaniale est révocable sans indemnité moyennant le préavis de 6 mois notifié par envoi recommandé
  - tout manquement des concessionnaires à l'une des obligations résultant pour eux des dispositions de la concession domaniale entraînera la résolution de celle-ci de plein droit et sans sommation et ce sans préjudice du droit pour la Ville de Tournai de réclamer s'il échet des dommages et intérêts
  - les concessionnaires devront à l'expiration de la convention, remettre à leurs frais les lieux dans leur pristin état
  - les intéressés devront réaliser, à leurs frais exclusifs, les travaux d'aménagement selon les prescriptions émises par les Services techniques communaux, à savoir :
    - . les moellons démontés seront réutilisés afin de réaliser les retours de murs. Ces derniers auront la même hauteur que le muret existant.
    - . les dispositifs de drainage seront remis en place (un sur chaque retour).
    - . la rampe jusqu'à la limite de voirie (filet d'eau) aura une inclinaison de 2 %.
    - . un niveau en aval de la rampe sera prévu pour récupérer les eaux de ruissellement. Celui-ci sera raccordé dans l'égout public existant.
    - . suite au démontage des palissages en béton (privé), le demandeur s'assurera de la bonne stabilité des palissages conservés.
    - . le demandeur fera le nécessaire auprès des concessionnaires de voirie afin de déterminer exactement l'emplacement de leurs installations avant toute intervention.
    - . tous les travaux, sur le domaine public seront réalisés par une entreprise agréée en travaux routiers, conformément aux prescriptions du règlement communal de police et des clauses techniques du cahier des charges type « Qualiroutes ».
    - . le responsable du district sera informé lors des travaux sur le domaine public.
    - . le percement sera réalisé à partir de 3 mètres de la propriété voisine cadastrée ou l'ayant été section A n° 540 K;

Considérant que les termes du projet de concession domaniale ont été approuvés lors de la séance du Collège Communal du 21 juin 2013;

Considérant que les demandeurs ont marqué leur accord sur les termes dudit projet;

Considérant l'extrait du plan cadastral et les matrices;

Vu les articles L 1122-30 du Code de la Démocratie locale et de Décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

**DECIDE :**

- d'autoriser les propriétaires de l'immeuble sis à Marquain, rue des Couvreurs, 8 à :
  - \* percer une ouverture de trois mètres de large dans la clôture de leur propriété ainsi que dans le muret communal longeant ladite propriété
  - \* aménager une rampe d'accès sur le domaine public
- de conclure une convention de concession domaniale dont les termes suivent :

" Entre les soussignés :

La Ville de Tournai, dont les bureaux sont situés à 7500 Tournai, rue Saint-Martin, 52.

Ici représentée par M. Paul-Olivier DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale, et par M. Didier COUPEZ, Secrétaire communal, en vertu des articles L1132/3 et L1123/5 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, agissant en exécution de la délibération du Conseil communal datée du 16 septembre 2013, dont un extrait restera ci-annexé.

Ladite délibération a été notifiée à l'Autorité de tutelle, laquelle n'a pas émis d'objection à la conclusion de la présente convention dans le délai lui imparti.

Ci-après dénommée « le concédant »

Et

M. Martin FORE et Mme Marie DEPOORTERE, domiciliés à Marquain, rue des Couvreurs, 8

ci-après dénommés « les concessionnaires »

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

**Article 1<sup>er</sup> : Préambule**

M. Martin FORE et Mme Marie DEPOORTERE sont propriétaires d'un immeuble sis à Marquain, rue des Couvreurs, 8, cadastré ou l'ayant été 25<sup>ème</sup> division, section A n° 550 G.

Ils ont sollicité, de l'Administration communale, l'autorisation de percer un trou dans le muret longeant leur propriété situé sur le domaine public communal et d'y aménager une rampe permettant d'accéder en voiture à leur propriété.

Des photos jointes en annexe pour faire partie intégrante du présent contrat révèlent l'état du bien. Celles-ci tiennent lieu d'état des lieux contradictoire entre les parties.

A l'issue des travaux d'aménagement, des photos seront annexées à la présente convention après avoir été visées par chacune des parties.

La présente convention a pour objet d'accorder au profit des concessionnaires une dérogation limitée au principe d'interdiction d'utiliser privativement le domaine public. Cette dérogation est soumise au strict respect des conditions fixées ci-après.

**Article 2 : Situation**

Le percement du muret sera réalisé à partir de trois mètres de la propriété voisine cadastrée ou l'ayant été section A n° 540 K.

### **Article 3 : Caractéristiques de la concession**

La présente convention de concession domaniale est consentie à titre gratuit et conclue à titre précaire.

Elle est révocable à tout moment et sans indemnité moyennant un préavis de six mois notifié par envoi recommandé prenant cours le premier jour du mois suivant et ce, sans préjudice du droit du concédant de résilier la convention sans préavis et sans indemnité pour des motifs liés à l'intérêt général.

Les concessionnaires reconnaissent expressément la précarité de la présente convention de concession.

Tout manquement des concessionnaires à l'une des obligations résultant pour eux des dispositions de la concession domaniale entraînera la résolution de celle-ci de plein droit et sans sommation et ce sans préjudice du droit pour la Ville de Tournai de réclamer s'il échet des dommages et intérêts.

A l'expiration de la présente convention, les concessionnaires devront remettre les lieux dans leur pristin état à leurs frais exclusifs.

### **Article 4 : Conditions**

Les concessionnaires devront réaliser, à leurs frais exclusifs, les travaux d'aménagement selon les prescriptions émises par les Services techniques communaux, à savoir :

- l'ouverture dans le muret sera de trois mètres de large
- les moellons démontés seront réutilisés afin de réaliser les retours de murs. Ces derniers auront la même hauteur que le muret existant.
- les dispositifs de drainage seront remis en place (un sur chaque retour)
- la rampe jusqu'à la limite de voirie (filet d'eau) aura une inclinaison de 2 %
- un niveau en aval de la rampe sera prévu pour récupérer les eaux de ruissellement. Celui-ci sera raccordé dans l'égout public existant.
- suite au démontage des palissages en béton (privé), les concessionnaires s'assureront de la bonne stabilité des palissages conservés
- les concessionnaires feront le nécessaire auprès des concessionnaires de voirie afin de déterminer exactement l'emplacement de leurs installations avant toute intervention.
- tous les travaux, sur le domaine public, seront réalisés, par une entreprise agréée en travaux routiers, conformément aux prescriptions du règlement communal de police et des clauses techniques du cahier des charges type « Qualiroutes ».
- le responsable du district (0498/90.75.75) sera informé lors des travaux sur le domaine public.

Les concessionnaires s'engagent à obtenir les éventuelles autorisations requises pour la réalisation de leurs travaux.

Toute modification à ces aménagements et tout nouvel aménagement devront être préalablement autorisés par écrit par le concédant.

### **Article 5 : Incessibilité – Caractère intuitu personae**

Le bien continue à relever du domaine public de la Ville de Tournai.

Les concessionnaires ne peuvent ni céder leurs droits résultant de la présente convention ni accorder à des tiers aucun droit (droits réels ou autres) sur le bien.

La convention présente un caractère « intuitu personae » dans le chef des concessionnaires de sorte qu'elle prendra fin de plein droit :

- au décès du dernier d'entre eux sans qu'il puisse créer quelque droit que ce soit dans le chef de ses héritiers.
- à la vente de l'immeuble sis à Marquain, rue des Couvreurs, 8 auquel l'ouverture accordée donne accès.

L'acte authentique de vente devra faire mention de l'autorisation accordée à titre précaire.

Les nouveaux propriétaires de l'immeuble précité devront formuler expressément une demande auprès de l'Administration communale afin de pouvoir, le cas échéant, bénéficier, à leur tour, d'une convention de concession domaniale personnelle.

### **Article 6 : Entretien - Responsabilité**

#### **Entretien**

Les concessionnaires s'engagent à user du bien visé aux articles 1<sup>er</sup> et 2 du présent contrat en bon père de famille et à le tenir en bon état d'entretien et en parfait état de propreté.

#### **Dommages causés au bien concédé**

Pendant la durée de la concession, les concessionnaires sont responsables de tous les dommages, quelle que soit leur nature, causés au bien concédé.

Il leur incombe de remettre en état, à leurs frais, le bien endommagé.

Ils sont tenus d'informer aussi vite que possible, et en tout cas dans les 48 heures, le concédant des dégradations, détériorations ou usures anormales qui se seraient produites sur le bien.

#### **Accidents, dommages causés aux concessionnaires ou à des tiers**

Les concessionnaires sont responsables de tous les dommages ou accidents, quelle que soit leur nature, causés à quiconque, liés à l'exercice des droits et obligations qui leur sont conférés par la convention.

Les concessionnaires exonèrent le concédant de toute responsabilité au cas où pareils dommages ou accidents se produiraient, même si ces dommages ou accidents étaient dus à des vices et défauts quelconques (apparents ou cachés) du bien.

Les concessionnaires :

- garantissent le concédant contre tout recours qui pourrait être exercé contre lui du chef des accidents ou dommages précités
- s'engagent à intervenir volontairement dans les procédures mues à ce titre contre le concédant.

### **Article 7 : Accès au bien concédé**

Le concédant a en permanence accès au bien concédé afin de s'assurer de ce que les concessionnaires n'ont pas outrepassé ou modifié les droits qui leur ont été accordés et de ce qu'ils s'acquittent correctement et pleinement des obligations qui leur incombent en vertu de la présente convention.

### **Article 8 : Enregistrement – Frais**

Le concédant fera enregistrer la présente convention.

Les frais d'enregistrement et autres frais éventuels de la présente convention sont à charge des concessionnaires qui supporteront seuls tous les droits et amendes auxquels celle-ci donnerait ouverture.

### **Article 9 : Tribunaux compétents**

Tout litige relatif à la validité, à l'interprétation, à l'exécution du présent contrat sera tranché par les Tribunaux de l'arrondissement judiciaire de Tournai.

Fait à Tournai, le ..... en trois exemplaires, chaque partie déclarant avoir reçu le sien. ».

13. Tournai, rue de la Prévoyance. Acquisition pour cause d'utilité publique d'une parcelle non bâtie par la Ville de Tournai. Expropriation pour cause d'utilité publique par la Ville de Tournai d'une parcelle non bâtie.

Madame la Première Echevine **MC.MARGHEM** donne lecture des rapports introductifs :

" Mesdames, Messieurs,

- 1/ En séance du 21 avril 2011, nous avons chargé le Service Patrimoine et Economats de nous soumettre une décision d'acquisition portant sur les parcelles sises à Tournai, rue de la Prévoyance, cadastrées ou l'ayant été Section K n° 118 a 2 (16 a 02 ca) et Section K n° 117 d 2 (2 a 66 ca).

En séance du 15 mars 2012, nous avons confirmé notre volonté d'acquérir lesdites parcelles, les Services Techniques ayant émis antérieurement un avis favorable pour leur acquisition.

Dans le cas présent, seule la situation de la parcelle cadastrée ou l'ayant été Section K n° 118 a 2 est examinée, le second terrain faisant l'objet d'un dossier distinct (expropriation pour cause d'utilité publique).

La parcelle en question (Section K n° 118 a 2) est située principalement en zone arrière (deuxième ligne de construction) par rapport à la rue de la Prévoyance avec néanmoins un accès à la voirie de faible largeur.

Cette surface est également située dans le périmètre d'un schéma directeur approuvé définitivement par le Conseil Communal du 5 juillet 1993, sur avis de l'Urbanisme-Mons du 14 mai 1993 (réf. 10/57081/DS2), lequel prévoit à cet endroit une voirie permettant l'accès à une zone résidentielle prévue en zone arrière (ZACC) ainsi qu'à l'espace verduré de la plaine des Manœuvres, induisant de ce fait le caractère non constructible du bien.

De ce fait, la construction d'une habitation en zone arrière est proscrite par les critères de bon aménagement du Code Wallon. En effet, toute habitation se situerait dans une zone non aedificandi du Schéma Directeur de la Plaine des Manœuvres (zone dévolue à une voirie et/ou des espaces verdurés).

De plus, l'assiette du sentier communal n°116, repris à l'Atlas des Communications Vicinales, est située pour partie sur cette parcelle ainsi que sur la surface cadastrée ou l'ayant été Section K n° 117 d 2.

Enfin, la Ville de Tournai est déjà propriétaire des parcelles cadastrées ou l'ayant été Section K n° 316 l, Section K n° 116 y 3 et Section K n° 116 d 2 jouxtant les surfaces en question.

Dans le cadre de cette procédure, le Comité d'Acquisition d'Immeubles de Mons a estimé qu'un crédit de l'ordre de 125.000,00 € toutes indemnités et imprévus compris était nécessaire pour l'acquisition des deux parcelles précitées.

Il a été porté à notre connaissance que les propriétaires (en indivision) de la parcelle cadastrée ou l'ayant été Section K n° 118 a 2 ont accepté de l'aliéner de gré à gré moyennant le prix fixé par le Comité d'Acquisition d'Immeubles de Mons.

Une promesse de vente a donc été signée par l'ensemble des copropriétaires. Cette dernière a une durée de 9 mois et est valable à leur égard jusqu'au 28 octobre 2013 au moins, moyennant la somme de 111.000,00 € toutes indemnités quelconques comprises.

Le prix précité est payable dans les trois mois à compter de la passation de l'acte authentique de vente (après les formalités d'enregistrement et de transcription de l'acte authentique).

Enfin, lors de notre séance du 30 août 2013, nous avons marqué notre accord, sous réserve de votre décision, sur les termes de l'acte authentique d'acquisition à intervenir.

Cette parcelle représentant la dernière opportunité de créer un accès correct et praticable permettant de liaisonner le cœur de la plaine des Manœuvres à toute sa partie située à l'Ouest tant pour les modes doux (au minimum) que pour les impétrants et services techniques et/ou de secours, nous vous prions dès lors, de marquer votre accord d'une part sur l'acquisition pour cause d'utilité publique, de cette parcelle, et d'autre part, sur les termes de l'acte authentique qui en découlera.

Les crédits nécessaires (111.000,00 €) à cette acquisition ont été prévus par voie de modification budgétaire à l'article 124/711-60 du budget extraordinaire 2013.

- 2/ En séance du 21 avril 2011, nous avons chargé le Service Patrimoine et Economats de nous soumettre une décision d'acquisition portant sur les parcelles sises à Tournai, rue de la Prévoyance, cadastrées ou l'ayant été Section K n° 118 a 2 (16 a 02 ca) et Section K n° 117 d2 (2 a 66 ca).

Par la suite, en date du 15 mars 2012, nous avons confirmé notre volonté d'acquérir lesdites parcelles, les Services Techniques ayant émis antérieurement un avis favorable pour leur acquisition.

Dans le cas présent, seule la situation de la parcelle cadastrée ou l'ayant été Section K n° 117 d2 est examinée; la première parcelle faisant l'objet d'un dossier distinct (acquisition de gré à gré).

Ces parcelles (non bâties) représentent la dernière opportunité pour l'Administration communale de créer un accès correct et praticable permettant de liaisonner le cœur de la Plaine des Manœuvres à toute sa partie située à l'Ouest, tant pour les modes doux (au minimum) que pour les impétrants et services techniques et/ou de secours.

La parcelle en question est située dans le périmètre d'un schéma directeur approuvé définitivement par le Conseil communal du 5 juillet 1993, sur avis de l'Urbanisme-Mons du 14 mai 1993 (réf. 10/57081/DS2), lequel prévoit à cet endroit une voirie permettant l'accès à une zone d'aménagement communal concerté dont l'espace verduré de la Plaine des Manœuvres, induisant de ce fait le caractère non constructible du bien.

De plus, l'assiette du sentier communal n°116, repris à l'Atlas des Communications Vicinales, est située pour partie sur cette parcelle ainsi que sur la surface cadastrée ou l'ayant été Section K n° 118 a 2.

Enfin, la Ville de Tournai est déjà propriétaire des parcelles cadastrées ou l'ayant été Section K n° 316 l, Section K n° 116 y 3 et Section K n° 116 d 2 jouxtant les surfaces en question.

Dans le cadre de l'instruction de ces dossiers, le Comité d'Acquisition d'Immeubles de Mons a estimé qu'un crédit de l'ordre de 125.000,00 € toutes indemnités et imprévus compris était nécessaire pour l'acquisition des deux parcelles précitées (111.000,00 € étant prévus pour la parcelle cadastrée ou l'ayant été Section K n°118 a 2).

Il résulte d'un entretien téléphonique avec le Comité d'Acquisition d'Immeubles de Mons qu'il conviendrait de lancer la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique.

En effet, certains copropriétaires de cette parcelle sont décédés et aucune déclaration de succession n'a été établie et la cession du bien devra donc se poursuivre par voie d'expropriation pour cause d'utilité publique.

Par courrier électronique du 17 juin 2013, M. FOUCART a informé l'Administration communale que le coût de la procédure judiciaire pour le dossier précité s'élève à 20.000,00 € (il est proportionnel au nombre de copropriétaires concernés).

A cette somme, il faut ajouter le montant de l'indemnité d'expropriation s'élevant à 14.000,00 € toutes indemnités et imprévus compris (125.000,00 € - 111.000,00 €).

Le 30 août 2013, nous avons décidé de procéder à l'expropriation pour cause d'utilité publique de cette parcelle. Les crédits nécessaires à la poursuite de ce dossier sont prévus au budget extraordinaire 2014.

De même, le plan d'expropriation et le tableau des emprises ont été établis par le géomètre communal.

Dès lors, nous vous proposons de décider du principe de procéder à l'expropriation, pour cause d'utilité publique, de la parcelle non bâtie sise à Tournai, rue de la Prévoyance, cadastrée ou l'ayant été Section K n° 117 d 2, d'une contenance cadastrale de 2 a 66 ca selon la procédure ordinaire prévue par la Loi du 17 avril 1835 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. L'expropriation a pour but, dans le cadre de la mise en œuvre du schéma directeur de la Plaine des Manœuvres, de créer un accès correct et praticable permettant de liaisonner le cœur de la Plaine des Manœuvres à toute sa partie située à l'Ouest notamment pour les modes doux, les impétrants et les services techniques et/ou de secours."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend les délibérations suivantes :





14. Tournai Ouest II. Trieu du Haut. Echanges fonciers entre une société privée et la Ville de Tournai. Approbation.

Madame la Première Echevine **MC.MARGHEM** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

L'Agence de développement économique IDETA (Intercommunale de Développement des arrondissements de Tournai, d'Ath et de communes avoisinantes) envisage l'aménagement du Trieu du Haut situé dans la zone d'activités économiques de Tournai Ouest 2, entre la rue de la Terre à Briques et la rue de l'Aviation anglaise.

Afin de régulariser une situation existante et de permettre de créer une piste cyclable entre ces deux rues, il est nécessaire de procéder à des échanges fonciers, à titre gratuit pour la Ville, entre cette dernière et la Société DESOBRY LOGISTICS.

Le Géomètre Benoît DUROT de Lamain, mandaté par IDETA, a réalisé le plan de mesurage et d'échange.

Sur base de ce plan, la Ville céderait 64 m<sup>2</sup> (lot B) à la Société DESOBRY LOGISTICS qui, à son tour, céderait à la Ville une superficie identique, à savoir les lots A (18 m<sup>2</sup>) et D (46 m<sup>2</sup>).

Cet échange s'effectue à titre gratuit et l'acte sera instrumenté par le Comité d'Acquisition d'Immeubles de Mons.

Nous vous invitons à marquer votre accord sur cet échange à titre gratuit."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :



15. Plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique (PASH) Escaut-Lys sur le territoire de Tournai. Modifications du plan d'assainissement. Approbation.

Madame la Première Echevine **MC.MARGHEM** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Un avant-projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique (PASH) de l'Escaut-Lys a été approuvé par le Gouvernement wallon en date du 13 mai 2013, qui a exempté les modifications proposées d'une évaluation des incidences sur l'environnement.

Ce projet de modification du PASH de l'Escaut-Lys implique sur le territoire de la Ville de Tournai :

- le passage du régime d'assainissement transitoire et collectif vers le régime d'assainissement collectif et autonome pour la zone Tournai Ouest (Blandain) (modification n°04.03)
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour quelques habitations de la rue de Saint-Maur et de la Chaussée d'Antoing (modification n°04.09).

Par courrier du 10 juin 2013, la Société Publique de Gestion de l'Eau (SPGE) a envoyé aux communes concernées ce projet de modification du PASH de l'Escaut-Lys pour consultation (enquête de 45 jours) et avis (avis du Conseil communal à notifier dans les 90 jours) conformément aux dispositions de l'article R.288 §4 du Code de l'Eau, par la Société Publique de Gestion de l'Eau (SPGE).

Ce projet fait l'objet d'une enquête publique depuis le 10 juillet 2013 jusqu'au 23 septembre 2013 inclus (enquête d'une durée de 45 jours + 30 jours vu la suspension des enquêtes du 16 juillet au 15 août).

L'avis du Conseil communal doit être transmis au plus tard pour le 11 octobre 2013 à la Société Publique de Gestion de l'Eau (SPGE). A défaut d'avis dans ce délai, ce dernier sera réputé favorable.

Nous vous proposons de marquer votre accord sur le projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique (PASH) de l'Escaut-Lys sur le territoire de la Ville de Tournai selon les documents et cartographies présentés."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :



## 16. Plan d'investissement communal. Approbation.

Monsieur l'Echevin **A.BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

En date du 7 juin 2013, le Ministre des Pouvoirs Locaux adressait à la Ville de Tournai une circulaire reprenant les lignes directrices du Fond d'Investissement à destination des Communes (avant-projet de décret modifiant les dispositions du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation relatives aux subventions à certains investissements d'intérêt public et établissant un droit de tirage au profit des communes).

Le Fonds d'investissement couvre la durée d'une mandature communale scindée en deux programmations pluriannuelles distinctes de 4 ans (2013-2016) et de 2 ans (2017-2018). La présente circulaire reprend les instructions afférentes à la programmation 2013-2016.

Pour bénéficier de ce fonds, un plan d'investissement communal doit être transmis pour le 15 septembre 2013 au plus tard. Nous avons décidé d'y inscrire les travaux suivants :

- Blandain, rue de l'Eglise Saint Eleuthère
- Froyennes, rue Abbé Nestor Frère
- Gaurain, rue de Bourgambray, Wiots (liaison Tiefry-Rocs)
- Kain, rue d'Omerie
- Templeuve, Place
- Lamain, rue Haudion
- Tournai, rues des Sports, de la Citadelle (pie), de Barges (pie), Général Piron (pie), des Jésuites (partie haute), place Verte, rue Hautem.

Le montant de l'enveloppe alloué à notre commune s'élève à 3.481.939,00 € pour les années 2013 à 2016.

Le taux du subside est de 50 %.

Toutefois, le plan peut inclure des propositions d'investissements pour un montant virtuel de subsides équivalent à 150 % de l'enveloppe.

Il s'agit par ce biais d'éviter de modifier le plan si un projet indiqué dans celui-ci n'était pas mis en œuvre.

Nous vous proposons d'approuver ce plan d'Investissement communal."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :



17. Blandain, Hameau du Fourcroix (pie). Travaux d'accotements et de filets d'eau (2013). Mode et conditions de passation du marché.

Monsieur l'Echevin **A.BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Les Services techniques communaux ont rédigé les documents relatifs aux travaux d'accotements et de filets d'eau au Hameau du Fourcroix (pie) à Blandain.

Ces travaux comprennent notamment :

- la démolition d'ouvrages d'art
- les déblais localisés
- la réalisation de fondation en béton maigre pour éléments linéaires
- la fourniture et la pose de filets d'eau de type IIA2
- la fourniture et la pose de tuyau en béton non armé DN=400mm
- la fourniture et la pose d'avaloirs
- la réalisation d'ouvrage d'art.

Ces travaux sont estimés à 55.000,00 € TVA comprise, montant ayant valeur d'indication sans plus.

Il est proposé de passer ce marché par procédure négociée sans publicité après consultation de plusieurs entrepreneurs.

Un crédit global de 905.000,00 € est inscrit sous l'article 421/732-60 du budget extraordinaire 2013, dont 55.000,00 € par voie de modification budgétaire.

Il appartient à votre Assemblée d'approuver les mode et conditions de passation de ce marché."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :





18. Templeuve, rue Rumez. Suppression et clôture du passage à niveau L75-PN20 et construction d'une nouvelle voirie d'accès. Approbation.

Monsieur l'Echevin **A.BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Une demande de permis d'urbanisme a été introduite par INFRABEL sise place Marcel Broodthaers, 2 à 1060 Bruxelles, en vue de supprimer, de clôturer le passage à niveau L75 -PN20 et de construire une nouvelle voirie d'accès à la ferme (sise à Templeuve, rue Rumez) à partir de la rue Rumez à Templeuve sur les parcelles cadastrées 30<sup>ème</sup> Division, Section C, n° 251 a, 268 d, 250 et 249 c.

Cette demande implique la construction d'une nouvelle voirie et est donc soumise aux dispositions particulières reprises aux articles 129 à 129 quater du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie (C.W.A.TU.P.E.).

Cette demande a fait l'objet d'une enquête publique du 26 avril au 13 mai 2013.

Nous vous proposons de :

- 1°) prendre connaissance que l'enquête publique n'a donné lieu à aucune remarque;
  - 2°) marquer votre accord sur la construction de la susdite voirie d'accès à la ferme, selon le plan annexé et aux conditions suivantes :
    - \* sous réserve des droits civils des tiers;
    - \* placer les panneaux adéquats (signal F45C) indiquant les 2 voies sans issue de part et d'autre du passage à niveau ainsi qu'à hauteur de la nouvelle voirie agricole et ce, tel que préconisé par les Services Mobilité et de Police;
    - \* réaliser la voirie telle que préconisée par les Services techniques communaux, à savoir :
      - un joint bitumineux préformé sera placé à la jonction entre le béton et l'hydrocarboné assurant ainsi une parfaite étanchéité entre les deux revêtements.
      - fournir aux Services techniques un plan de sciage pour l'aménagement des carrefours.
      - l'éclairage sera réalisé aux frais du demandeur.
      - la voirie en béton aura une épaisseur de 20 cm, entrecoupée tous les 5 m et aura une largeur minimale de 4 m. Prévoir des zones d'évitements de 15 m de longueur.
- La pente transversale sera de 2,5 %.
- Des goudjons seront placés entre chaque dalle et un joint de dilatation y sera mis en place conformément au cahier des charges type "QUALIROUTES"
- chaque dalle sera marquée de son numéro de fabrication
  - les fondations seront réalisées en empierrement de ciment type IIA.

**Evacuation des eaux de ruissellement**

- le demandeur assurera une bonne évacuation des eaux. Celles-ci seront dirigées vers les fossés conformément aux plans
- les têtes de pont seront réalisées en maçonnerie de briques
- les tuyaux seront en béton (renforcé si la garde est inférieure à 50 cm) et auront une section de 40 cm

Les chambres de visite seront réalisées en maçonnerie de briques (section intérieure de 70 x 70 cm) et surmontées par un trappillon de type 7, classe D400, avec couvercle de type 10.

**Remarques générales**

- solliciter l'avis des Services de Police

- les revêtements seront parfaitement réfectionnés et les éléments linéaires démontés seront replacés correctement et dans leur pristin état
- le demandeur consultera les différents concessionnaires de voirie afin de déterminer exactement l'emplacement de leurs installations avant toute intervention
- le demandeur effectuera à ses frais un état des lieux du trajet du charroi qui sera occasionné lors de ces travaux
- tous les travaux sur le domaine public seront réalisés par une entreprise agréée en travaux routiers conformément aux prescriptions du règlement communal de police et des clauses techniques du cahier des charges type "Qualiroutes".

De plus, la tranchée nécessaire à l'exécution des travaux ne pourra être refermée qu'après le passage du délégué de la Ville, M. POTIEZ, qui contrôlera la conformité du raccordement."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

19. Communes pilotes Wallonie cyclable. Réalisation d'infrastructures cyclables 2011 sur le territoire de Tournai. Travaux supplémentaires. Approbation.

Monsieur l'Echevin **A.BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

En séance du 4 juillet 2011 vous avez décidé de passer un marché de travaux ayant pour objet la réalisation d'infrastructures cyclables sur le territoire de Tournai dans le cadre du projet Communes pilotes Wallonie cyclable et estimé à 158.335,00 €, soit 191.585,35 € TVA comprise.

En date du 23 décembre 2011, nous avons désigné l'entreprise adjudicataire de ce marché au montant de son offre corrigée, régulière et la plus basse s'élevant à 155.056,75 € hors TVA, soit 187.618,67 € TVA comprise.

Le 19 juillet 2013, nous avons approuvé l'état d'avancement n°13 de ces travaux, au montant de 174.480,33 € TVA comprise, dont il résulte des travaux supplémentaires reconnus nécessaires pour un montant de 34.421,79 € hors TVA soit 41.650,37 € TVA comprise (22,20 % en plus par rapport au montant initial du marché).

L'auteur de projet justifie les travaux supplémentaires reconnus nécessaires par la réalisation d'adaptations légères et localisées afin d'être en conformité avec les prescriptions du guide du Manuel de la Mobilité 2 sur les aménagements cyclables et d'assurer le confort de circulation et la sécurité des cyclistes.

Des crédits de l'ordre de 206.380,00 € sont engagés sous l'article 4218/731-60/11 et permettent de supporter ces dépenses supplémentaires au stade actuel des travaux.

En vertu de l'article L1222-4 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, il vous appartient d'approuver cette modification du marché supérieure à 10 % du montant initial."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :



20. Maintenance des quais. Marché de travaux. Mode et conditions de passation du marché.

Monsieur l'Echevin **A.BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Il convient d'enlever les graffitis des bancs entreposés au quai des Salines et de traiter le bois avec un produit naturel anti-tags.

Les Services techniques communaux ont rédigé le cahier spécial des charges des travaux dont le montant estimatif est de 25.000,00 € TVA comprise.

Un crédit de ce montant est prévu au budget extraordinaire 2013 sous l'article 421/735-60.

Nous vous proposons le recours à la procédure négociée, conformément à l'article 26 § 1<sup>er</sup> 1° a de la Loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services (montant inférieur à 85.000,00 €).

Il appartient à votre Assemblée d'approuver les mode et conditions de passation de ce marché."

Monsieur le Conseiller communal **B.MAT** se demande si des mesures ont été imaginées pour éviter les dégradations des bancs à répétition par des tags.

Monsieur le **Président** de l'Assemblée précise que la dégradation par les tags s'inscrit dans une problématique plus large.

Monsieur l'**Echevin délégué** à la fonction maïorale rappelle que l'Intercommunale de Propreté Publique (IPALLE) avait songé à une intervention automatique pour chaque commune moyennant cotisation et que cette initiative n'a pas recueilli l'assentiment des communes de plus petite taille.

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :



21. Objectif Convergence. Aménagement de l'Office du Tourisme.  
Lot 9 (parachèvements). Travaux supplémentaires.  
Lot 2 (électricité). Travaux supplémentaires. Approbation.

Monsieur l'Echevin **A.BOITE** donne lecture des rapports introductifs :

" Mesdames, Messieurs,

- 1°) Nous avons décidé en date du 28 juillet 2011 de désigner l'Entreprise FAVIER SA comme adjudicataire du marché de travaux de réhabilitation de l'Office du Tourisme, lot 9 : parachèvements – doublage, plâtrerie, faux plafonds, peinture, revêtements de sol - dans le cadre de l'Objectif Convergence, au montant de son offre rectifiée, régulière et la plus basse s'élevant à 654.357,19 € hors TVA, soit 791.772,20 € TVA comprise.

Vous avez approuvé en date du 18 décembre 2012 l'exécution par l'Entreprise FAVIER SA de travaux supplémentaires reconnus nécessaires dans le cadre du susdit marché, s'élevant à 308.092,97 € hors TVA, soit 372.792,49 € TVA comprise (soit 47,08 % en plus) portant essentiellement sur :

- la continuité de l'installation et de la sécurisation du chantier;
- la réalisation d'une chape lissée;
- la modification de la résistance au feu de la structure du bâtiment qui passe d'une demi-heure à une heure tel que prescrit initialement.

Nous avons décidé, en date du 19 avril 2013, d'accorder la réception provisoire des susdits travaux à l'Entreprise FAVIER SA.

L'auteur de projet justifie de nouveaux travaux supplémentaires reconnus nécessaires, s'élevant à 77.480,91 € hors TVA soit 93.751,90 € TVA comprise (11,84 % en plus par rapport au montant initial du marché) :

- d'une part, par des reprises du marché de stabilité démolition sur des ouvrages réalisés par l'entreprise faillie;
- d'autre part, par de nouvelles impositions des services de sécurité.

Le décompte final des travaux tel qu'approuvé par l'auteur de projet en date du 3 juillet 2013 s'élève à 1.021.385,70 € hors TVA et révisions comprises, soit 1.235.876,68 € TVA comprise.

L'augmentation de 367.028,51 € hors TVA soit 444.104,48 € TVA comprise par rapport au montant de la désignation se justifie par :

- plus 22.672,42 € de dépassement de quantités présumées;
- moins 83.228,07 € de travaux principaux non réalisés;
- plus 308.092,97 € de travaux supplémentaires approuvés;
- moins 113,07 € de travaux supplémentaires approuvés non réalisés;
- plus 77.480,91 € de travaux supplémentaires reconnus nécessaires;
- des révisions s'élevant à 42.123,35 €.

Les travaux supplémentaires s'élèvent au total de 466.544,39 € TVA comprise (soit 58,92 % en plus par rapport au montant de la désignation) dont 372.792,49 € ont déjà été approuvés.



Les crédits nécessaires pour faire face à ces dépenses supplémentaires sont prévus en exercice antérieur du budget extraordinaire sous l'article 930/723-60/11.

Les subsides sur ces travaux supplémentaires seront sollicités au taux de 90 % dans le cadre de l'Objectif Convergence.

Il appartient à votre Assemblée d'approuver, dans le cadre de ce marché, les nouveaux travaux supplémentaires reconnus nécessaires s'élevant à 77.480,91 € hors TVA soit 93.751,90 € TVA comprise (11,84 % en plus par rapport à l'offre de l'entreprise désignée).

- 2°) Nous avons décidé en date du 17 décembre 2009 de désigner l'Entreprise SOTRELCO SA comme adjudicataire du marché de travaux d'électricité (lot 2) à l'Office du Tourisme dans le cadre de l'Objectif Convergence, au montant de son offre régulière et la plus basse s'élevant à 184.571,00 € TVA comprise.

Vous avez décidé en séance du 9 juillet 2012 d'approuver les travaux supplémentaires relatifs d'une part, au raccordement au réseau électrique basse tension et, d'autre part, à la mise en œuvre des câbles pour la scénographie, s'élevant à 25.174,39 € hors TVA soit 30.461,01 € TVA comprise (16,50 %).

Nous avons décidé en date du 15 mars 2013 d'approuver le procès-verbal de réception provisoire des susdits travaux.

Les nouveaux travaux supplémentaires reconnus nécessaires s'élèvent à 29.782,17 € hors TVA soit 36.036,43 € TVA comprise et portent principalement sur des modifications de câblage et de système d'éclairage destinés au « Couloir du Temps ».

Le décompte final des travaux introduit en date du 25 juin 2013 par l'Entreprise SOTRELCO SA, tel qu'approuvé par l'auteur de projet en date du 12 juillet 2013, s'élève à 214.468,60 € hors TVA et révisions comprises, soit 259.507,01 € TVA comprise.

L'augmentation de 61.930,58 € hors TVA soit 74.936,01 € TVA comprise par rapport au montant de la désignation se justifie par :

- moins 16.953,95 € de travaux principaux non réalisés;
- plus 6.030,65 € de dépassement de quantités présumées;
- plus 25.174,39 € de travaux supplémentaires approuvés;
- plus 29.782,17 € de travaux supplémentaires reconnus nécessaires;
- des révisions s'élevant au montant de 17.897,32 €.

Les travaux supplémentaires s'élèvent au total de 66.497,44 € TVA comprise (36,03 % en plus par rapport à la désignation), dont 30.461,01 € ont déjà été approuvés.

Les crédits inscrits sous l'article 930/723-60/11 du budget extraordinaire 2013 permettent de supporter les dépenses supplémentaires. Des subsides sur ces travaux supplémentaires seront sollicités au taux de 90 % dans le cadre de l'Objectif Convergence.

Il appartient à votre Assemblée d'approuver, dans le cadre de ce marché, les nouveaux travaux supplémentaires qui s'élèvent à 36.036,43 € TVA comprise."

Monsieur le **Secrétaire communal** apporte des précisions comptables à Madame la Conseillère communale M-C.LEFEBVRE, tout en précisant que tous les décomptes finaux ne sont pas connus.

De son côté, Monsieur l'**Echevin des Travaux** précise que la réception provisoire a donné lieu à des remarques et que celles-ci devront être levées par l'entreprise en vue de la réception définitive.

Par 32 voix pour et 3 abstentions, le Conseil communal, prend les délibérations suivantes :

Ont voté pour : Mme R.DESENCLOS-LECLERCQ, MM. A.PESIN, J-M.VANDENBERGHE, G.LECLERCQ, Mme M.WILLOCQ, MM. R.DELVIGNE, J-L.CLAUX, J-L.VIEREN, D.SMETTE, B.MAT, Mme H.CLEMENT-COUPLET, M. J.DEVRAY, Mme S.LIETAR, MM. B.LAVALLEE, E.VANDECAVEYE, Mmes C.GUISSET-LEMOINE, B.DEWAELE, H.LELEU, L.BARBAIX, D.CLAEYSSSENS, MM. X.DECALUWE, L-D.CASTERMAN, A.MELLOUK, Mmes MC.MARGHEM, L.DEDONDER, M. P.ROBERT, Mme L.LIENARD, MM V.BRAECKELAERE, A.BOITE, T.BOUZIANE, M. P-O.DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale et M. R.DEMOTTE, Président de l'Assemblée.

Se sont abstenus : Mmes M-C.LEFEBVRE, C.LADAVID, M. G.DENONNE



22. Musée d'Archéologie. Démolition et reconstruction du mur d'enceinte, côté rue du Mont de Piété. Mode et conditions de passation du marché.

Monsieur l'Echevin **A.BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Suite à son inspection au Musée d'Archéologie, le Service Interne de Prévention et de Protection (SIPP) nous a signalé que la partie du mur d'enceinte située côté rue du Mont de Piété présentait une inclinaison importante vers la rue. Cette situation présente un risque potentiel pour les nombreux piétons (étudiants) qui empruntent cette voirie.

Il est donc nécessaire de passer un marché de travaux pour procéder à la démolition et la reconstruction de ce mur.

Le coût estimé de ce marché s'élève à 45.375,00 € hors TVA soit 54.903,75 € TVA comprise.

Ce marché, inférieur à 85.000,00 € hors TVA, sera passé par procédure négociée sans publicité conformément à l'article 26 § 1 alinéa 1° a de la Loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Un crédit de 200.000,00 € est inscrit au budget extraordinaire du présent exercice sous l'article 771/724-60.

Il appartient à votre Assemblée d'approuver les mode et conditions de passation de ce marché."

Madame la Conseillère communale **C.LADAVID** rappelle que ce mur fait partie d'un bien classé et qu'un suivi archéologique du dossier doit être mis en œuvre.

Monsieur le **Président** de l'Assemblée précise que les travaux seront effectués dans le respect du prescrit légal et des conditions qui seront imposées par la Région wallonne dans le permis d'urbanisme.

En réponse à la question de Monsieur le Conseiller communal **B.MAT**, Monsieur l'Echevin des Travaux **A.BOITE** relève que ces travaux ne peuvent être réalisés par le personnel communal vu leur importance.

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :



23. Service Incendie. Rénovation la toiture plate du bâtiment arrière de la caserne.  
Mode et conditions de passation du marché.

Monsieur l'Echevin **A.BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Le Service Incendie dispose d'un bâtiment jouxtant la caserne. Il abrite la partie administrative du personnel et sa toiture est en très mauvais état. Il y a lieu de procéder à des réparations, dont le coût est estimé à 25.000,00 € TVA comprise.

Il sera donc passé un marché de travaux ayant pour objet la réparation de la toiture du bâtiment jouxtant la caserne du Service Incendie.

Ce marché sera passé par procédure négociée sans publicité lors du lancement de la procédure et après consultation de plusieurs entreprises conformément à l'article 26 § 1<sup>er</sup> alinéa 1° a de la Loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Les crédits de l'ordre de 25.000,00 € sont inscrits au budget extraordinaire 2013 par voie de modification budgétaire, sous l'article 351/723-60.

Il appartient à votre Assemblée d'approuver les mode et conditions de passation de ce marché."

Monsieur le Conseiller communal **B.MAT** rappelle à l'Assemblée que, lorsque le dossier d'acquisition est venu devant le Conseil communal, il avait prévenu qu'il y aurait rapidement des travaux à réaliser, générant des frais importants.

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :



24. Cimetières de l'entité. Création d'ossuaires. Acquisition de caveaux. Création de columbariums. Acquisition de matériaux de construction. Mode et conditions de passation des marchés.

Monsieur l'Echevin **A.BOITE** donne lecture des rapports introductifs :

" Mesdames, Messieurs,

- 1°) Cette année, il est prévu de réaliser des ossuaires dans les cimetières d'Esplechin, Saint-Maur, Ramegnies-Chin, Orcq et Havinnes de manière esthétique et fermée comme déjà réalisés les années précédentes dans d'autres cimetières.

Il s'avère nécessaire d'acquérir des caveaux en béton, dont le coût est estimé à 4.375,00 € hors TVA, soit 5.293,75 € TVA comprise. Cette acquisition ne dépasse pas les montants fixés par le Roi permettant de recourir à la procédure négociée sans publicité.

Les crédits nécessaires sont prévus au budget extraordinaire 2013 sous l'article 878/724-60.

Il appartient à votre Assemblée d'approuver les mode et conditions de passation de ce marché.

- 2°) La création de columbariums dans les cimetières d'Esplechin, Saint-Maur, Ramegnies-Chin, Orcq et Havinnes est indispensable vu la demande sans cesse croissante de la population.

Il s'avère nécessaire d'acquérir des matériaux pour leur création, dont le coût est estimé à 16.025,00 € hors TVA, soit 19.390,25 € TVA comprise. L'acquisition ne dépasse pas les montants fixés par le Roi permettant de recourir à la procédure négociée sans publicité.

Les crédits sont prévus au budget extraordinaire du présent exercice sous l'article 878/722-60 à concurrence de 25.000,00 €.

Il appartient à votre Assemblée d'approuver les mode et conditions de passation de ce marché."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend les délibérations suivantes :





25. Cimetière du Sud. Périmètre historique. Gommage de grilles de ceinture de tombes. Mode et conditions de passation du marché.

Monsieur l'Echevin **A.BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Suite à l'appel à projet « aménagement, mise en conformité et embellissement des cimetières wallons et mise en valeur du patrimoine funéraire d'importance historique locale en vue des commémorations des guerres 14-18 et 40-45 » à l'initiative de la Wallonie, nous avons proposé de procéder au gommage de grilles de ceinture de tombes dans le périmètre historique du Cimetière du Sud.

Par courrier du 21 janvier 2013 le Service Public de Wallonie notifiait l'arrêté ministériel accordant à la Ville une subvention de 60 % plafonné à 7.500,00 €.

Les grilles en fer forgé des tombes du 19<sup>ème</sup> siècle se dégradent progressivement avec le temps.

Ces grilles étaient repeintes régulièrement par les familles, mais les tombes sont désormais à l'abandon bien qu'inscrites, pour celles qui concernent ce projet, sur la liste de préservation.

Dans le cadre de l'élaboration d'une zone de conservation, les gestionnaires locaux, devenus responsables de la préservation de ces sépultures, aimeraient, par ces travaux mettre en valeur tout autant le site funéraire que la gestion patrimoniale et conservatoire.

Il s'avère dès lors nécessaire de passer un marché de travaux ayant pour objet le gommage de grilles de ceinture de tombes dans le périmètre historique du Cimetière du Sud.

Le coût estimé de ce marché s'élève à 10.330,58 € hors TVA soit 12.500,00 € TVA comprise et ne dépasse pas les montants fixés par le Roi permettant de recourir à la procédure négociée sans publicité.

Il appartient à votre Assemblée d'approuver les mode et conditions de passation de ce marché."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :



26. Piscines communales. Remplacement du bac tampon à Kain. Remplacement des tirants à l'Orient. Etude. Mode et conditions de passation des marchés.

Monsieur l'Echevin **A.BOITE** donne lecture des rapports introductifs :

" Mesdames, Messieurs,

- 1°) Afin de garantir les volumes d'eau des bassins de la piscine de Kain, les installations techniques sont équipées d'un bac tampon permettant de régler les volumes d'eau après traitement (filtration, chloration et chauffe).

Etant donné sa vétusté (bac en acier datant de la construction de la piscine en 1982), sa non-conformité au décret sectoriel et les gros soucis techniques rencontrés (corrosion majeure, inondation, perte vers égouttage...), il est impératif de procéder à son remplacement.

Nous vous proposons de recourir à la procédure négociée, sans publicité lors du lancement de la procédure, après consultation de plusieurs firmes, conformément à l'article 26 § 1<sup>er</sup>, 1° a) de la Loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services.

Des crédits ont été prévus au budget extraordinaire 2013 sous l'article budgétaire 7644/724-60 pour un montant de 45.000,00 €, et un montant de 38.000,00 € par voie de modification budgétaire.

Il appartient à votre Assemblée d'approuver les mode et conditions de passation de marché

- 2°) La charpente du hall de la piscine communale de l'Orient est composée de tirants qui relient les éléments de la charpente et sur lesquels sont suspendus les tubes de ventilation à la charpente.

La corrosion très importante de ces tirants représente un risque pour le public qui fréquente l'infrastructure ainsi que pour la stabilité de la structure.

Préalablement à leur remplacement, il est nécessaire de choisir un bureau d'études qui sera chargé d'établir le cahier des charges et d'analyser les offres en vu du remplacement de ces tirants.

Nous vous proposons de recourir à la procédure négociée, sans publicité lors du lancement de la procédure, après consultation de plusieurs prestataires de service, conformément à l'article 26 § 1<sup>er</sup>, 1° a) de la Loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services.

Un crédit de 5.000,00 € est inscrit au budget extraordinaire 2013 sous l'article budgétaire 764/733-60.

Il appartient à votre Assemblée d'approuver les mode et conditions de passation de marché."

Monsieur le Conseiller communal **B.MAT** se demande si une étude globale sera effectuée sur la filtration et la chloration.

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend les délibérations suivantes :

27. Bâtiments communaux. Remplacement de chaudières. Mode et conditions de passation du marché.

Monsieur l'Echevin **A.BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Les chaudières des bâtiments de la Halle-aux-Draps, du Relais des Artistes au Mont Saint-Aubert et de l'Ecole communale de Warchin datent de plus de 25 ans.

Afin de diminuer les coûts énergétiques, il convient de remplacer ces chaudières par des modèles performants.

La chaudière du bâtiment abritant le restaurant communal et divers Services communaux est, quant à elle, hors service et son remplacement s'impose avant la saison d'hiver.

Un marché de travaux ayant pour objet le remplacement des chaudières de la Halle-aux-Draps, du Relais des Artistes, de l'Ecole communale de Warchin et du bâtiment du restaurant communal, doit être passé. Il est estimé à 37.830,00 € hors TVA, soit 45.774,30 € TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus.

Nous vous proposons de recourir à la procédure négociée, sans publicité lors du lancement de la procédure, après consultation de plusieurs entrepreneurs conformément à l'article 26 § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> a) de la Loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services.

Une demande de subvention sera introduite auprès du Service public de Wallonie (S.P.W.), dans le cadre de l'appel à projets UREBA exceptionnel.

Les crédits permettant ces dépenses sont inscrits au budget extraordinaire de l'exercice 2013, sous les articles 124/724-60 (subdivisions 1, 2 et 4) et 7227/724-60 (Subdivision 3).

Il appartient à votre Assemblée d'approuver les mode et conditions de passation de ce marché."

Monsieur le Conseiller communal **G.DENONNE** s'étonne, notamment, que le cahier des charges reste muet sur les normes de performances énergétiques et sur la mise en place de vannes thermostatiques.

Monsieur **l'Echevin de l'Instruction publique** confirme que les chaudières répondent au dernier cri de la technologie en matière d'économie d'énergie. En ce qui concerne les vannes thermostatiques, elles ne sont pas efficaces dans un lieu public.

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :



**28. Infrastructures sportives. Acquisition et pose de défibrillateurs externes. Mode et conditions de passation du marché.**

Monsieur l'Echevin **A.BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

La Ville de Tournai compte sur son territoire de nombreuses infrastructures sportives ainsi que de nombreux clubs sportifs.

Afin de permettre à chaque sportive et chaque sportif de pratiquer son sport en toute sécurité, il est proposé d'équiper les infrastructures sportives communales de défibrillateurs externes automatiques.

Une intervention de réanimation cardiaque doit être effectuée immédiatement après l'accident, idéalement moins de 5 minutes après celui-ci et, dans tous les cas, moins de 10 minutes après l'accident. Passé ce délai, les chances de survie de la victime sont extrêmement réduites.

De plus, dans son décret du 25 octobre 2012, la Communauté française impose la présence, pour le 31 décembre 2013, de défibrillateurs externes automatiques de catégorie 1 dans les infrastructures sportives.

Dans ce cadre, sachant qu'il y a déjà un défibrillateur au Hall des Sports de la CET et à la piscine de l'Orient, il est nécessaire d'acquérir d'autres défibrillateurs externes automatisés à destination des infrastructures sportives communales suivantes :

- les Eaux Sauvages à Froidmont
- le stade Luc Varenne à Kain
- le Roller Park (ancienne Piscine Madame réaffectée en roller/skatepark) à Tournai
- le hall SATTA à Templeuve
- le Pas du Roc à Vaulx
- le stade Jules Hossey à Tournai
- la RUSTA à Gaurain-Ramecroix
- la Piscine communale de Kain
- le hall des Sports de Kain (en cours de construction).

Nous vous proposons de recourir à la procédure négociée, sans publicité lors du lancement de la procédure, après consultation de plusieurs firmes, conformément à l'article 26 § 1<sup>er</sup>, 1° a) de la Loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services.

Un crédit de 40.000,00 € est inscrit au budget extraordinaire 2013 sous l'article budgétaire 7641/744-51.

Il appartient à votre Assemblée d'approuver les mode et conditions de passation de ces marchés."

Monsieur le Conseiller communal **B.MAT** souligne que l'utilisation d'un défibrillateur nécessite une formation plus concrète qu'une formation technique seule.



Madame la Conseillère communale **M-C.LEFEBVRE** soutient ce dossier qui avait fait l'objet de demandes de l'ancien conseiller communal J-P.VANDENSAVEL, demandes jamais concrétisées.

Madame la Conseillère communale **M.WILLOCQ** souhaiterait qu'un défibrillateur soit placé à l'Hôtel de Ville.

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

29. Central téléphonique de l'Hôtel de Ville. Rachat. Articles L1222-3 et L1311-5 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation. Acceptation.

Monsieur l'Echevin **A.BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Le contrat de location et d'entretien du central téléphonique de l'Hôtel de Ville arrivait à échéance le 30 juin 2013. La procédure de marché relatif à la location d'un nouveau central téléphonique ayant pris du retard, il convenait de trouver une solution afin de conserver une installation en état de fonctionnement.

La Firme ING LEASE BELGIUM SA, propriétaire du central téléphonique, nous a donc proposé trois solutions :

- le rachat du central téléphonique au prix de 1.877,74 € TVA comprise (hors entretien)
- la prolongation de la location du central pendant 3 mois au prix de 1.877,92 € TVA comprise (hors entretien)
- la prolongation de la location du central pendant 6 mois au prix de 1.897,28 € TVA comprise (hors entretien).

Au vu des montants proposés, nous avons décidé, en date du 5 juillet 2013, vu l'urgence, conformément aux articles L1222-3 et L1311-5 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, de racheter le central téléphonique à la Société ING LEASE

BELGIUM SA, rue Colonel Bourg, 155 à 1140 Bruxelles, pour un montant de 1.877,74 € TVA comprise et d'autoriser le paiement à l'article 104/742-98 du budget extraordinaire 2013.

Il appartient à votre Assemblée de prendre acte de cette décision et d'admettre la dépense qui sera régularisée lors de la prochaine modification budgétaire à l'article 104/742-98 du budget extraordinaire 2013."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :



30. Service communal de propreté publique. Réparation du camion poubelle XKK544. Articles L1222-3 et L3111-5 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation. Acceptation.

Monsieur l'Echevin **A.BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Durant la période d'octobre 2012 à janvier 2013, le camion du Service propreté publique immatriculé XKK544 a fait l'objet de plusieurs réparations.

Pour des raisons de sécurité, des problèmes de direction étant apparus, et afin de pouvoir assurer au mieux le service à la population, le camion a été déposé au Grand Garage du Nord, chaussée de Bruxelles, 95 à 7500 Tournai, pour effectuer les réparations dans les plus brefs délais.

La firme précitée a donc introduit sa facture en date du 21 février 2013 relative aux susdites prestations qui s'élève au montant de 5.127,27 € TVA comprise.

Il s'avère toutefois que cette dépense relève du budget extraordinaire.

Aucun crédit n'est cependant prévu au budget extraordinaire de cet exercice pour faire face à cette dépense.

Cette situation porte préjudice à la firme puisque celle-ci n'est pas rétribuée pour le travail réalisé.

Nous avons donc en séance du 30 août 2013 décidé de recourir aux articles L1222-3 alinéa 3 et L3111-5 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation.

L'inscription de ce crédit se fera au budget extraordinaire 2014 sous l'article 876/745-98/13.

Il vous appartient de prendre acte de cette décision et d'admettre la dépense."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :



31. Service communal de propreté publique. Réparation de la tourelle d'une hydrocureuse. Avenant. Approbation.

Monsieur l'Echevin **A.BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

En séance du 25 mars 2013, votre Assemblée a décidé de passer un marché par procédure négociée ayant pour objet la réparation de la tourelle de l'hydrocureuse immatriculée HIR963 pour un montant total estimé à 15.000,00 € TVA comprise.

En séance du 7 juin 2013 nous avons désigné l'entreprise adjudicataire de ces prestations au montant de son offre régulière la plus avantageuse s'élevant à la somme de 8.222,98 € TVA comprise et engagé un crédit complémentaire de 3.600,00 €.

En cours de réparation, il s'est avéré nécessaire de procéder au remplacement de la soupape de régulation représentant un supplément de 3.486,34 € hors TVA soit 4.218,47 € TVA comprise.

Toutefois, le remplacement des pièces de la pompe haute pression prévu au départ n'étant finalement pas nécessaire, le coût des prestations supplémentaires a été réduit au montant de 2.301,63 € hors TVA soit 2.784,97 € TVA comprise, ce qui représente néanmoins un supplément de 28 %.

Cette réparation est indispensable pour le fonctionnement de l'hydrocureuse.

En séance du 14 août 2013, nous avons donc décidé, au vu des motifs évoqués, de marquer notre accord de principe sur ces prestations supplémentaires et de vous soumettre cette résolution.

Les crédits nécessaires à ces prestations sont prévus à l'article 421/745-98 du budget extraordinaire 2013.

Il vous appartient d'approuver ces prestations complémentaires reconnues nécessaires."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :



32. Services communaux. Acquisition de mobilier pour l'aménagement du réfectoire ouvrier du Pont de Maire et de divers services administratifs. Mode et conditions de passation du marché.

Monsieur l'Echevin **A.BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

L'acquisition de mobilier pour le réfectoire ouvrier du site du Pont de Maire fait suite aux divers aménagements déjà effectués au sein de ce bâtiment.

Cela permettra au personnel communal y travaillant d'avoir un espace approprié au temps de pause comme peut l'être le Self du Parc pour le personnel communal de l'Hôtel de Ville.

Du mobilier pour divers services administratifs (Service Marchés Publics, Gestion du Personnel, bureau du Receveur communal) sera également repris dans ce marché afin de finaliser l'aménagement de ces bureaux.

Ce marché de fournitures est estimé à 35.560,10 € TVA comprise.

Nous vous proposons de passer ce marché par procédure négociée sans publicité lors du lancement de la procédure après consultation de plusieurs fournisseurs, conformément à l'article 26 §1, 1° a de la Loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics, et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services.

Les crédits nécessaires sont prévus à l'article 104/741-51 du budget extraordinaire 2013.

Il vous appartient d'approuver les modes et conditions de passation du marché."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :





**33. Service Incendie. Programme pluriannuel 2008-2013. Acquisition de huit bouteilles d'air respirable. Approbation.**

Monsieur l'Echevin **A.BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Emanant du Service public fédéral de l'Intérieur, Direction générale Sécurité civile, le courrier du 9 avril 2013 reçu par le Service Marchés publics en date du 4 juillet 2013, stipulait notamment :

« (...) »

Conformément à la Circulaire du 18 mai 2001, la plupart des communes disposant d'un Service d'Incendie ont élaboré un programme d'investissement. Le plan pluriannuel 2002-2007 est complété par une tranche supplémentaire pour 2008, 2009, 2010, 2011, 2012 et 2013. A l'annexe 4, vous trouverez un aperçu par commune des demandes telles qu'elles ont été formulées à cet égard, avec la priorité souhaitée. Cette liste reprend le matériel qui a déjà été promis durant la période 2002-2012.

(...) Lors de l'élaboration de vos propositions, vous devez tenir compte des points suivants :

- 1) L'intervention des Gouverneurs doit permettre d'assurer la sécurité de la population dans toute la Province de manière optimale sur la base des besoins réellement existants. Les Gouverneurs doivent veiller à ce que le matériel soit distribué de manière rationnelle sur le territoire de la Province, en tenant compte des besoins des futures zones de secours. Cela signifie que vous devez déterminer de manière conceptuelle, sur base de l'inventaire dressé par la task-force de la future zone, les besoins au niveau zonal. En outre, vous devez également tenir compte des rapports d'inspection qui vous ont été transmis pour certains corps.
- 2) Il est évident que vous ne pouvez reprendre dans votre proposition que le matériel qui a fait l'objet d'une demande par les communes par le biais d'une décision du Conseil
- 3) Veuillez limiter votre proposition :
  - au matériel repris dans la liste que vous retrouvez à l'annexe 4ET
  - au matériel repris dans la « shortlist » (annexe 5)
- 4) Veuillez, avant d'introduire votre proposition 2013, indiquer aux communes bénéficiaires de prévoir les crédits nécessaires dans leur budget au moment de la livraison prévue afin de payer leur part du prix d'achat
- 5) Le montant global de vos propositions ne peut dépasser l'enveloppe budgétaire qui vous a été attribuée. Le prix unitaire (TVA comprise) a été indiqué sur la « shortlist » à côté de chaque matériel, de sorte que vous puissiez réaliser ce calcul
- 6) Je vous saurais gré de bien vouloir indiquer dans vos propositions, les appellations et les codes utilisés dans la « shortlist » (...) »

Pour la Ville de Tournai, il est prévu pour le matériel repris sur le crédit 2012 la fourniture de 8 bouteilles d'air respirable.

Par courrier reçu en date du 11 juin 2013, le Service public fédéral de l'Intérieur, Direction générale Sécurité Civile, informait l'Administration communale que le matériel mentionné serait à la disposition du Service Incendie le 28 juin 2013.

Ce courrier stipulait notamment :

« (...) conformément à l'article 4 de l'Arrêté royal du 23 mars 1970, le délégué de votre Service Incendie doit fournir une copie de la délibération du Conseil communal mentionnant

l'énumération du matériel demandé et autorisant le Ministre de l'Intérieur à prélever sur votre courant de la Banque DEXIA le montant à payer. Si cette autorisation ne figure pas sur la délibération du Conseil communal initiale, une délibération supplémentaire ou adaptée doit être présentée (...) »

Le matériel repris dans ce plan pluriannuel étant déjà à disposition du Service Incendie, le Collège communal, en séance du 12 juillet 2013, a arrêté le plan pluriannuel 2008-2013 sous réserve de votre approbation.

Contact pris auprès de la Direction générale Sécurité Civile, une délibération du Collège communal est acceptée exceptionnellement.

Un crédit de 16.000,00 € est inscrit au budget extraordinaire du présent exercice sous l'article 3511/744-51.

Il appartient à votre Assemblée de prendre acte de notre décision du 12 juillet 2013 et de l'approuver."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

34. Services communaux. Acquisition de machines à café de type « industriel » et de type « collectivité ». Mode et conditions de passation du marché.

Monsieur l'Echevin **A.BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

L'Administration communale de Tournai loue des percolateurs de type « collectivité » depuis plusieurs années. Ces percolateurs sont utilisés par les plus grands services tandis que les plus petits bureaux utilisent des percolateurs standards (type ménage).

Cette location s'élève à 167,27 € par mois pour 16 machines, soit un peu plus de 2.000,00 € par an, avec, de surcroît, une surconsommation dans les Services où l'on fait du café plusieurs fois par jour.

Afin de rationaliser la consommation de café, il serait bénéfique d'opter pour l'acquisition de machines de type « industriel » et d'acquérir:

- 1 machine à double réservoir de 10 litres destinée aux Services de l'Hôtel de Ville
- 1 machine à simple réservoir de 10 litres destinée aux Services du Pont de Maire
- 7 machines de type collectivité ainsi que différents types de thermos pour les Services Incendie, du Tourisme, de la piscine de l'Orient, pour le Service d'Aide à l'Intégration sociale, les 2 crèches et le Hall des Sports.

Nous vous proposons de recourir à la procédure négociée, sans publicité lors du lancement de la procédure, après consultation de plusieurs firmes, conformément à l'article 26 § 1<sup>er</sup>, 1° a) de la Loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services.

Un crédit de 11.000,00 € est inscrit au budget extraordinaire 2013 par voie de modification budgétaire sous l'article budgétaire 104/744-51.

Il appartient à votre Assemblée d'approuver les mode et conditions de passation de ces marchés."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :



35. Bibliothèque communale. Acquisition de matériel informatique et paramétrage.  
Mode et conditions de passation des marchés.

Monsieur l'Echevin **A.BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

La plupart des ordinateurs qui équipent la Bibliothèque utilisent un système d'exploitation dont les mises à jour de sécurité ne seront plus disponibles à partir du 8 avril 2014.

Il convient donc :

- de procéder à l'achat de 23 nouveaux ordinateurs pour un montant estimé à ± 17.400,00 € TVA comprise,
- d'installer, configurer et paramétrer ces ordinateurs pour un montant estimé à ± 8.712,00 € TVA comprise, ces montants ayant valeur d'indication.

Nous vous proposons dès lors de passer un marché de fournitures et un marché de services et de recourir à la procédure négociée, sans publicité lors du lancement de la procédure, après consultation de plusieurs firmes conformément à l'article 26 § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> a) de la Loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services.

Des subsides à concurrence de 50 % seront sollicités auprès de la Communauté française.

Un crédit de 27.000,00 € est inscrit au budget extraordinaire 2013 sous l'article budgétaire 767/742-53.

Il appartient à votre Assemblée d'approuver les mode et conditions de passation de ces marchés."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :



36. Service des Affaires administratives et sociales. Acquisition d'un logiciel de gestion de caisse. Article L1222-3 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation.

Monsieur l'Echevin **A.BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Le vol d'argent commis au sein du Service des Affaires administratives et sociales au mois de juin 2013 a mis en évidence le besoin d'évoluer au niveau du contrôle et de la comptabilisation des recettes.

Il était urgent et impérieux de remédier à cette situation et il était surtout important de réagir rapidement.

La solution a consisté à acquérir un logiciel de gestion de caisse de l'application Saphir (que, seule, la Firme ADEHIS était en mesure de fournir) et de l'intégrer au programme Saphir déjà installé au Service des Affaires administratives et sociales.

Ce logiciel permet l'identification de chaque opération, celle-ci étant liée à une tarification connue, avec l'attribution comptable à l'agent intervenant et cela avec l'impression d'un timbre directement sur le document délivré, cette procédure remplaçant le système actuel des timbres adhésifs avec clôture comptable en fin de journée.

Nous avons donc décidé, en séance du 19 juillet 2013, vu l'urgence impérieuse résultant d'un événement imprévisible :

- 1) de passer un marché de fourniture d'un logiciel de gestion de caisse de l'application Saphir destiné au Service des Affaires administratives et sociales, par procédure négociée, conformément aux articles 26 §1<sup>er</sup> 1° a et c de la Loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services;
- 2) de désigner la Firme ADEHIS SA, rue de Néverlée, 12 à 5020 Namur, au montant de son offre qui s'élève à 21.609,18 € TVAC, auquel il faut ajouter un coût de maintenance de 182,70 € TVA comprise par mois, soit un coût total pour la maintenance sur 4 ans de 8.769.60 € TVA comprise;
- 3) le marché sera régi par les règles générales d'exécution des marchés publics (Arrêté royal du 14/01/2013);
- 4) de passer commande immédiatement;
- 5) la dépense liée à l'acquisition de ce logiciel sera imputée à l'article 104/742-53 du budget extraordinaire 2013. La dépense liée à la maintenance du logiciel sera imputée à l'article 104/123-12 du budget ordinaire 2013,2014, 2015,2016 et 2017;
- 6) le Conseil communal prendra acte de cette décision lors de sa prochaine séance.

Il appartient à votre Assemblée de prendre acte de cette décision."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :





37. Service Environnement. Acquisition d'une licence informatique. Mode et conditions de passation du marché. Approbation.

Monsieur l'Echevin **A.BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Le Service Environnement dispose depuis 2004 d'un logiciel de géo-traitement de données cartographiques.

Utilisé au quotidien cet outil d'aide à la décision permet de traiter des informations cartographiques de base, mais peut disposer de modules complémentaires permettant des analyses plus complexes.

Le Service Environnement traite aujourd'hui des problématiques agricoles (constats de dégâts aux cultures, recensements, etc.) et est chargé, en partenariat avec les Services Techniques et la Région wallonne, de trouver des solutions aux problèmes d'inondations d'origine agricole.

Est étudiée dans ce cadre la mise en œuvre de fiches-diagnostics types de micro-bassins versants (à l'échelle de la parcelle agricole).

Ces fiches-diagnostics doivent permettre d'évaluer précisément les volumes ruisselés et de proposer des pistes de solutions concertées d'ordre agronomique, hydrologique et hydraulique.

L'objectif est d'ouvrir le dialogue avec l'agriculteur, les conseillers MAE (Mesures Agri Environnementales) et le pouvoir subsidiant sur base d'éléments d'expertise concrets et rapides à mettre en œuvre.

Il conviendrait donc de faire l'acquisition d'une licence informatique complémentaire.

Ce marché de fournitures est estimé à 5.600,00 € TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus.

Le marché sera passé par procédure négociée, sans publicité lors du lancement de la procédure, conformément à l'article 26 § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, a) de la Loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services.

Le marché, d'un montant inférieur à 8.500,00 € hors TVA, sera régi par l'article 110 de l'Arrêté royal du 15 juillet 2011.

Les crédits d'un montant de 8.000,00 € sont prévus au budget extraordinaire 2013 sous l'article 930/742-53.

Il convient à votre Assemblée d'approuver les mode et conditions de passation de ce marché."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :



38. Office du Tourisme. Maintenance du spectacle audiovisuel « Le couloir du temps » et du spectacle du Beffroi. Article L1311-5 du Code de la Démocratie locale et de la décentralisation.

Monsieur l'Echevin **A.BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

En date du 30 mars 2006, nous avons passé un marché avec la Firme WAVE SPRL pour la maintenance des équipements audiovisuels du spectacle du « Couloir du Temps » à l'Office du Tourisme et du spectacle du Beffroi.

Ce contrat de location/maintenance conclu avec la susdite firme et la Ville de Tournai pour 6 ans est venu à échéance à la date du 30 avril 2012.

En date du 24 mai 2013, nous avons décidé d'approuver le paiement de la facture à la firme, d'un montant de 1.321,32 € TVA comprise à imputer à l'article 562/124-02 du budget ordinaire 2013.

Il s'avère toutefois que cette dépense relève du budget extraordinaire.

Aucun crédit n'est cependant prévu au budget extraordinaire de cet exercice pour faire face à cette dépense.

Nous vous proposons de recourir à l'article L1311-5 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation.

L'inscription de ce crédit se fera au budget extraordinaire 2014 sous l'article 561/748-53/13."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :



39. Tour de France 2012. Occupation de la place de Lille à Tournai. Redevance d'occupation du domaine public. Remise partielle de dette. Article L1222-2 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation. Approbation.

Madame l'Echevine **L.LIENARD** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Par décision prise en séance du 21 mai 2012, vous avez décidé de conclure une concession domaniale avec la SA OPUS portant sur l'occupation de la place de Lille à Tournai pendant quatre jours calendrier, afin que la société puisse y exploiter, à l'occasion de l'arrivée à Tournai de la 2<sup>ème</sup> étape du Tour de France 2012, un espace d'accueil réservé aux entreprises locales.

Sur base de cette convention, un montant de 6.640,00 € était dû à la Ville de Tournai par la SA OPUS au titre de redevance pour occupation du domaine public, ce que nous avons confirmé par décision du 23 août 2012.

Malgré le courrier envoyé en ce sens à la SA OPUS, celle-ci n'a payé, en date du 21 août 2012, qu'un montant de 3.200,00 € pour l'occupation du domaine public.

Elle s'en est justifiée par courrier et mail le 8 novembre 2012 en invoquant une série de motifs (accord tardif d'ASO, renonciation du préaccord de la Chambre du Commerce et d'Industrie, tribune à disponibilité variable, tous les frais de développement et de logistique à avancer en fonds propres, prospection retardée, ...) qui ont, selon elle, fait obstacle à la rentabilité prévue de l'événement et qui justifiaient une remise conséquente du montant de la redevance.

Ayant pris connaissance de ces motifs, nous avons marqué notre accord de principe, sous réserve de votre approbation, quant à la demande de la SA OPUS.

Nous vous proposons de lui accorder une remise de 3.320,00 € sur la redevance due dans le cadre de la concession domaniale précitée, sur base de l'article L1222-2 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation libellé comme suit :

« Le Conseil communal accorde, s'il y a lieu, aux locataires ou fermiers de la commune les remises qu'ils demandent, soit qu'ils aient le droit de les réclamer aux termes de la loi ou en vertu de leur contrat, soit qu'ils les sollicitent pour motif d'équité »."

Monsieur le Conseiller communal **G.DENONNE** aimerait savoir si la Ville a respecté ou non ses engagements.

Monsieur le Conseiller communal **J-M.VANDENBERGHE**, Echevin des Finances à l'époque, intervient comme suit :

" J'aurais aimé que ce débat se déroule en séance secrète. Quoiqu'il en soit, je suis contre cette ristourne octroyée à la SA OPUS. La Ville a respecté ses engagements. Par contre, des intervenants externes n'ont pas respecté les leurs.

J'estime aussi que certains responsables de cette firme ont parfois été à la limite de la grossièreté.

Le prix demandé par la Ville n'était pas exagéré. Si les résultats espérés par cette société n'ont pas été à la hauteur des espérances, la Ville n'y est pour rien."

Madame l'Echevine des Finances **L.LIENARD** intervient pour rappeler la chronologie des faits :

- novembre 2011 : demande d'occupation de la place de Lille par la Société SA OPUS
- janvier 2012 : passage à laisser libre autour de la place pour le service de sécurité
- mars 2012 : autorisation d'ASO (Organisateur du Tour de France) d'installer un village VIP à cet endroit
- mai 2012 : décision du Conseil communal autorisant une concession domaniale moyennant acquittement d'une redevance de 6.640,00 €
- juin 2012 : le nombre d'entreprises participant au village VIP est moins important que prévu. La SA OPUS sollicite une réduction de l'étendue de la concession et un nombre de jour d'occupation réduit.

Par 26 voix pour, 4 voix contre et 5 abstentions, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Ont voté pour : Mme R.DESENCLOS-LECLERCQ, MM. G.LECLERCQ, R.DELVIGNE, J-L.CLAUX, J-L.VIEREN, D.SMETTE, J.DEVRAY, Mme S.LIETAR, MM. B.LAVALLEE, E.VANDECAVEYE, Mmes C.GUISSET-LEMOINE, B.DEWAELE, H.LELEU, L.BARBAIX, D.CLAEYSSSENS, MM. L-D.CASTERMAN, A.MELLOUK, Mmes MC.MARGHEM, L.DEDONDER, M. P.ROBERT, Mme L.LIENARD, MM V.BRAECKELAERE, A.BOITE, T.BOUZIANE, M. P-O.DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale et M. R.DEMOTTE, Président de l'Assemblée.

Ont voté contre : M. J-M.VANDENBERGHE, Mmes M.WILLOCQ, H.CLEMENT-COUPLET, M. X.DECALUWE

Se sont abstenus : M. A.PESIN, Mme M-C.LEFEBVRE, M. B.MAT, Mme C.LADAVID, M. G.DENONNE.

40. Cabinets des Bourgmestre et Echevins. Personnel. Cadre et statuts administratif et pécuniaire. Approbation. (208)

Madame **Rita LECLERCQ** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

En séance du 14 mai 2007, le Conseil communal avait respectivement :

- 1°) arrêté le nombre d'agents pouvant être appelés au Cabinet de M. le Bourgmestre et dans les Cabinets des Echevins;
- 2°) déterminé les attributions des membres du Cabinet de M. le Bourgmestre
- 3°) fixé la position de ces agents par rapport aux statuts administratif et pécuniaire du personnel.

Ces décisions ont été approuvées par le Collège provincial du Hainaut en date du 21 juin 2007 et portaient sur la législature 2006/2012.

Il est nécessaire de reprendre les mêmes décisions pour la nouvelle législature qui a débuté ce 3 décembre 2012.

Ces décisions ont été soumises à l'accord du comité de concertation syndicale le 20 juin 2013.

Un protocole d'accord a été signé pour les cadre et statuts administratif et pécuniaire.

Il vous appartient de fixer le cadre, les attributions et le statut pécuniaire qui sont identiques à ce qui avait été arrêté durant la législature précédente."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :





#### 41. Charte de l'égalité des chances dans les communes wallonnes. Adhésion.

Madame **Rita LECLERCQ** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Par courrier du 2 avril 2013, Madame TILLIEUX, Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des chances, a invité la Ville de Tournai à signer le 3 mai 2013 une charte de l'égalité des chances dans les communes wallonnes, et ce, lors d'un colloque de présentation qui a eu lieu au Moulin de Beez à Namur.

En notre séance du 19 avril 2013, nous avons désigné Madame l'Echevine LIENARD aux fins de représenter la Ville de Tournai.

En adhérant à cette charte, la Commune manifeste sa volonté de lutter contre les discriminations et les inégalités qui pourraient persister au niveau communal en la transcrivant dans une action politique.

Cette charte est aujourd'hui soumise à votre adhésion."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :



42. Pensions communales. Avenant n°2. Convention assurance pensions et convention cotisation de pension. Règlement applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2014. Approbation.

Madame l'Echevine **L.LIENARD** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Lors de la séance du Conseil communal du 1<sup>er</sup> juillet 2013, vous avez adopté une nouvelle convention assurance pensions, avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2012, intégrant les nouvelles lois et dispositions financières applicables au fonds de pension constitué auprès d'ETHIAS, pour les agents retraités avant le 1<sup>er</sup> avril 1984, ainsi qu'un avenant n°1 (avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2013) améliorant la rentabilité du fonds par le cantonnement des actifs.

Vous vous souviendrez également que les réserves disponibles dans ce fonds s'élèvent à ± 2.484.000,00 €.

L'avenant n°2, que nous vous proposons d'adopter ce jour, vise à répartir ce fonds entre :

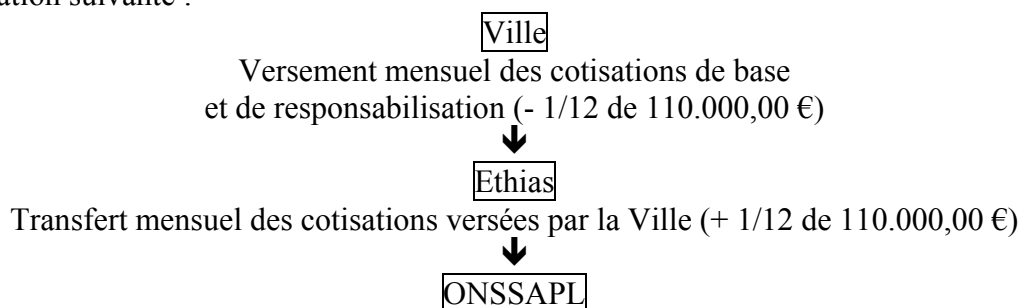
- d'une part, les réserves nécessaires au financement des pensions du fonds jusqu'à leur extinction, soit 525.000,00 €
- d'autre part, les réserves excédentaires qui permettront d'alléger à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2014, la facture mensuelle des cotisations de base et de la cotisation de responsabilisation en matière de pension, à charge de la Ville, soit 1.959.000,00 €.

Le règlement d'assurance cotisation de pension permettra de faire face :

- au versement mensuel à l'ONSSAPL par la Ville de Tournai de toutes les cotisations "pensions" du personnel statutaire et ce, via ETHIAS
- à l'allègement annuel de 110.000,00 € (montant défini sur base de l'étude actuarielle) de la facture relative à ces cotisations "pensions" par prélèvement sur le fonds de pensions ETHIAS (cantonné).

Cette opération est compatible avec le règlement général sur la comptabilité communale, la cotisation de responsabilisation étant prévue au budget en exercice antérieur et les cotisations de base (précomptées et patronales) étant inscrites au budget de l'exercice propre.

En résumé et schématiquement, adhérer à cette "convention de cotisations" permettra l'opération suivante :



Cette décision doit être notifiée AVANT le 30 septembre 2013 à ETHIAS et à l'ONSSAPL."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :



43. Finances communales. Octroi de subsides aux associations. Délégation au Collège Communal. Approbation.

Madame l'Echevine **L.LIENARD** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Votre Assemblée a, lors de ses séances des 29 avril et 27 mai 2013, décidé d'octroyer à diverses associations locales un subside en vue de soutenir leurs initiatives.

Cette compétence d'octroyer une aide financière est régie par la Loi du 14 novembre 1983 et le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation (article 1122-30 et la troisième partie, livre III, chapitre unique – articles L3331-1 à L3331-9 relatifs à l'octroi et au contrôle des subventions octroyées par les communes et les provinces).

De nouvelles dispositions ont été édictées pour régir cette matière via un Décret du 31 janvier 2013 (Moniteur belge du 14 février 2013), plus particulièrement :

- article 3 du Décret insérant un article 1122-37 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation relatif à la compétence d'octroi des subventions
- articles 17 à 30 du Décret modifiant les articles L3331-1 à 9 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation relatifs aux règles organiques inhérentes à l'octroi et au contrôle de l'octroi des subventions.

Les dispositions modificatives, entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2013, ont pour objectifs de réformer :

- les règles de répartition de compétences spécifiques aux communes (et aux provinces)
- la tutelle administrative applicable aux subventions
- les règles organiques relatives aux subventions (champ d'application, règles relatives à l'octroi, règles d'utilisation et contrôle de l'utilisation, restitution des subventions).

Le Ministre des Pouvoirs Locaux et de la Ville a adressé une Circulaire le 30 mai 2013 ayant pour vocation d'explicitier lesdites dispositions modificatives.

Le nouvel article L1222-37 §1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation dispose que :

« Le Conseil communal peut déléguer au Collège communal la compétence d'octroyer les subventions :

- 1° qui figurent nominativement au budget dans les limites des crédits qui y sont inscrits et approuvés par l'autorité de Tutelle
- 2° en nature
- 3° motivées par l'urgence ou en raison de circonstances impérieuses et imprévues ».

Cet acte de délégation vise donc à accélérer la procédure d'attribution des subsides par souci de simplification administrative. Il est cependant assorti d'une mesure invitant le Collège communal à faire rapport au Conseil communal sur les subsides octroyés durant l'exercice (article L1222-37 §2).

Ainsi, conformément au modèle de délibération établi par la Direction Générale Opérationnelle des Pouvoirs Locaux [DGO.5] du Service Public de Wallonie, nous vous proposons de marquer votre accord sur l'acte de délégation dans les trois hypothèses prévues par les nouvelles dispositions du Décret du 31 janvier 2013, et ce pour la durée de la présente législature."

Monsieur le Conseiller communal **X.DECALUWE** intervient comme suit :

" Le Collège communal nous demande de voter une délégation de pouvoir concernant l'octroi de subsides aux associations tournaisiennes. Nous trouvons cette demande totalement injustifiée.

Seule l'urgence pourrait justifier pareille délégation. C'est rarement le cas dans l'octroi de subsides. La proposition soumise au vote va d'ailleurs beaucoup plus loin que l'urgence et concerne de plus l'ensemble de la législature.

On sait que c'est un sujet sensible pour lequel le monde politique quel que soit son bord est souvent suspecté à tort ou à raison de copinage, de favoritisme et, par ailleurs, on sait que ces subsides font parfois l'objet de marchandages au sein même du Collège. Accorder une délégation de pouvoir sur ce thème (comme sur d'autres d'ailleurs), c'est empêcher notre Conseil de faire usage de son pouvoir (je dirai même de son devoir) de contrôle, d'interpellation et de proposition. Cela va à l'encontre du principe même de démocratie communale. Dans un procès-verbal et dans les faits, la différence entre "un Conseil communal décide que ..." Et "un Conseil communal est informé de ..." est bien plus grande qu'une question de mots. C'est une question de principe et ce n'est pas, je l'ai dit, anodin. Je crois que l'ensemble du Conseil communal devrait me rejoindre sur ce point. Pour la minorité, c'est également retirer la possibilité d'intervenir sur ce sujet puisque bien évidemment elle n'est pas présente au Collège. Après l'éjection des membres de la minorité du Conseil d'administration du Logis tournaisien et de l'ASBL "Gestion centre-ville" voici un nouveau signal qui montre qu'on est bien loin des bonnes intentions exprimées en début de législature dans la manière de traiter la minorité.

Mais je suis réaliste et je sais donc que la proposition du Collège de délégation soumise ce soir sera acceptée par l'obligation d'une majorité des conseillers MR et PS de suivre leur Collège.

Il n'était pas dans notre intention d'ergoter sur le choix ou le montant accordé à telle ou telle association. Dans beaucoup de cas, nous savons que ces associations font un travail remarquable et que ces subsides sont souvent une possibilité de boucler leur budget de fonctionnement ou d'organiser une activité plus particulière. Nous aimerions cependant que le Collège explique les critères qu'il utilisera dans l'octroi de ces subsides.

De plus, comme nous n'aurons probablement plus la possibilité de nous exprimer sur ce sujet, je profite de l'occasion pour interroger le Collège sur ses intentions quant aux 50.000,00 € accordés depuis plusieurs années à l'Association des amis et anciens des écoles officielles du Tournaisis". On sait que ce subside est au centre d'un procès actuellement en cours sur les avantages sociaux accordés aux enfants fréquentant les écoles. Nous ne sommes pas partie prenante dans ce dossier. Je ne suis pas l'avocat des écoles libres et je ne veux pas transformer notre hémicycle en tribunal, mais, comme Conseiller communal, il est de mon droit (et même de mon devoir) de poser des questions sur un subside de 50.000,00 € accordé depuis plusieurs années à une association dont la plupart des Tournaisiens ne connaissent pas l'existence et, à fortiori, l'activité. 50.000,00 €, c'est le plus gros subside accordé par la Ville à une association. A titre de comparaison, c'est 10 x plus que ce qui est accordé globalement aux deux Maisons de jeunes actives sur Tournai (Masure 14 et Porte ouverte). 50.000,00 €, c'est également énorme si on les compare aux 3.000,00 € accordés à "L'Accordéon, moi j'aime" qui offre au Tournaisien une animation gratuite et appréciée. Et on pourrait continuer les comparaisons...

Mon propos n'est pas de dire qu'il faut supprimer ou accorder ce subside, mais j'aimerais savoir :



- 1/ Le Collège compte-t-il renouveler ce subside ?
- 2/ Le Collège peut-il m'informer sur l'utilisation passée et future de ce subside ?"

Madame la Conseillère communale **M-C.LEFEBVRE** intervient comme suit :

"Je voudrais rendre hommage à M. Jean-Pierre VANDENSAVEL, ancien Conseiller communal, car c'est un sujet sensible qui le passionnait. Xavier a tout à fait raison. Pendant la législature précédente, les ECOLO n'ont pas toujours mené la vie facile à l'ancien Echevin des Finances lorsqu'il nous présentait le dossier. Il a eu le mérite de nous expliquer les motivations et l'objectivité dans la manière dont les décisions ont été prises. A plusieurs reprises, il nous a demandé de participer aux réflexions. C'est vrai, ce n'est pas toujours simple.

Ici, on freine et même c'est "en arrière toute" par rapport à l'effort qui a été mené durant la législature précédente vers plus de transparence et plus d'objectivité.

On en revient au système précédent, c'est-à-dire voter un budget global et nous dire à la fin de l'année comment on a réparti le budget. Ce n'est donc pas une démarche de transparence. Ceci nous attriste énormément.

Enfin, je voulais dire aussi par rapport à l'article 2 lorsqu'on parle d'un sujet sensible tel que l'octroi de subventions en nature, sur quelle base pourra-t-on dire qu'un tel aura du matériel et qu'un autre n'aura rien alors que nous plaçons depuis très longtemps pour qu'il y ait une démarche objective et que ce soit une Maison des associations qui puisse être l'acteur principal dans l'octroi de matériel et de facilités à toutes les associations qui travaillent sur le terrain".

Monsieur le Conseiller communal **J-M.VANDENBERGHE** convient que la référence au Code de la Démocratie locale l'inquiète, quand ces nouvelles mesures s'inscrivent dans moins de transparence et moins de démocratie, et donc s'installent dans la régression :

" Je vous invite à retirer le point et à travailler avec les partis de l'opposition pour revoir le processus de manière démocratique".

Madame l'Echevine des Finances **L.LIENARD** intervient comme suit :

" Il n'y a pas de modification par rapport à 2012. Le Collège devra rendre des comptes sur la délégation de décision et les subsides octroyés. Le Conseil communal de novembre 2013 sera d'ailleurs amené à décider de la nouvelle procédure à mettre en place pour 2014. Ceci n'aura pas pour objet de modifier la facturation du matériel aux associations, mais bien de modifier la manière d'octroyer les subsides".

Monsieur le Secrétaire communal trace le contour de la modification de l'article L1222-37 § 1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation et la met en perspective avec la circulaire du Ministre de tutelle du 30 mai 2013.

Une discussion s'en suit sur l'attribution nominative de subsides, discussion à laquelle met fin le Président de l'Assemblée comme étant en dehors de l'ordre du jour.

Par 26 voix pour et 9 voix contre, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Ont voté pour : Mme R.DESENCLOS-LECLERCQ, MM. G.LECLERCQ, R.DELVIGNE, J-L.CLAUX, J-L.VIEREN, D.SMETTE, J.DEVRAY, Mme S.LIETAR, MM. B.LAVALLEE, E.VANDECAVEYE, Mmes C.GUISSET-LEMOINE, B.DEWAELE, H.LELEU, L.BARBAIX, D.CLAEYSSSENS, MM. L-D.CASTERMAN, A.MELLOUK, Mmes MC.MARGHEM, L.DEDONDER, M. P.ROBERT, Mme L.LIENARD, MM V.BRAECKELAERE, A.BOITE, T.BOUZIANE, M. P-O.DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale et M. R.DEMOTTE, Président de l'Assemblée.

Ont voté contre : MM. A.PESIN, J-M.VANDENBERGHE, Mmes M-C.LEFEBVRE, M.WILLOCQ, M. B.MAT, Mmes H.CLEMENT-COUPLET, M. X.DECALUWE, Mme C.LADAVID, M. G.DENONNE.

44. Musée de la Tapisserie. Gratuité pour les groupes scolaires (entité et hors entité de Tournai. Approbation.

Monsieur l'Echevin T.BOUZIANE donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Suite aux directives de Madame la Ministre de la Culture, F.LANAAN, la gratuité d'entrée au Musée de la Tapisserie à Tournai était accordée jusque fin juin 2013 à tous les groupes scolaires (entité et hors entité de Tournai).

Initiée en 2006 et renouvelée d'année en année, cette mesure est prolongée jusqu'au 31 décembre 2013 et s'accompagne d'une compensation financière versée par la Communauté française.

La Ville de Tournai a perçu 6.677,00 € en 2012 et devrait percevoir 7.336,00 € en 2013.

Nous vous proposons d'approuver la prolongation de cette gratuité d'entrée au Musée de la Tapisserie jusqu'au 31 décembre 2013 pour tous les groupes scolaires de l'entité de Tournai et hors entité."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :



45. Musées de la Ville de Tournai. Partenariat entre l'université de Mons et la Ville.  
Application du tarif « groupe ». Approbation.

Monsieur l'Echevin T.BOUZIANE donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Par mail en date du 3 juin 2013, l'une des responsables de la Cellule Culture et Sport de la Direction des Affaires étudiantes de l'université de Mons, a sollicité un partenariat entre le Musée d'Histoire naturelle de Tournai et l'université de Mons. Elle a ensuite étendu sa demande à l'ensemble des musées tournaisiens.

L'objectif est de développer la culture au sein de la communauté universitaire de Mons composée de 6.000 étudiants et de 1.500 membres du personnel.

La publicité des musées tournaisiens pourrait être faite tant sur le site web que sur la page facebook de l'université de Mons.

En séance du 14 août 2013, nous avons décidé, sous réserve de votre accord, de répondre favorablement à cette demande de partenariat entre la Ville de Tournai et l'université de Mons en accordant le tarif « groupe » à ses étudiants et membres du personnel, qui devront présenter à l'accueil des musées tournaisiens une carte d'identification spécifique de l'université de Mons.

Nous vous invitons à approuver cette décision."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :



46. Musée des Beaux-Arts. Prêt de la toile de Monet « Le Cap Martin » à la Ville de Pavie (Italie). Ratification. Prêt de 3 dessins de Jean Delville au Musée Félicien Rops (Namur) et prêt de l'œuvre « Argenteuil » d'Edouard Manet au Tokyo Fuji Art Museum (Japon). Approbation

Monsieur l'Echevin T.BOUZIANE donne lecture des rapports introductifs :

" Mesdames, Messieurs,

- 1/ La Ville de Pavie (Italie) organisera, par le biais de l'Association ALEF, du 14 septembre au 15 décembre 2013 une exposition rétrospective sur l'œuvre de Claude MONET aux Ecuries du Château Visconti.

A cette occasion, celles-ci ont sollicité le prêt de l'œuvre suivante :

- Claude MONET, «*Le Cap Martin*», 1884, huile sur toile, 81 x 65 cm

Le Conservateur du Musée des Beaux-Arts a remis un avis favorable moyennant le prêt compensatoire du tableau d'une Vierge à l'enfant de Gentile da Fabriano qui serait présenté lors d'une prochaine exposition sur les échanges artistiques Italie-Pays-Bas projetée en 2015 au Musée des Beaux-Arts.

En séance du 12 juillet 2013, nous avons marqué notre accord de principe pour le prêt de cette œuvre.

Les frais d'emballage, de transport (aller-retour) et d'assurance (type clou à clou) tant de l'œuvre prêtée que de celle obtenue en prêt compensatoire seront totalement à charge de l'emprunteur.

Il appartient à votre Assemblée de ratifier cette décision.

- 2/ Le Musée Félicien Rops organisera du 25 janvier au 4 mai 2014 une exposition rétrospective sur l'artiste Jean DELVILLE.

A cette occasion, Madame la Conservatrice du Musée Félicien Rops a sollicité le prêt des œuvres suivantes :

- Jean DELVILLE, «*Le jeune garçon nu*», 1886, crayon sur papier, 55 x 46,7 cm
- Jean DELVILLE, «*Les las d'aller*», 1888, crayon sur papier, 48,2 x 66,2 cm
- Jean DELVILLE, «*Les las d'aller*», 1890, crayon sur papier, 8,7 x 10,7 cm

Monsieur le Conservateur du Musée des Beaux-Arts a émis un avis favorable concernant le prêt de ces 3 dessins.

En séance du 1<sup>er</sup> février 2013, nous avons marqué notre accord de principe sur cette demande de prêt.

Les frais d'encadrement, d'emballage, de transport (aller-retour) et d'assurance (type clou à clou) des œuvres prêtées seront totalement à charge du Musée Félicien Rops.

Il appartient à votre Assemblée d'approuver cette décision.

- 3/ Le Tokyo Fuji Art Museum (Japon) organisera du 22 octobre au 11 mai 2014 une exposition itinérante intitulée «*Impressionnistes au bord de l'eau*» :
- du 22 octobre 2013 au 5 janvier 2014 au Tokyo Fuji Art Museum
  - du 15 janvier au 2 mars 2014 au Fukuoka City Museum
  - du 11 mars au 11 mai 2014 au Museum of Kyoto.

A cette occasion, le Directeur du Tokyo Fuji Art Museum a sollicité le prêt de l'œuvre suivante :

- Edouard MANET, «*Argenteuil*», huile sur toile, 114,5 x 148,5 cm.

Monsieur le Conservateur du Musée des Beaux-Arts a émis un avis favorable quant au prêt de l'œuvre uniquement pour la dernière étape à Kyoto et moyennant le paiement d'une indemnité compensatoire de 70.000,00 €. Ce montant sera versé à la recette communale.

En séance du 30 août 2013, nous avons marqué notre accord de principe sur cette demande de prêt, sous réserve de l'acceptation du Service du Patrimoine culturel de la Fédération Wallonie-Bruxelles (le tableau ayant été classé au titre de trésor il convient d'obtenir l'autorisation de la Fédération Wallonie-Bruxelles avant tout déplacement).

Les frais d'assurance (clou à clou), d'emballage et de transport (aller-retour) de l'œuvre seront entièrement à charge du Tokyo Fuji Art Museum ainsi que les frais de voyage aller/retour du convoyeur (conservateur du Musée des Beaux-Arts).

Il appartient à votre Assemblée d'approuver cette décision."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend les délibérations suivantes :



Monsieur l'Echevin V.BRAECKELAERE sort de séance.

47. Musée d'Archéologie et Musée d'Histoire et des Arts décoratifs. Dons.  
Approbation.

Monsieur l'Echevin T.BOUZIANE donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Durant cinq années, des fouilles ont été menées sur le site de l'ancien château-fort d'Helkijn (Helchin) par l'Association flamande archéologique «Stichting van Z-W-Vlaanderen». Elles ont donné lieu à la découverte de vestiges appartenant au patrimoine flamand.

La Commune d'Helchin ne possédant pas de musée, l'Association précitée a donc proposé de faire don des pièces trouvées lors des fouilles au Musée d'Archéologie de Tournai.

Durant des siècles, la Commune d'Helchin a été la propriété de l'évêque de Tournai et selon les donateurs, il était logique que ces pièces reviennent à la Ville de Tournai.

Le don consiste en des éléments de cuisine, de table et de construction (tessons, assiettes, pots, cruches).

En ce qui concerne le Musée d'Histoire et des Arts décoratifs, M. Patrick HABETS et Mme Claire DUMORTIER, domiciliés rue de l'Arbalète, 51 à 1170 Watermael-Boitsfort, ont proposé de faire don d'un lot de 12 carreaux et 15 demi-carreaux comparables aux fragments de céramique trouvés lors des fouilles archéologiques menées en 2012 à la Drève de Maire à Tournai.

M. Christian VIERIN domicilié Herberstraat, 4 A à 8500 Courtrai a proposé, pour sa part, le don au Musée d'Histoire et des Arts décoratifs d'une assiette en faïence fine au décor polychrome inspiré de la mouche tournaïenne, pouvant être attribuée, en l'absence de marque, à Nimy ou à Luxembourg.

En séance des 1<sup>er</sup> mars, 15 mars et 26 avril 2013, nous avons pris la décision de principe, sous réserve de votre accord, d'accepter ces dons au Musée d'Archéologie et au Musée d'Histoire et des Arts décoratifs de Tournai.

Il appartient à votre Assemblée d'approuver cette décision."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :



48. Convention de dépôt. Œuvre d'art « Imago ». Articles 2 (lieu de dépôt) et 5 (dommages causés à l'œuvre par des actes de vandalisme). Modifications. Approbation.

Monsieur l'Echevin T.BOUZIANE donne lecture du rapport :

" Mesdames, Messieurs,

La Région wallonne est propriétaire d'une œuvre d'art contemporain de M. Emile DESMEDT dénommée « IMAGO » et qui consiste en un cocon en métal d'environ 800 kilos dont les dimensions sont les suivantes : environ 1,40 m sur 4 m sur 1,35 m.

Lors de la séance du 25 mars 2013, vous avez marqué votre accord sur le projet de « convention de mise en dépôt » à durée indéterminée transmis par la Région wallonne, sous réserve de la modification de certains articles.

La Région wallonne a accepté les modifications apportées au projet de convention à l'exception du dernier alinéa de l'article 5.

Cet alinéa (tel que vous l'avez approuvé le 25 mars 2013) est rédigé comme suit :  
« Le dépositaire ne sera pas tenu des détériorations de l'œuvre déposée qui ne sont pas survenues par son fait (notamment : vandalisme, tags, graffitis) mais résultent notamment de la force majeure. ».

Le désaccord entre la Ville de Tournai et la Région wallonne porte sur la prise en charge de la remise en état de l'œuvre, si celle-ci est endommagée suite à des actes de vandalisme, des tags ou des graffitis.

La Région wallonne veut mettre cette remise en état à charge de la Ville.

En séance du 19 juillet 2013, nous **avons** proposé de maintenir le principe de non-prise en charge par la Ville de Tournai, mais de prévoir une exception.

Cette exception était la suivante : si la Région wallonne procédait, préalablement au dépôt, à un traitement préventif (« anti-tags et anti-graffitis ») de l'œuvre et s'assurait pendant toute la durée du dépôt que l'œuvre restait protégée, la Ville se chargerait à ses frais de la remise en état si l'œuvre était détériorée par des tags et graffitis.

Il résulte d'entretiens téléphoniques avec la Région Wallonne que celle-ci :

- refuse de prendre en charge le traitement préventif « anti-tags et anti-graffitis » de l'œuvre
- impose à la Ville de Tournai de prendre en charge la remise en état de l'œuvre si celle-ci est endommagée suite à des actes de vandalisme, des tags ou des graffitis.

Dans la version du projet de convention transmise par courriel, le 8 juillet 2013, par Monsieur le Chef de Cabinet Adjoint du Ministre Président du Gouvernement wallon, le dernier alinéa de l'article 5 du projet de convention est rédigé comme suit :

« Le Dépositaire ne sera pas tenu des détériorations de l'œuvre déposée qui ne sont pas survenues par son fait mais résultent notamment de la force majeure.

La survenance de faits de vandalisme, tags ou graffitis est considérée comme relevant de la force majeure mais les réparations consécutives à ceux-ci devront être prises en charge par le Dépositaire dans la limite de l'entretien en bon père de famille prescrit au §1 de présent

article.

Le Déposant n'interviendra pas dans la réparation des dommages consécutifs à la survenance de faits de vandalisme, tags ou graffitis. ».

La police d'assurance « tous risques » qui sera souscrite par la Ville prévoira certaines exclusions dont les dommages causés à l'œuvre suite à des actes de vandalisme (tags et graffitis);

Monsieur l'Ingénieur a précisé qu'il dispose des moyens humains et matériels pour remettre en état l'œuvre qui serait endommagée par des tags et graffitis

Le 2<sup>ème</sup> alinéa de l'article 2 du projet de convention (tel que vous l'avez approuvé le 25 mars 2013) ne précise pas le lieu de dépôt de l'œuvre et est rédigé comme suit :  
« Le dépositaire effectue à ses frais et sous sa responsabilité le transport de l'œuvre jusqu'à son lieu de dépôt, à savoir un espace public dans un village de l'entité de Tournai.  
Cet espace sera choisi par le Collège communal. L'artiste sera consulté sur le lieu ... ».

En cette même séance du 19 juillet 2013, nous avons proposé d'exposer l'œuvre dans la cour intérieure vitrée du nouvel Office de Tourisme étant donné qu'à cet endroit, l'œuvre serait bien visible pour les visiteurs du bâtiment et que les risques de dégradations seraient limités.

En ce qui concerne le lieu d'exposition de l'œuvre, l'artiste, M. Emile DESMEDT, a transmis, le 21 août 2013, à l'Administration, un courriel rédigé comme suit :  
« Après visite de la cour intérieure de l'Office de Tourisme avec M. Dimitri KAJDANSKI, nous avons constaté que cet espace n'est pas le lieu idéal pour accueillir l'œuvre IMAGO. En effet, bien que la cour protège la sculpture du vandalisme, la cage d'escalier entre en conflit visuel par sa couleur et par sa dimension identique à la sculpture.  
Après discussion avec Jacky LEGGE et Dimitri KAJDANSKI, j'accepte le placement provisoire de l'œuvre dans la cour, à condition de reconsidérer son intégration, par rapport à la cathédrale, dès que la place Paul-Emile Janson sera achevée (prévu dans 5 ans). Nous sommes persuadés que cet espace public répond mieux au caractère de l'œuvre. »

Le 2<sup>ème</sup> alinéa de l'article 8 du projet de convention transmis par la Région wallonne (relatif à la résiliation de la convention de commun accord moyennant préavis de 6 mois) avait été supprimé dans la version que vous avez approuvée le 25 mars 2013. La Région wallonne propose de réintégrer cet alinéa dans le projet de convention.

En séance du 13 septembre 2013, nous avons marqué notre accord sous réserve de votre décision, sur les modifications suivantes à apporter au projet de convention de « mise en dépôt » de l'œuvre IMAGO :

- le dernier alinéa l'article 5 est remplacé par le texte suivant (prise en charge par la Ville de Tournai de la remise en état de l'œuvre endommagée par des actes de vandalisme) :  
« Le Dépositaire ne sera pas tenu des détériorations de l'œuvre déposée qui ne sont pas survenues par son fait mais résultent notamment de la force majeure.  
La survenance de faits de vandalisme, tags ou graffitis est considérée comme relevant de la force majeure mais les réparations consécutives à ceux-ci devront être prises en charge par le Dépositaire dans la limite de l'entretien en bon père de famille prescrit au §1 de présent article.  
Le Déposant n'interviendra pas dans la réparation des dommages consécutifs à la survenance de faits de vandalisme, tags ou graffitis. »
- le 2<sup>ème</sup> alinéa de l'article 8 (figurant dans le projet initial transmis par la Région wallonne et supprimé par le Collège communal et le Conseil communal) rédigé comme suit est

réintégré dans le projet de convention :

- « La présente convention pourra toutefois être résiliée, de commun accord entre les deux parties, moyennant un préavis de six mois notifié par lettre recommandée à l'autre partie »
- l'article 2 est remplacé par le texte suivant (mention des lieux provisoire et définitif d'exposition de l'œuvre) :

« Article 2 : Localisation

L'œuvre objet de la présente convention se trouve dans l'atelier de l'artiste, sis rue de Tournai, 157 à 7620 Hollain.

Le dépositaire effectue à ses frais et sous sa responsabilité le transport de l'œuvre jusqu'à son lieu de dépôt.

Conformément à l'article 10 de la présente convention, le dépositaire souscrira également les assurances nécessaires à ce type de transport.

L'œuvre sera exposée provisoirement dans la cour intérieure vitrée du nouvel Office de Tourisme (sis Place Paul-Émile Janson, 1 à 7500 Tournai) pendant toute la durée des travaux de réaménagement de la place Paul-Émile Janson.

Dès l'achèvement de ces travaux, elle sera exposée sur cette place.

Dans l'éventualité où une plaquette informative relative à l'œuvre serait apposée auprès de celle-ci, le dépositaire annoncera clairement, pour l'œuvre déposée, le nom du déposant avec la mention : « Propriété du déposant, en dépôt à la Ville de Tournai ».

Nous vous invitons à marquer votre accord sur ces modifications."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :





Monsieur l'Echevin V.BRAECKELAERE rentre en séance.  
Monsieur le Conseiller communal A.PESIN sort de séance.

49. Bibliothèque communale. Plan Quinquennal de Développement de la lecture (PQDL). Approbation.

Monsieur l'Echevin T.BOUZIANE donne lecture du rapport :

" Mesdames, Messieurs,

En séance du 8 décembre 2011, nous avons décidé de charger la Bibliothèque d'introduire une demande de reconnaissance en conformité avec le nouvel Arrêté d'application du 20 juillet 2011 concernant le Décret du 30 avril 2009 relatif au développement des pratiques de lecture.

En séance du 21 mai 2012, vous avez approuvé les termes d'une convention qui réglait, conformément au Décret du 30 avril 2009, l'avenir du réseau des bibliothèques publiques de notre Ville entre les trois Pouvoirs organisateurs de ces bibliothèques publiques : l'Association des Bibliothèques publiques chrétiennes (A.B.P.C.T.), le Centre d'Etude, de Recherche et d'Information scientifiques et technologiques (C.E.R.I.S.T.) et la Ville.

En séance du 30 août 2012, nous avons approuvé le dossier complet de demande de reconnaissance élaboré par le Réseau de la Bibliothèque locale de Tournai et la mise en œuvre pour les cinq années à venir de la politique culturelle en matière de lecture publique contenue dans le « Plan Quinquennal de Développement de la Lecture » (P.Q.D.L.) assorti de ses grands axes prioritaires, de ses objectifs et des actions qui seront entreprises pour le réaliser.

L'ensemble du dossier a été introduit auprès de la Fédération Wallonie Bruxelles, qui, sur base essentiellement de ce Plan Quinquennal de Développement de la Lecture, a reconnu le Réseau de la Bibliothèque locale de Tournai comme opérateur direct – bibliothèque locale gérant une collection encyclopédique de catégorie 2 - à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2013. L'Arrêté a été signé par Madame la Ministre de la Culture le 12 avril 2013.

Nous vous invitons à approuver la mise en œuvre pour les cinq années à venir de la politique culturelle en matière de lecture publique contenue dans le « Plan Quinquennal de Développement de la Lecture » (P.Q.D.L.) réalisé par le réseau de la Bibliothèque locale de Tournai, dans le cadre du dossier de demande de reconnaissance et dans la forme telle qu'elle a été acceptée par la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Suite à un diagnostic de son territoire et au relevé de ses points forts et de ses points faibles, voici les priorités que la Bibliothèque s'est fixée pour les 5 prochaines années (2013-2017) :

1. La Bibliothèque se veut proche de tous les citoyens, quelles que soient leurs capacités langagières et leurs pratiques de lecture. Elle va donc viser un **élargissement ciblé de son public** :
  - Vu le nombre d'écoles à Tournai, de nombreux étudiants sillonnent la Ville mais paradoxalement, excepté pour des motifs scolaires, le taux de fréquentation de la Bibliothèque par les jeunes est relativement faible.  
Un véritable travail est envisagé, via les enseignants, pour se mettre au diapason des adolescents, pour leur proposer collections et activités appropriées et ainsi donner une image plus dynamique de la Bibliothèque.

La Bibliothèque provinciale du CERIST, intégrée dans le réseau local de la Bibliothèque de la Ville, s'est attelée à fournir des outils aux étudiants de l'Enseignement Supérieur, de quelque école qu'ils proviennent, notamment dans le cadre de l'élaboration de leurs travaux de fin d'études.

- Alors que le nombre des +60 ans ne cesse d'augmenter, les aînés ont tendance à désertier la Bibliothèque. Une attention particulière portée à cette tranche d'âge et l'organisation d'activités intergénérationnelles par exemple, devrait permettre d'attirer ce public potentiel, composé entre autres de personnes à mobilité réduite et/ou résidant dans des homes, vers les services et loisirs actifs qu'offre la Bibliothèque et qui favorisent l'intégration dans la société.
2. La **Bibliothèque de rue** met l'accent sur le développement du plaisir de lire auprès d'un public éloigné a priori de la lecture pour des raisons psychologiques, socioculturelles, économiques,... Victime de son succès auprès de nombreuses associations tournaisiennes des choix ont dû être opérés et 2 thématiques se sont imposées pour ce quinquennat :
- Donner le goût de lire aux adolescents via des activités au sein de Maisons de quartier et de Maisons de Jeunes
  - Développer le partenariat avec les associations travaillant autour de l'analphabétisme et de la discrimination.
3. La Bibliothèque a le souci de **revitaliser sa section audiovisuelle** dans la perspective de rendre ses services plus attractifs et plus en phase avec la génération « téléchargement ». Dès maintenant, elle compte sur ces 5 années pour se préparer à offrir de multiples services en ligne à partir de son **site** et, dans la limite des possibilités qu'offre actuellement le bâtiment, à installer un Espace Public Numérique.
4. Pendant plus de 20 ans, dans l'arrondissement administratif de Tournai (Estaimpuis excepté), la Bibliothèque « principale » a créé un véritable **réseau de bibliothèques** (Gaurain, Templeuve, Froidmont, Mourcourt, Vezon, Kain ect...) basé sur des réflexions et des échanges qui ont développé toute une synergie et qui se sont concrétisés par des actions communes. En ces temps de mutations culturelles, la valorisation régionale d'un réseau de Lecture publique, basé sur l'entraide et la solidarité, n'est pas à démontrer.
5. Enfin, la Bibliothèque répond aux exigences d'une « **bibliothèque encyclopédique** ». Sa collection à vocation régionale, enrichie en fonction des projets et des partenaires des bibliothèques, est amenée à circuler régulièrement sous forme de dépôts ou de prêts, ainsi qu'à alimenter les bibliothèques de la Province de Hainaut et de la FWB, via le prêt-inter."

Madame la Conseillère communale **H.CLEMENT-COUPLET** sollicite une augmentation des heures d'ouverture de la Bibliothèque pour les écoles et les enseignants (durant l'heure de midi). Madame la Conseillère communale M-C.LEFEBVRE sollicite, quant à elle, l'ouverture le samedi après-midi.

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

Monsieur le Conseiller communal A.PESIN rentre en séance.

Monsieur le **Président** de l'Assemblée donne successivement la parole aux Conseillers communaux qui souhaitent poser une question orale.

### **1. Salle gérée par l'ASBL paracommunale "Sports, culture et loisirs kainois"**

Monsieur le Conseiller communal **B.MAT** donne lecture de sa question :

" Vous n'êtes pas sans savoir que l'ASBL "Sports, culture et loisirs kainois" gère avec beaucoup d'efficacité et de professionnalisme la salle, et plus largement, l'espace sous la piscine de Kain. Ces espaces profitent à de nombreux clubs et ASBL bien heureux de trouver en ces lieux un endroit accessible à un prix raisonnable pour leurs activités diverses.

Actuellement, un seul accès est praticable pour accéder à ces espaces, la rampe qui fait face au terrain de football. Pour toute une série de raisons pratiques, sécuritaires et de propreté, il conviendrait d'y permettre un deuxième accès. Techniquement, celui-ci est très facilement réalisable et à moindre coût via le sas d'entrée de la piscine. Un escalier existe déjà par ailleurs, mais débouche sur un palier sans issue.

Pourriez-vous, Monsieur le Président, mettre ce dossier sur la table du Collège afin de créer ce deuxième accès dans les meilleurs délais."

Monsieur l'Echevin **T.BOUZIANE** en charge des Sports et de la Culture, répond comme suit :

" L'ASBL Sports, loisirs et culture Kainois est une coupole associative regroupant un grand nombre d'associations et occupant les locaux situés en dessous de la piscine communale de Kain.

Dans le cadre d'une demande du président de l'ASBL, Bernard LEFEBVRE, une analyse de faisabilité pour l'aménagement d'un second accès au centre culturel a été effectuée en étroite collaboration entre le Service des piscines communales, le Service des travaux, le Service des sports et le commandant des pompiers.

Entre-temps, des investissements prioritaires ont été réalisés dans ces locaux.

En effet, suite à une visite de l'Agence Fédérale de la Sécurité de la Chaîne Alimentaire, il était impératif d'effectuer des travaux de mise en conformité afin que la cuisine de l'infrastructure puisse répondre aux normes d'exploitation et donc de garantir son usage à l'association.

En ce qui concerne l'aménagement du 2ème accès, les modifications techniques des portes d'entrée automatiques ont déjà été réalisées et les travaux nécessaires tels que la sécurisation de l'escalier et les modifications de menuiseries seront planifiés prochainement.

J'insiste enfin sur le fait que l'accès par l'arrière du bâtiment (côté terrain de football) devra toujours conserver sa vocation d'entrée principale étant donné l'obligation de garantir l'accessibilité au public PMR."

### **2. Hall culturo sportif dit SATTA, à Templeuve. Quelles perspectives à court et à moyen terme ?**

Monsieur le Conseiller communal **J-M.VANDENBERGHE** donne lecture de sa question orale :

" La saison vient de reprendre en ce mois d'août et la fête à la vie a eu lieu ce week-end. A cette occasion, de nombreux manquements ont pu être à nouveau constatés au niveau de l'infrastructure. La plus marquante est sans doute l'absence de solution apportée aux problèmes de chauffage. Ainsi, encore ce week-end, pratiquement tout le site a dû être chauffé dans le seul but d'avoir de l'eau chaude pour la vaisselle. Pourtant, des budgets ont

étés annoncés à ce sujet. Bref, malgré les promesses, l'associatif templeuvois doit continuer à survivre dans une structure complètement inadaptée aux besoins.

Pourriez-vous donc répondre à ces quelques questions.

Où en est la mise en place de la nouvelle équipe chargée de diriger l'ASBL ?

Quels sont les moyens financiers actuellement à sa disposition ? Les recettes attendues par l'ASBL sont-elles suffisantes ? (Selon mes informations, il n'y a même pas assez d'argent en caisse pour acheter du mazout).

Au cas où ces moyens s'avèrent insuffisants, quelle solution envisagez-vous afin que l'ASBL puisse fournir aux occupants le confort minimum acceptable ?

Dans quels délais les travaux au niveau du système de chauffage sont-ils prévus ?

(Actuellement, il faut, par exemple, chauffer tout le bâtiment pour avoir de l'eau chaude aux douches).

A court et moyen terme, quelle option étudiez-vous afin de procurer aux habitants de Templeuve et des villages avoisinants un lieu décent pour la pratique d'activités culturelles (principalement populaires) et sportives ?

En attendant, ne serait-il pas intéressant, comme cela a été fait il y a de nombreuses années, d'intervenir ou de faire appel à des artistes afin de rafraîchir ou renouveler les fresques qui ornent la façade ?"

Monsieur l'Echevin **T.BOUZIANE** en charge des Sports et de la Culture, répond comme suit :

**" 1<sup>ère</sup> question : Où en est la mise en place de la nouvelle équipe chargée de diriger l'ASBL ?**

Lors de la séance du Conseil communal du 14 janvier 2013, les nouveaux représentants au sein de cette ASBL culturo-sportive de Templeuve ont été désignés.

Un courrier a été adressé le 12 avril au secrétaire sortant de l'ASBL, lui transmettant en annexe la délibération du Conseil communal relative à la représentation de la Ville au sein de l'ASBL.

Il y a plus d'un mois, un Conseiller communal, en l'occurrence M. Didier SMETTE, m'avait interpellé par écrit au sujet de l'ASBL et d'un éventuel Conseil d'administration des nouveaux membres qu'il attendait toujours.

Il s'avère que plus aucun Conseil d'administration ou Assemblée générale ne s'est réuni depuis bientôt un an.

Il appartient, et vous le savez, aux membres sortants d'une ASBL de convoquer la nouvelle Assemblée pour assurer la transition.

Par décision du Collège communal du 30 août 2013, j'ai convié à une réunion le Président, le Vice-président ainsi que le secrétaire sortant de cette ASBL pour le vendredi 13 septembre à 16h00 à l'Hôtel de Ville.

Deux de ces membres se sont excusés, car ils ne pouvaient être disponibles à cette date. Cette réunion a donc été postposée à leur demande.

**2<sup>ème</sup> question : Quels sont les moyens financiers actuellement à sa disposition ? Les recettes attendues par l'ASBL sont-elles suffisantes ?**

Monsieur le Conseiller communal, vous avez détenu les cordons de la bourse tournaïenne durant 6 ans.

Je reste, par conséquent, perplexe quant à cette interpellation et ce réveil tardif.

Les moyens financiers mis à sa disposition sont les mêmes que vous avez laissés, à savoir rien hormis les interventions récurrentes de colmatage de travaux par ci, par là ou du

remplissage itératif de la cuve à mazout quasi mensuel (6.000,00 € depuis le début de l'année).

En rappelant, toutefois, l'article 8 de la convention liant la Ville à l'ASBL précisant que

l'ASBL prendra en charge tous les frais liés aux consommations énergétiques (eau, gaz, électricité et chauffage et ce, y compris la location des compteurs).

Vous sous-entendez qu'il y aurait eu des promesses, pour ma part je n'en ai fait aucune au monde associatif templeuvois.

**3<sup>ème</sup> question : Au cas où ces moyens s'avèrent insuffisants, quelle solution envisagez-vous afin que l'ASBL puisse fournir aux occupants le confort minimum acceptable ?**

Cette gestion « court-termiste » ne peut durer. Mettre des emplâtres sur une jambe de bois ne mènera à rien. J'ai appris en médecine que l'utilisation d'un garrot ne fait que ralentir, mais n'arrête jamais l'hémorragie.

Par conséquent, il est grand temps de changer radicalement de modèle de gestion.

Partant du principe que les locations de salles ne suffisent plus à assurer l'équilibre budgétaire de cette ASBL, a-t-elle encore le mérite d'exister ?

Nous avons été confrontés encore tout récemment à des situations similaires à Vaulx et plus récemment encore à Froidmont.

Une réflexion profonde est en train de s'opérer pour reprendre simplement la gestion du site par le Service des sports, en établissant des conventions d'occupation avec les clubs sportifs occupant l'infrastructure.

La Ville prendrait ainsi la gestion directe tout en répartissant selon les besoins les distributions de chauffage et d'eau chaude.

Je tiens toutefois à remercier les courageux et "naïfs" bénévoles responsables ayant géré cette ASBL pour leur dévouement et leur implication.

**4<sup>ème</sup> question : Dans quels délais les travaux au niveau du système de chauffage sont-ils prévus ?**

Ces travaux ont été intégrés dans le cadre du dossier subsidié Ureba extraordinaire et devraient être inscrits au budget extraordinaire 2014.

En fonction des démarches administratives liées à ce type de subventionnement, nous envisageons de commencer les travaux à l'automne 2014.

Le montant de ces travaux est de 71.000,00 €.

Je vous rappellerai, par ailleurs, une décision du Collège remontant au 8 février 2012 où il est noté que, suite à une visite des Services techniques en présence de l'Echevin, Jean-Marie VANDENBERGHE, du Secrétaire communal et de l'Ingénieur architecte ainsi que des représentants de l'ASBL SATA, les Services techniques effectueront une programmation des travaux à réaliser sur le système de chauffage et d'eau chaude de la salle culturelle et de la salle des sports.

Vous êtes resté en activité 9 mois après cette décision pour pouvoir les faire.

**5<sup>ème</sup> question : A court et moyen termes, quelle option étudiez-vous afin de procurer**

**aux habitants de Templeuve et des villages avoisinants, un lieu décent pour la pratique d'activités culturelles et sportives ?**

Pour rappel, l'isolation des parois verticales extérieures vient d'être réalisée sur la partie salle de basket et hall afin de garantir un meilleur confort thermique lors des manifestations sportives (+ de 20.000,00 €).

A moyen terme, l'isolation de la toiture de l'entièreté du hall est envisagée ainsi que la pose de faux plafonds dans les vestiaires et d'extracteurs d'air dans les douches.

A plus long terme, je vous dirais que cette ancienne usine n'est plus adaptée pour accueillir près de 20 associations.

Les terrains de pétanque découverts peuvent sans problème encore accueillir cette pratique tandis que la bourloire est hors d'usage.

Dès ma prise de fonction et au mois de janvier, j'avais réuni dans mon bureau le Président de l'ASBL ainsi qu'un Conseiller communal templeuvois de la majorité, en l'occurrence Louis COUSAERT. Nous avons longuement débattu et conclu qu'il fallait absolument trouver un nouveau site sur le district de Templeuve pour envisager des nouvelles installations adaptées aux contraintes techniques actuelles, le bâtiment existant nécessitant beaucoup trop de frais pour une mise en conformité.

Cette discussion a eu lieu en compagnie du Directeur d'Infrasports.

Une dizaine de projets ont été présentés à Infrasports depuis le début de mon mandat.

Quatre d'entre eux ont été retenus : l'un d'entre eux concerne la petite infrastructure sportive de quartier (Pisq) de Templeuve pour laquelle un appel d'offres sera lancé lors du prochain Conseil communal.

**6<sup>ème</sup> question : En attendant, ne serait-il pas intéressant comme cela a été fait il y a de nombreuses années d'intervenir ou de faire appel à des artistes afin de rafraîchir ou de renouveler les fresques qui ornent la façade ?**

Pour la façade, les fresques : pourquoi pas ? Mais pourquoi l'idée vous vient-elle soudain, les actuelles étant en lambeaux depuis des lustres ?

Désolé de vous décevoir mais les fresques en question ornent encore pour peu de temps les futures nouvelles façades du projet immobilier du Logis tournaisien.

Si vous y tenez, les Services techniques pourront même fournir la peinture.

Cher Jean-Marie, franchement, dois-je mettre ta question sur le compte de la maladresse ou d'un trouble de la mémoire...

J'aurais tellement aimé que tu puisses interpeller notre Ministre de tutelle sur les infrastructures sportives et, en l'occurrence Infrasport durant la précédente législature où tu étais à la tête des Finances.

N'est-il pas d'ailleurs de ta famille politique ?"

Monsieur le Conseiller communal **J-M.VANDENBERGHE** trouve le ton de la réponse déplaisant, une réponse basée sur de la musculation politique inefficace :

" Merci de me donner des réponses moins agressives à l'avenir. Merci de garder de la convivialité entre nous".

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale intervient :

" La proposition de Monsieur l'Echevin des Sports et de la Culture relative à la reprise en gestion communale de la salle SATTA est la bonne.

Il faut reconnaître que les ASBL créées à la fusion des communes s'essoufflent et ont atteint la limite de capacité de volontariat des personnes.  
D'autre part, pour l'ASBL qui nous préoccupe, les locations de salles ont amené des nuisances liées au bruit, pas toujours heureuses pour les riverains."

### **3. Enquête commodo et incommodo en vue de la vente de gré à gré de la cure de Mont-Saint-Aubert. Quid de l'avenir du Mont ?**

Madame la Conseillère communale **M.WILLOCQ** donne lecture de sa question orale :

" En effet, quelle a été la surprise de voisins et d'autres habitants de voir 2 affichettes collées sur les poteaux jouxtant la cure et concernant l'enquête publique pour la vente de ce bâtiment communal, une telle enquête aussi importante, même si ce n'est pas obligatoire, aurait mérité un courrier aux habitants qui sont tous concernés par le patrimoine de leur village.

Lors de la réunion tenue au Relais des Artistes le 25 mars, différents membres d'associations et des habitants exprimaient leur inquiétude quant à l'avenir du Mont auprès de membres du Collège communal et d'un collaborateur: état des parkings, des sentiers (où malgré l'interdiction, des motos les empruntaient encore ce samedi), du Relais des Artistes et de l'avenir de la cure (vous trouverez en annexe, le résumé et des photos qui prouvent nos dires).

De plus, ils ont formulé des propositions au sujet de la cure qui est abandonnée à son sort depuis plus d'un an.

Ainsi, lors de la visite de celle-ci, ils ont développé l'idée d'en faire «une maison de village» avec les possibilités suivantes :

- occupation des caves par les ASBL et groupements
- au rez : emplacement pour expositions, salle de réunion, présentation de produits du terroir
- à l'étage et au grenier : logements
- un espace convivial dans le jardin qui jouxte celui de la salle paroissiale avec possibilité d'animations diverses.

Un partenariat public privé serait, bien entendu, la meilleure solution.

Loin d'être le fait de quelques rêveurs, cette perspective d'affectation a d'ores et déjà été concrétisée par des documents de travail rédigés par les services de l'Agence Intercommunale de Développement des Arrondissements de Tournai, d'Ath et de communes avoisinantes (IDETA) qui veut donner un nouvel essor touristique dans une approche globale de valorisation avec ce qui existe déjà au Mont (Panorama édition 2007-2012).

Cette reconversion est, par ailleurs, parfaitement complémentaire avec «le Relais des Artistes» une galerie d'art exclusivement dédiée à la présentation d'œuvres artistiques. J'espère que cet appel ne restera pas sans réaction de la Ville de Tournai.

Je suis bien consciente que la Ville a besoin de moyens financiers, mais pas en vendant des biens au détriment du cœur, de la vie d'un village qui mérite beaucoup plus d'attention et de respect."

Madame la Première Echevine **MC.MARGHEM** répond en ces termes :

" Précisons d'emblée que la procédure administrative relative à la vente de l'ancienne cure du Mont Saint-Aubert est toujours en cours.

Je tiens à rappeler que le Conseil communal avait décidé, en sa séance du 22 octobre 2012, de procéder à la désaffectation de ce bien. A noter également, que le bien est inoccupé depuis le 5 juillet 2012.

Des informations préalables ont certes été sollicitées par le Collège.

Ainsi :

- en sa séance du 14 juin 2013, le Collège a sollicité une estimation du prix auprès de l'Administration de l'Enregistrement
- le 14 août 2013, nous avons décidé du principe de vente (de gré à gré sur base d'appel d'offres), du montant, du choix du notaire et de procéder à l'enquête commodo et incommodo
- le 30 août 2013, le Collège a fixé les dates de l'enquête commodo et incommodo, à savoir du 10 au 30 septembre 2013. Je présiderai d'ailleurs la séance de clôture.



A ce stade, nous n'avons pas encore les éléments nécessaires pour le passage de ce dossier à l'examen du Conseil communal, l'enquête publique n'étant pas terminée et le projet d'acte ne nous ayant pas encore été communiqué.

Le résultat de l'enquête publique et vos interpellations seront bien évidemment soumises à l'examen du Collège communal après la clôture de l'enquête (le 30 septembre 2013). Nous déciderons, à ce moment, de poursuivre ou non la procédure de vente de ce bien.

Concernant le déroulement de l'enquête publique, plusieurs affiches ont été apposées (dans les bâtiments de l'Hôtel de Ville, au district de Kain et dans le village du Mont Saint-Aubert) soit 15 au total !

Je tiens à souligner que la cure du Mont Saint-Aubert est située dans le périmètre du plan communal d'aménagement (bâtiments communaux et zone de cours et jardins dans l'espace arrière) et est en zone d'habitat au plan de secteur. On ne pourra donc pas y faire ce que l'on veut.

Dernière remarque, nous n'avons, à ce jour, reçu aucune demande **concrète** d'associations ou autres pour occuper les lieux, ou pour y développer des projets (Maison de Village par exemple).

En tout cas, je n'ai, personnellement, jamais été sollicitée à ce sujet ou contactée par les habitants.

Je reste à la disposition de tous pour en discuter si besoin."

#### **4. Quartier cathédral**

Madame la Conseillère communale **C.LADAVID** donne lecture de sa question orale :

" L'actualité de ces derniers jours a encore une fois montré le déficit de concertation de la Ville vis-à-vis de la population tournaissienne et des commerçants du centre-ville qui subissent les désagréments importants des travaux effectués dans le cadre de la rénovation du quartier cathédral. C'est pour le moins étonnant qu'il ait fallu une pétition lancée par une commerçante pour sauvegarder les espaces verts aux abords de la cathédrale; pétition que j'ai personnellement soutenue. Cet événement a mis également en évidence la façon dont ce vaste chantier est géré, puisqu'il a fallu attendre une réunion de chantier pour pouvoir rassurer les citoyens quant au fait que les espaces verts seraient préservés. Plusieurs problèmes ont déjà été rencontrés au cours de la réalisation du chantier. Par exemple : la mauvaise localisation de la marelle à la rue du Four Chapitre et ses nombreuses fautes d'orthographe, l'incohérence des places de stationnement dans la rue des Choraux avec les sorties de garage...

Cela nous pose plusieurs questions : comment ce chantier est-il géré par la Ville ? Y a-t-il à la Ville une personne chargée explicitement du suivi du projet ? Y a-t-il encore des aménagements à définir ? Nous avons appris, par ailleurs, que des modifications étaient envisagées et notamment le passage par le quadrilatère...

Pour toutes ces raisons, nous demandons que le dossier soit à nouveau présenté à la CCATM. En effet, celle-ci n'a plus été consultée depuis plus de 3 ans sur le sujet alors que des modifications importantes sont envisagées. Le chantier est loin d'être fini et il est encore temps de modifier la dynamique. Aussi, dans un souci de concertation constructif, nous souhaitons qu'un comité de suivi du projet quartier cathédral soit mis sur pied.

Celui-ci pourrait émaner de la CCATM avec une représentation des différentes sensibilités d'aménagement du territoire, de patrimoine et de mobilité. Un représentant

des commerçants du centre-ville doit être également présent. Ce comité devrait au moins se réunir à une fréquence d'une fois tous les deux mois.

Espérant que notre proposition pourra, dans un souci d'intérêt public, faire écho auprès du Collège, je vous prie d'agréer, Monsieur le Bourgmestre, l'expression de mes salutations distinguées."

Madame la Première Echevine **MC.MARGHEM** répond en ces termes :

" La Commission consultative communale d'Aménagement du Territoire et de la Mobilité (CCATM) a été associée d'emblée au portefeuille de projets de revitalisation du cœur de ville. C'est d'ailleurs à son invitation que le Conseil communal, en séance du 2 juillet 2007, a décidé d'organiser un concours international de projets, conforme aux dispositions de la loi relative aux marchés publics et à ses arrêtés d'application. Tous ces projets ont été soumis à la CCATM.

L'objectif de la Ville de Tournai était de mettre en œuvre un projet d'aménagement cohérent, de haute qualité architecturale et environnementale, pour revitaliser durablement son cœur historique, tout en respectant les réglementations en vigueur dans les centres anciens, ainsi que les délais et les moyens budgétaires fixés par le Gouvernement wallon et l'Union européenne.

La CCATM était donc à l'initiative du concours. Elle figurait également dans le jury chargé d'évaluer les dossiers déposés par les huit candidats, aux côtés des représentants de la DGATLP, de la Communauté française, de la Province de Hainaut, de la Commission royale des Monuments, Sites et Fouilles, du secteur touristique, de la DGPL, de l'Agence de développement et d'urbanisme de Lille, de la Confédération wallonne de la construction, de l'Association de management de centre-ville et du programmiste chargé de réaliser une étude de développement touristique du quartier à l'initiative d>IDETA.

Le jury a désigné, à une très large majorité (8 voix pour), l'Agence Nicolas MICHELIN et Associés comme seul lauréat. En séance du 10 juillet 2008, le Collège communal a décidé de marquer son accord sur ce classement des projets tel que proposé par le jury.

Pour ce qui concerne la réalisation du projet, c'est le Collège communal qui est chargé de la direction des travaux communaux, conformément à l'article L1123-23 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation.

Le 10 juillet 2008, il a constitué une cellule d'accompagnement interne ayant pour mission "d'accompagner l'auteur de projet dans la mise au point et la mise en œuvre des différents projets". Il a, par ailleurs, décidé que la cellule pourrait faire appel, le cas échéant, à la collaboration de techniciens communaux si des questions spécifiques se posaient.

Cette cellule s'est réunie à 63 reprises depuis 2008. Les Services de sécurité (police, pompiers, SIPP) y ont été régulièrement associés, au même titre que les Services techniques de l'Urbanisme, de la Mobilité, des représentants du Collège et du chef de file du portefeuille, l'Intercommunale IDETA.

Indépendamment de cette cellule interne, le portefeuille de projets, d'un montant global de plus de 30.000.000,00 € (hors restauration de la Cathédrale) est soumis au contrôle régulier des instances qui le subventionnent (40 % UE, 50 % Wallonie). C'est ainsi qu'un Comité d'accompagnement composé du chef de file, l'agence IDETA, des représentants des administrations concernées (DGFS, CGT) et des opérateurs locaux (Ville, Province) se réunit régulièrement pour évaluer l'état d'avancement du portefeuille, dont l'échéance est rappelons-le, fixée au 31 décembre 2015.

La mission d'information du public a été dévolue depuis le départ à l'agence Ideta. Cette mission s'est traduite notamment par la mise en ligne d'un site internet spécifique (tournaicoeurcathedral.eu), la publication à intervalles réguliers d'une gazette de chantier et la réalisation de panneaux didactiques ceinturant le chantier de la Cathédrale.

Les chantiers proprement dits font l'objet de réunions hebdomadaires en présence de l'entreprise, des techniciens communaux, de l'auteur de projet et de leurs sous-traitants respectifs. Le Collège communal peut également y participer, pas le Conseil communal. La réunion de chantier est une phase opérationnelle dévolue au Collège communal sur base du dossier voté par le Conseil communal.

Les principales modifications du portefeuille initial portent sur les points suivants, comme l'a acté le Collège Communal en séance du 14 août :

- réduction des aménagements à la place Paul-Emile Janson, compte tenu du chantier de restauration de la Cathédrale,
- densification temporaire du stationnement des voitures dans le quartier, dans l'attente de l'ouverture d'un parking souterrain,
- suppression du projet d'aménagement du quadrilatère, suite à l'avis défavorable de l'administration du patrimoine sur le certificat de patrimoine, et ce, malgré la prise en compte par l'auteur de projet des multiples remarques formulées par cette administration et l'avis favorable de la CCATM sur le projet initial.

Les moyens initialement prévus pour l'aménagement du quadrilatère seront consacrés à une nouvelle phase de rénovation de façades commerciales. Le Comité d'accompagnement du portefeuille a marqué son accord sur ces modifications le 11 septembre dernier. Le portefeuille amendé sera prochainement soumis au Gouvernement wallon.

Le traitement en pierre banalise la rénovation du cœur de ville. Nous accomplissons ce qui a été décidé antérieurement. Je crois savoir que le Groupe ECOLO a soutenu à maintes reprises ce projet dans les 6 années qui viennent de s'écouler, justement parce qu'il faisait la place belle aux piétons et qu'il requalifiait le cœur de ville. Quant à nous, à maintes reprises, nous nous sommes opposés et encore dernièrement notamment quand le projet lié à la rue des Chapeliers est passé au Conseil communal le 18 juin 2012.

Pourquoi est-il venu si tard ? Parce que, en réalité, il n'était pas certain que l'on refasse un jour la rue des Chapeliers par manque de moyens financiers dans le portefeuille de projets. Pourquoi continuer un projet qui ne convient pas ? Tout simplement parce que, lorsqu'on a signé un contrat, on doit l'honorer. Si on ne l'honore pas, il y a des dédis qui coûtent bien plus cher en conflits, en temps passé, et en argent. Avec les conséquences que cela peut comporter si on n'utilise pas les subsides avant le 30 décembre 2015.

En juillet, je reçois ces gens et je leur explique que pour ma part, j'entends bien maintenir de la verdure autour de la Cathédrale; qu'il est hors de question d'enlever le butée qui sépare la Cathédrale de la voirie, justement pour des raisons de protection, et qu'il y aura, tant qu'il n'y a pas de parkings et de densification de parkings, il y aura circulation et présence de véhicules sur cette voirie que l'auteur de projet considère comme totalement piétonne. Les riverains partent. Dans l'intervalle, j'ai assisté à différentes réunions de chantiers. J'ai vu des plans que je n'avais jamais vus. Je me suis rendue compte qu'on était tout à fait à côté de la question par rapport à ce que je souhaitais et imaginais essentiel pour la Cathédrale (en tant qu'Echevine du Patrimoine et de l'Urbanisme). J'ai soumis ce problème avec le plan aux membres du comité de chantier de la Cathédrale. La réponse qui m'a été livrée et dont un procès-verbal a été dressé est que, pour des raisons de sécurité concernant la stabilité de l'aile C du cœur gothique de la Cathédrale d'une part et, d'autre part, pour la disposition actuelle qui rend l'accès au Trésor extrêmement discret et

entrecoupé d'obstacles ce qui lui sied bien pour des raisons évidentes de protection de cet accès, il est hors de question d'envisager une planéité qui va de la rue de Paris (pour autant que cela soit possible), de la place Soil de Moriamé à la Cathédrale comme si le pavement allait toucher le bas de l'édifice de la Cathédrale. Sur cette base je suis revenue au Collège le 14 août qui a pris la décision suivante :

en ce qui concerne plus particulièrement la rue des Chapeliers, le Collège communal, en séance du 14 août, sous mon impulsion, a été informé que le projet d'aménagement des abords de la Cathédrale, dûment autorisé par un permis d'urbanisme en cours de validité, suscitait des craintes concernant :

- 1) la stabilité du chœur de la Cathédrale
- 2) la gestion des eaux de ruissellement
- 3) la sécurité de l'accès au Trésor.

Le Collège a, par ailleurs, souhaité qu'une légère surélévation soit prévue autour de la Cathédrale pour la protéger des eaux de ruissellement et que l'ancien pilori soit intégré à l'aménagement futur.

En même séance, le Collège a décidé d'inviter l'auteur de projet à revoir l'aménagement des abords de la Cathédrale en tenant compte de ses remarques et à lui communiquer sans délai une étude des flux de ruissellement intégrant la rue des Chapeliers et la rue de Paris."

Madame la Conseillère communale **C.LADAVID** ne se considère toujours pas comme rassurée sur la présentation de ce dossier à une future réunion de la CCATM, pas rassurée sur le fait d'avoir découvert récemment des plans, pas rassurée sur le fait de devoir démonter des aménagements déjà réalisés.

Madame la Première Echevine **MC.MARGHEM**, confirme qu'elle sollicitera l'inscription des aménagements sus-visés à la CCATM.

Aucune observation n'ayant été formulée au sujet de la rédaction du procès-verbal de la séance publique du 1<sup>er</sup> juillet 2013, ledit procès-verbal est approuvé conformément au règlement d'ordre intérieur.

Monsieur le **Président** de l'Assemblée clôture la séance publique à 22 heures 30'.

Madame la Première Echevine MC.MARGHEM et Madame la Conseillère communale S.LIETAR sortent de séance.